

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ⵎⵓⵔⵉⵏⵉⵎⵉⵏⵜ ⵓⵔⵉⵎⵉⵏⵉⵎ ⵓⵔⵉⵎⵉⵏⵉⵎ ⵓⵔⵉⵎⵉⵏⵉⵎ

ⵔⵓⵎⵉⵏⵉⵎⵉⵏⵜ ⵓⵔⵉⵎⵉⵏⵉⵎ ⵓⵔⵉⵎⵉⵏⵉⵎ ⵓⵔⵉⵎⵉⵏⵉⵎ

ⵔⵓⵎⵉⵏⵉⵎⵉⵏⵜ ⵓⵔⵉⵎⵉⵏⵉⵎ ⵓⵔⵉⵎⵉⵏⵉⵎ ⵓⵔⵉⵎⵉⵏⵉⵎ

UNIVERSITE MOULOUD MAMMERI DE TIZI-OUZOU

FACULTE DES LETTRES ET DES LANGUES

Département de Traduction et d'interprétariat



جامعة مولود معمري - تيزي وزو

كلية الآداب واللغات

قسم الترجمة

N°d'ordre :

N° de série :

Mémoire élaboré en vue de L'obtention du Diplôme de Master Académique en traduction.

DOMAINE : Lettres Langues Etrangères

Filière traduction

Spécialité : Traduction Arabe /Français/Arabe

Titre

Traduction de la terminologie de l'environnement de français vers l'arabe
COP 21 comme modèle

Présenté par :
MADI SOUNIA

Sous la direction de :
SALIMA AKZOUH

Jury de soutenance :

Président : Mme AIT BOUDJEMAA ALDJIA MAA

Encadreur : Mme SALIMA AKEZOUH MAA

Examineur : Mme NACERA SI TAYEB MAB

Session : Novembre 2018

..... مخبر توطین الهاستر :

Dédicace

Je dédie ce travail à mes parents qui m'ont vu grandir, qui m'ont guidé tout au long de ce chemin et qui m'ont offert un amour inconditionnel

Je dédie ce travail à mon mari, SMAIL et mes enfants : AMINE et INES ma raison d'être.

Sans oublier mes beaux parents, particulièrement ma belle mère.

Remerciement

Ce travail de recherche est le résultat de plusieurs mois d'un dur labeur, alors je voudrais remercier tout les acteurs qui ont contribué de près au de loin à ce travail. Et qui m'ont apporté leur soutien indéfectible.

Je commence par ma promotrice maitre AKZOUH Salima, je lui dis merci pour votre travail, son encadrement inestimable et son dévouement. Celle qui m'a prise sous son aile sans aucune hésitation.

Un grand merci aux membres du jury qui se sont donné la peine d'évaluer notre travail.

Sans oublier tous mes enseignants pendant tout mon cursus universitaire et plus particulièrement je tiens à rendre un grand hommage à l'inestimable monsieur MOHAND YAHYATEN qui y a marqué des générations toutes entières par son humanisme, sa générosité, sa légendaire gentillesse et son grand savoir, dieu l'accueil dans son vaste paradis.

Je tiens à remercier énormément madame IDIR Nacera, mon enseignante qui m'a apporté beaucoup, merci madame pour votre générosité et votre dévouement

Sans oublier madame AIT BOUDJEMA ALDJIA .

Table des matières

Remerciement

Dédicace

Table des matières

Introduction1

Cuhapitre I : Définitions des concepts utilisés.....5

I.Terme et la terminologie de l'environnement.....6

I.1. Mot Vs Terme.....6

I.1.1. Définition du mot6

I.1.2. Définition du terme7

I.1.3. La distinction entre le mot et le terme7

I.2. La terminologie.....7

I.2.1. Définition de la terminologie7

I.2.2. Aperçu historique sur la terminologie8

I.3. La terminologie de l'environnement.....9

I.3.1. La définition de l'environnement.....9

I.3.2. Un aperçu historique sur l'environnement10

I.3.3. La langue de spécialité et environnement.....10

I.4. Langue de spécialité Vs langue générale :**Error! Bookmark not defined.**

I.4.1. Définitions**Error! Bookmark not defined.**

I.4.1.3. Langue de spécialité par Vs langue générale.....11

I.5. Approche de la Stylistique comparée et des mécanismes de création de termes et la recherche documentaire de Christine Durieux.....**Error! Bookmark not defined.**

I.5.1. Stylistique Comparée de VINAY et DARBINLET12

I.5.1. Emprunt12

I.5.2. Calque.....13

I.5.3. Traduction littérale13

I.5.4. Procédés obliques14

I.5.5. Transposition.....14

I.5.6. Equivalence.....14

I.5.7. Modulation.....15

I.5.8. Adaptation.....15

I.6. Définition des mécanismes de création de termes15

I.6.1.	Dérivation	15
I.6.2.	Trope.....	16
I.6.3.	Composition.....	16
I.6.4.	Acronyme.....	17
I.7.	Recherche Documentaire	17
Chapitre II : Etude et analyse du corpus.....		21
II.2.	Présentation du corpus et nomenclature.....	22
II.1.	Corpus	22
II.1.1.	Présentation du corpus.....	22
II.2.	Analyse et argumentation.....	25
II.2.1.	Tableaux et procédés	25
II.2.2.	Analyse et argumentation	25
II.2.3.	Traduction par Emprunt.....	26
II.2.3.1.	Exemple n°01 : <i>Technologies</i>	26
II.2.3.2.	Exemple n°02 : <i>Carbone</i>	26
II.2.3.3.	Exemple n°03 : <i>Ecosystème</i>	27
II.2.3.4.	Exemple n°04 : <i>Biodeversité</i>	28
II.3.	Traduction par Calque.....	29
III.3.1.	Exemple 01 : <i>L'action climatique</i>	29
III.3.2.	Exemple n°02 : <i>Energies renouvelables</i>	30
II.4.	Traduction par Equivalence.....	32
II.4.1.	Exemple n°0 1: <i>Fonds vert</i>	32
II.5.	Traduction par Métaphore	34
II.5.1.	Exemple n° 01 : Intégrité.....	34
II.5.2.	Exemple n°02 : Justice	34
II.6.	Par traduction Littérale.....	35
II.6.1.	Exemple n°01 Catastrophe.....	35
II.6.2.	Exemple n°02 : Développement durable	36
II.6.3.	Exemple n°3 : Des modes de vies durables	37
II.7.1.	Exemple n°04 : Changement climatique	38
II.7.2.	Exemple n°5 : la planète	39
II.8.	Par Addition	39
II.8.1.	Exemple : La gestion.....	39

Conclusion	41
Bibliographie.....	44
Glossaire.	46
Annexes	
résumé	

INTRODUCTION

Introduction

La traduction a constitué à travers le temps une passerelle qui permet la communication entre les peuples et leur civilisation. Devenue une science, elle occupe et touche à tous les domaines et tous les terrains de recherche car elle traite du moyen de la communication même qui est la langue.

En effet, les langues font vivre la traduction, sans cette dernière comment pouvoir tisser des relations sociales, politiques et même religieuses ? Sans elle, comment sortir de la langue maternelle et explorer les autres langues du monde ?

On a recours à la traduction dès que deux langues s'opposent pour échanger des informations dans un domaine donné, notamment dans les domaines de spécialités. Dans ces terrains, le terme joue le rôle le plus important dans l'opération traduisante qui devient plus pertinente et très précise, afin de rendre complètement et correctement le message du texte source.

Parmi ces domaines de spécialité, nous avons opté pour celui de l'environnement. Afin de mener une recherche traductologique, qui nous permettrait de démontrer l'importance de la traduction dans le passage des termes de l'environnement du Français vers l'Arabe, nous avons choisi le texte du rapport des Nations Unies sur la COP 21 comme support d'étude.

Notre travail de recherche porte sur La COP 21 qui a suscité notre intérêt, étant une rencontre sur l'environnement qui a réuni plusieurs langues du monde, et qui avait eu recours à la traduction afin de pouvoir communiquer et arriver à un accord. Nous allons étudier sa terminologie dans la langue d'arrivée. C'est pour cette raison que nous avons intitulés notre travail comme suit : **«Traduction du terme environnemental dans le texte écologique. COP 21 comme modèle ».**

La place de la traduction dans le cadre de la COP 21 a attiré notre attention, mais étant donné que notre corpus est rédigé dans une langue intermédiaire qui est la langue Française, a fait apparaître quelques difficultés qui ont entravé notre recherche; mais cela ne l'a nullement influencée car nous allons établir une nomenclature d'exemples qui seront l'objet de notre étude. Nous allons essayer de déterminer selon quel procédé et quelles techniques ces termes ont été traduits.

Introduction

Justification du choix de notre sujet et de notre corpus

La langue arabe, étant l'une des langues qui possède un dictionnaire de termes de spécialités très limité, nous avons voulu étudier la version traduite vers l'arabe du texte de la COP 21, par les procédés de VINAY et DARBELNET, par la Recherche Documentaire de Christine DURIEUX et afin d'essayer de déterminer si cette langue a pu garantir une traduction adéquate.

Etant donné que l'unification de la langue arabe a posé un problème lors de la Cop 21, nous essayons d'apporter une étude, aussi modeste soit-elle, sur les solutions que l'instance traductologique internationale a proposé pour finaliser le texte et l'adapter à tous les pays arabes et précisément à ceux qui ont participé à la COP 21.

Concernant le choix de notre corpus qui est : « la **Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques** » (CCNUCC). Notre choix était d'abord personnel, par la place que l'environnement prend dans nos vies de tous les jours, combien nos actions et ce que nous faisons aussi influe que soient ils peuvent changer l'état actuelle de notre planète.

Concernant les raisons objectives de notre choix qui est la terminologie de l'environnement pertinente, utilisée dans ce document qui est, la COP 21, qui nous a d'abord attiré.

Intérêt et objectif de notre recherche :

La version arabe du rapport de la Cope21 a suscité en nous la curiosité de comparer la terminologie environnementale dans les deux langues, à savoir le français qui est la langue source et l'Arabe qui est la langue d'arrivée, selon les procédés de **VINAY et DARBELNET**, et de déterminer parmi ces derniers ceux qui ont rendu correctement le sens de ceux qui ne le sont pas.

La terminologie de l'environnement, domaine de spécialité qui a attiré notre attention afin de connaître l'évolution de la langue arabe dans ce domaine. L'environnement et les questions qui y sont reliées en l'occurrence le réchauffement climatique, et qui nécessitent une grande communication au sein de l'instance internationale, la place de la traduction a suscité notre importance.

Et pour cela, nous posons la problématique principale :

Introduction

-L'application des procédés de VINAY et DARBELNEY et la recherche Documentaire de Christine **DURIEUX** lors de la traduction de la COP 21 du français vers l'arabe a-t-elle été efficace ?

Cette problématique est suivie des questionnements suivants :

- Quelles sont les difficultés rencontrées dans la traduction des termes qui se rapportent à l'environnement lors de la COP 21 ?
- Les procédés de Vinay et Darbenlet ont-ils assurés une bonne reprise du sens dans la terminologie de l'environnement ?
- Est-ce que la recherche Documentaire de Christine DURIEUX nous a aidé durant notre analyse des termes de l'environnement ?

Afin de répondre à notre problématique et à tous ces questionnements, nous émettons les hypothèses suivantes :

- Peut-être que la recherche documentaire de Christine DURIEUX nous facilite la traduction des textes écologiques.
- Peut-être que quelques procédés de VINAY ET DARBENLET et les mécanismes de création de termes ont servi la traduction écologique
- La langue arabe manque de termes spécifiques au domaine de l'environnement.
- Le facteur temps était l'un des obstacles qui ont entravé l'activité traduisante lors de la COP 21.
- L'unification de la langue arabe s'ajoute aux difficultés de rédiger le rapport de la COP 21.

Et avant de commencer notre recherche nous avons d'abord, consulté quelques ouvrages et mémoires afin de s'en imprégner, comme

"أساليب الترجمة الايكولوجية من الانجليزية إلى العربية علي ضوء دليل الرسكلة " دورة سبتمبر
2018.

Mais notre travail est différent de celui cité, car nous faisons la comparaison entre les deux langues celle de départ et d'arrivée. Contrairement au premier travail qui a proposé une traduction

Méthodologie de notre recherche :

Introduction

Dans le but de répondre à notre problématique, et pouvoir vérifier les hypothèses émises, nous divisons notre travail en deux parties :

La première partie englobera notre volet théorique, qui est divisé à son tour en deux chapitres.

Le premier chapitre intitulé comme suit : définitions des concepts utilisés, qui traitera la traduction et la terminologie de l'environnement puis en deuxième lieu nous avons défini certains concepts comme le mot, le terme, une distinction entre les deux, par la suite nous avons aussi fait un aperçu historique de la terminologie, nous l'avons défini, par la suite nous nous sommes intéressés à la langue de spécialité et générale en précisant la différence qu'il y a entre elles. Pour passer à la définition de l'environnement et son aperçu historique. Par la suite nous avons, les mécanismes de création de termes et la recherche Documentaire de Christine Durieux.

Dans le deuxième chapitre intitulé : La traduction de la terminologie de l'environnement, dans lequel nous allons voir une présentation de deux théoriciens qui sont VINAY et DARBENLET. Par la suite nous allons définir les procédés avec lesquels nous avons travaillé qui sont : les procédés directs comme : l'emprunt, le calque, traduction littérale et les procédés dit obliques qui sont : la transposition, l'équivalence, la modulation et l'adaptation.

La deuxième partie portera notre deuxième chapitre, aussi divisé en deux parties. Premièrement nous présenterons notre corpus qui est une nomenclature d'exemples traduits du français vers l'arabe, puis nous déterminerons le procédé selon lequel ils ont été traduits.

Cette classification nous aidera à déterminer les procédés utilisés et dans quelle mesure ils ont été utilisés. Cette dernière est suivie d'une analyse et argumentation accompagnée d'une proposition de traduction lorsque celle-ci est nécessaire, afin de savoir si les traductions effectuées du français vers l'arabe sont potentiellement correctes ou bien elles ont perdu ou cours de leur transaction leur sens et les charges contenues dans ces traductions.

Cette démarche comparative entre les deux traductions nous permet de vérifier que le message de la langue de départ est le même dans la langue d'arrivée.

A la fin, un tableau d'exemples sous forme de nomenclature sera dressé, analysés et commentés, afin de déterminer le procédé de traduction qui prime.

Introduction

En guise de conclusion, nous répondrons à notre problématique et à toutes les questions posées au début de la recherche, et nous infirmerons ou nous confirmerons les hypothèses émises.

Malgré les difficultés rencontrées ; comme le manque d'ouvrages techniques spécifiques à la terminologie de l'environnement. Ajouter à ça la complexité de notre travail qui demande beaucoup de temps afin de faire des recherches minutieuses. Nous allons essayer de réaliser ce travail tant bien que mal.

Au cours de ce modeste travail de recherche, nous avons été guidé par quelque ouvrages techniques et scientifique, à l'instar « *fondement didactique de la traduction technique* » (2010) de Christine DURIEUX. Comme nous avons pu compter sur les dictionnaires et glossaires en ligne, comme le Larousse, le Robert ainsi que certains sites internet, grâce auxquels nous avons pu accéder à beaucoup de documents.

CHAPITRE I :

DÉFINITIONS DES

CONCEPTS CLEFS

Dans cette partie nous allons voir quelques définitions des termes que nous avons utilisé dans notre travail par exemple définition du terme et le mot, la terminologie de l'environnement, la terminologie de l'environnement, les procédés, la recherche documentaire de Christine DURIEUX et les mécanismes de formation de terme.

II.1. Terme et terminologie de l'environnement

Le travail que nous avons essayé d'effectuer, qui est la traduction des termes se rapportant à l'environnement a été beaucoup plus compliqué, part sa richesse et sa complexité.

Ce travail nécessite énormément de recherches d'autant plus, nous devons connaître et approfondir nos connaissances dans la langue arabe. Car ce texte appartient un à un jargon bien spécifique.

Pour réussir l'analyse de ces termes de l'environnement on a besoin d'une terminologie bien précise.

Dans cette partie nous allons définir quelque concepts généraux comme la définition du mot et du terme, la terminologie, l'environnement et pour finir nous allons voir aussi la définition des procédés utilisés dans les traductions ; les sept procédés de VINAY et DARBENLET.

I.1. Mot Vs Terme

I.1.1. Définition du mot

Parmi les différentes définitions on retrouve celle du Larousse dictionnaire français qui défini le mot comme étant : « *Élément de la langue composé d'un ou de plusieurs phonèmes, susceptible d'une transcription écrite individualisée et participant* ».

Quant au **Petit Robert** on le décrit comme étant « *un élément de base de la langue* »

Le mot est une unité lexicale courante, c'est-à-dire, c'est une unité sans particularité. (Teresa Lino et Thoiron : p : 47)

I.1.2. Définition du terme

Concernant le terme, le Larousse le définit comme suit : « *Mot considéré dans sa valeur de désignation, en particulier dans un vocabulaire spécialisé* ». Si on s'en tient à cette définition on comprend que le terme précise et spécifie le sens pour le mettre dans le rang de la langue de spécialité.

Le terme est une unité lexicale, une unité qui existe dans le système de la langue mais qui possède des particularités. (Teresa LINO et THOIRON. p : 47).

I.1.3. La distinction entre le mot et le terme

Il existe plusieurs recherches et différents avis ; d'après nos définitions nous déduisons clairement une grande différence entre le mot et le terme. Nous pouvons même dire qu'il y a opposition. Mais après de profondes recherches nous avons constaté que ces différences n'ont plus lieu d'être. Nous allons démontrer cela. La terminologie, nous avons souvent considéré mot et terme comme opposé puisqu'on considérait que la signification du mot dépendait du contexte dans lequel il était utilisé alors celle du terme

En avançant dans les recherches on trouve que cette distinction est trop rigide, certains ne parlent plus d'opposition car le mot et le terme sont tous les deux des unités lexicales certes différentes mais le sens du terme peut aussi être en relation avec un contexte (Teresa LINO et THOIRON : p : 47)

I.2. La terminologie

II.2.1. Définition de la terminologie

Le dictionnaire Larousse la définit comme ceci :

« *Ensemble des termes, rigoureusement définis, qui sont spécifiques d'une science, d'une technique, d'un domaine particulier de l'activité humaine.*

Discipline qui a pour objet l'étude théorique des dénominations des objets ou des concepts utilisés par tel ou tel domaine du savoir, le fonctionnement dans la langue des unités terminologiques, ainsi que les problèmes de traduction, de classement et de documentation qui se posent à leur sujet. » <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/terminologie/77407>

La terminologie est une science qui étudie les termes de spécialité appartenant à un domaine spécifique

Quant à la définition donnée par Loïc DEPECKER : « *La terminologie est consacrée au vocabulaire scientifique et technique et à leur mise en forme dans les discours techniques. L'idée est d'essayer de gérer, d'ordonner, de traiter des masses d'unités terminologiques. On essaie de viser une cohérence de ces vocabulaires, de se retrouver notamment dans les synonymes ou dans les définitions. On définit les concepts pour parvenir, d'une langue à l'autre, à décrire les mêmes choses avec des termes dont on est sûr qu'ils décrivent les mêmes objets* ». (Qu'est-ce que la terminologie ? 10 novembre 2006 Technolanguage.net Entretien avec Loïc DEPECKER)

La terminologie est une science se rapportant à un domaine spécifique, des termes et des mots utilisés dans des domaines techniques et scientifiques.

1- Ensemble de termes, de mots savants généralement abscons, dont il est fait un usage fréquent et abusif. *Vaine terminologie. Nos métaphysiciens modernes ont ressuscité la Terminologie de l'École, et nous ont donné une foule de mots plus inintelligibles les uns que les autres, pour les découvertes les plus heureuses. Au lieu de la Terminologie de la Sorbonne, nous avons des idéologues dévots à la poupée de Condillac* » (MERCIER Néal. 1801, p. 282).

Pour terminer, nous pouvons dire que la terminologie est une science qui a comme objet d'étude, des domaines techniques scientifiques, qui ont besoin de termes concis et bien précis, afin de rendre un le vouloir dire du texte de départ vers le texte d'arrivée

II.2.2. Aperçu historique sur la terminologie

La terminologie ne cesse d'évoluer et de jalonner tous les domaines, elle avance avec le développement et les changements des conditions de vie l'humanité, car chaque domaine fait appel à cette science concise et bien précise. La naissance de la terminologie en tant que pratique revient au 18^{ème} siècle avec le changement du mode de vie de tout un monde plus précisément avec l'industrialisation. Quant à sa naissance en tant que discipline qui est liée à l'avènement de l'âge de la science, elle revient à la moitié du 20^{ème} siècle.

I.3. La terminologie de l'environnement

L'environnement prend beaucoup de place dans nos vies au jour d'aujourd'hui, notre responsabilité s'avère indispensable pour la conservation de notre planète, et pour se familiariser avec le sujet nous allons le terme environnement, par la suite, nous allons nous intéresser à son histoire

I.3.1. La définition de l'environnement

Nous débutons par la définition donnée par le dictionnaire français le Larousse

1- Ce qui entoure de tous côtés ; voisinage : *Un village dans son environnement de montagnes.*

2- Ensemble des éléments (biotiques ou abiotiques) qui entourent un individu ou une espèce et dont certains contribuent directement à subvenir à ses besoins.

3- Ensemble des éléments objectifs (qualité de l'air, bruit, etc.) et subjectifs (beauté d'un paysage, qualité d'un site, etc.) constituant le cadre de vie d'un individu.

Mais la définition donnée par le Toupictionnaire un dictionnaire politique est beaucoup plus approfondie

1- Son étymologie vient du préfixe Grec en, dans, et du latin « *virare*, » virer, venant du Grec « *gyros* », cercle, tour.

2- l'environnement est l'ensemble des éléments qui constituent le voisinage d'un être vivant ou d'un groupe d'origine humaine, animale, végétale et qui sont susceptible d'interagir avec lui directement ou indirectement.

3- C'est ce qui entoure, ce qui est aux environs.

4- Depuis les années 1970 le terme environnement est utilisé pour désigner le contexte écologique global, c'est-à-dire l'ensemble des conditions physiques, chimiques, biologiques, climatiques, géographique et culturelles au sein desquelles se développent les organismes vivants, et les êtres humains en particuliers. L'environnement inclut donc l'air, la terre, l'eau, les ressources naturelles, la flore, la faune, les hommes et leurs interactions sociales.

I.3.2. Un aperçu historique sur l'environnement

La naissance de l'environnement est né aux Etats-Unis d'Amérique ; Dans une interview des deux jeunes historiens américain, Roderick NASH et Donald WORSTER en particulier, affirment qu'une classe d'opprimés est systématiquement oubliée : la terre, le biotope (Il faut, disent-ils, écrire une histoire « *from the bottom up* », qui parte d'en- bas, de ce qui est ignoré, méprisé et n'a pas la parole

(Roderick NASH, « American environmental history :....)

Il s'agit de donner un rôle central aux éléments naturels, de les introduire dans tous les livres d'histoire, au lieu de dérouler la succession des rois, des guerres et des grandes idées. On situe généralement la naissance de l'histoire environnementale en août 1972, avec un numéro spécial de la *Pacific Historical Review* et un article fameux de Roderick Nash

(R. NASH, « American... », art. cit., p. 362-372.)

Le choix de la revue marque la montée de l'environnementalisme sur les campus de la côte ouest. Initiée par la publication de *Silent Spring* par Rachel Carson en 1962, cette prise de conscience triomphe le 22 avril 1970 avec le premier *Earth Day*, l'une des plus grandes manifestations jamais organisées aux États-Unis, réunissant 20 millions de personnes

(Kirkpatrick SALE, *The Green Revolution. The American....*)

Dans ce climat, John OPIE édite en avril 1974 une lettre d'information en histoire environnementale, suivie de la création d'une revue, l'*Environmental Review*, à l'automne 1976 (Elle se poursuit sous le nom *Environmental History*....)

L'American Society for Environmental History est fondée en 1977

(Carolyn COLUMN, « From the President's desk », ASEH.)...

I.3.3. La langue de spécialité et environnement

1. La définition :

La langue de spécialité de l'environnement est une langue qui est technique et riche, c'est un domaine qui touche à tous les autres ; comme la sociologie, l'économie, la santé sa

richesse réside dans sa diversité. C'est un domaine en perpétuel développement, changement et création de nouveaux termes, pour répondre aux besoins de la mondialisation.

I.3.4. La terminologie de l'environnement :

Comme tous les domaines de spécialité, l'environnement comporte un nombre de termes techniques qui constituent une terminologie, un code spécifique à ce domaine, c'est un jargon qui est en perpétuel développement il évolue avec le changement du mode de vie de l'homme. Et beaucoup s'y sont intéressés comme CRONIN Mechael (2017) qui pense que la traduction écologique doit servir l'intérêt de la terre, afin de remédier à la situation actuelle de notre planète, qui est causé par l'Homme.

I.4.1.1. Langue de spécialité par Vs langue générale

Dans la traduction, tout est une question de comparaison et de dichotomie, nous allons nous intéresser à la langue générale vs langue de spécialité beaucoup s'y sont intéressés.

Si nous regardons de plus près, nous constaterons à prima bord qu'effectivement il ya des oppositions et des différences entre ces deux langues nous allons les tracés dans ce petit tableau.

Langue de générale	Langue de spécialité
1- Termes courants	1- Termes spécifiques
2- Domaine général	2- Domaine technique et scient
3- Comprise généralement par tout le monde	3- Comprise par des professionnels du domaine étudié
4- Sa traduction ne nécessite pas une grande documentation	4- Sa traduction nécessite une recherche documentaire bien profonde

Mais en approfondissant les recherches, nous avons trouvé que la langue de spécialité et la langue générale sont indissociable l'une de l'autre comme nous le montre Pierre LERAT :

« Une langue spécialisée ne se réduit pas à une terminologie : elle utilise des dénominations spécialisées (les termes), y compris des symboles non linguistiques, dans des

énoncés mobilisant les ressources ordinaires d'une langue donnée. On peut donc la définir comme l'usage d'une langue naturelle pour rendre compte techniquement de connaissances spécialisées » (1995 : p. 21)

Pour finir, nous pouvons dire que pour un traducteur l'essentiel, c'est de pouvoir trouver le terme exact afin de rendre justement le sens, c'est vrai qui fait appel à des termes spécifique mais aussi parfois les mots de la langue courante se trouvent être spécifique quand ils sont employés dans des domaines bien précis.

I.4. Les approches de la traduction

La traduction est une opération complexe qui consiste à rendre le sens de la langue source dans la langue cible et pour se faire nous recourons à des procédés connus ; des techniques de traduction qui nous facilitent l'opération traduisante, et parmi les techniques et procédés nous avons les sept procédés de VINAY et DARBENLET, et des mécanisme de création de termes comme la Dérivation (الاشتقاق), le Trope (المجاز) , la Transposition (التعريب), l'Acronyme (النحت) et la Composition (التركيب). Et Recherche documentaire de Christine DURIEUX

I.5.1. Stylistique Comparée de VINAY et DARBINLET الاسلوبية المقارنة

La Stylistique comparée est basée sur comparaison entre les langues concernant la signification, la grammaire et la composition des deux langues pour extraire par la suite les points communs et les différences des deux langues.

Cette méthode est portée par le livre de « *La Stylistique Comparée du français vers l'anglais de Jean Paul VINAY et Jean DARBENLET 1958* ».

Et dans lequel ils proposent sept procédés pour traduire qu'on peut séparer en deux parties :

1/ Les procédés directs : qui sont : la traduction Littérale, Emprunt, calque et les procédés obliques qui sont : la transposition, la modulation, l'équivalence et l'adaptation

I.5.1. L'Emprunt الاقتراض

C'est l'un des procédés les plus faciles pour le traducteur ; comme son nom l'indique emprunter un mot d'une langue source et l'emprunt à la langue cible. Pour introduire par exemple des termes propres à la culture de la langue de départ qui n'existe pas dans la langue cible. Généralement cela indique que le recours à l'emprunt c'est une preuve d'un échec de la part du traducteur.

« Trahissant une lacune, généralement une lacune métalinguistique (technique nouvelle, concept inconnu), l'emprunt est le plus simple de tous les procédés de traduction. »

(VINAY et DARBENLET, 1958, p : 47)

Par exemple : « **Ecologie** » dans la langue de départ qui est traduit pas un emprunt dans la langue d'arrivée « الايكولوجيا »

I.5.2. Calque النسخ او المحاكاة

Le calque est une autre manière d'emprunter des mots d'une langue source à une langue cible. On emprunte à la langue étrangère le syntagme, mais on traduit littéralement les éléments qu'ils les composent. (Théories, approches et modèles de la traduction au Xxe siècle 1958, p :64) consulté le 01/06/2018.

VINAY et DARBENLET recommandent dans les deux cas ; c'est-à-dire soit dans l'emprunt ou le calque recourir à la création lexicologique à partir du fond Gréco-latin, ce qui évitera un calque pénible. (VINAY et DARBENLET : 1958 :47-48)

I.5.3. Traduction littérale الترجمة الحرفية

La traduction littérale, ne prend plus compte du contexte culturel ni le contexte social du texte source qu'on veut traduire. C'est un procédé direct qui s'appuie seulement sur le mot sans son entourage. Néanmoins ce procédé est utilisé dans les certains domaine comme le domaine technique et scientifique.

VINAY et DARBENLET fondateurs de ce procédé, mentionne la difficulté qui entrave le traducteur dans sa mission. Et souligne que il appartient seulement au traducteur de bien choisir le mot qu'il faut dans la langue d'arrivée.

Etant donné les combinaisons infinies des signifiants entre eux, on comprend pourquoi le traducteur ne saurait trouver dans le dictionnaire des solutions toutes faites à ses problèmes car lui seul possède la totalité du message pour l'éclairer dans son choix. (VINAY et DARBENLET 1958 :48-50)

I.5.4. Procédés obliques اساليب الترجمة غير المباشرة

Comme les procédés directs de la stylistique comparée, les procédés indirects comportent aussi quatre procédés.

I.5.5. La Transposition الابدال

« Nous appellerons ainsi le procédé qui consiste à remplacer une partie du discours par une autre sans changer le sens du message. La transposition prend compte du contexte du texte du texte source et plus précisément le texte d'arrivée.

La tournure de base et la tournure transposée ne sont pas nécessairement équivalentes au point de vue de la stylistique. Le traducteur doit être prêt à opérer la transposition si la tournure ainsi obtenue s'insère mieux dans la phrase ou permet de rétablir une nuance de style. La tournure transposée a généralement un caractère plus littéraire. » (VINAY-DARBENLET, 1958 : 50)

La transposition est un procédé qui

Par exemple nous avons : **Le changement climatique** تغير المناخ

I.5.6. L'Equivalence التكافؤ

Dans la traduction nous recourons à l'équivalence dans des textes beaucoup plus littéraire, des proverbes et des locutions que technique ou scientifique, car pour traduire ce genre de texte le traducteur doit maîtriser les langues de départ et d'arrivée mais aussi et surtout leur génie.

« Il est possible que deux textes rendent compte d'une même situation en mettant en œuvre des moyens stylistique et structuraux entièrement différents il s'agit alors d'une équivalence. Elle est le plus souvent de nature syntagmatique et s'intéresse à la totalité du message » (VINAY et DARBENLET, 1958, p : 52)

Exemple : **Le fonds** الصندوق

I.5.7. La Modulation التحوير

La modulation est une variation dans le message obtenu en changeant de point de vue en prenant compte du génie de la langue d'arrivée.

Ce procédé consiste à effectuer un changement de point de vue d'une langue à une autre car ils se diffèrent d'une langue à une autre. (VINAY et DARBENLET, 1958, p : 51)

I.5.8. L'Adaptation التكيف

On utilise ce procédé quand le même message n'existe pas dans la langue d'arrivée. Dans ce procédé nous poussons les limites de la traduction, le traducteur doit créer le message voulu transmettre dans la langue d'arrivée. On peut dire que ce procédé est un cas d'équivalence particulier on parle d'équivalence de situation. (VINAY et DARBENLET, 1958, 52-53)

Notre partie théorique se termine sur ce point, qui nous fait passer directement à la partie pratique où nous allons mettre en pratique tous les points abordés, et notre analyse qui constitue la colonne vertébrale de notre travail.

I.5. Définition des mécanismes de création de termes

Afin de créer les termes nous avons recours à la Dérivation (الاشتقاق), le Trop (المجاز), la transposition (التعريب), l'Acronyme (النحت) et la Composition (التركيب) que nous allons essayer de définir comme suite

I.6.1. La Dérivation الاشتقاق

La dérivation consiste à griffer un morphème supplémentaire : un affixe plus exactement ; un préfixe quand il s'agit de le placer au début du mot, et un suffixe quand il s'agit de le placer à la fin du mot sur une base qu'on appelle le radical il ya plusieurs sortes de dérivation :

- La dérivation parasynthétique qui consiste à construire des mots simultanément avec le le préfixe et le suffixe

Exemple : lune –**alunir**

<http://www00.unibg.it/dati/corsi/3039/18414-Formation%20des%20mots.pdf> consulté le 02/2018

I.6.2. Le Trope المجاز

Figure par laquelle un mot prend une signification autre que son sens propre Les Tropes sont certains sens plus ou moins différents du sens primitif, qu'offrent, dans l'expression de la pensée, les mots appliqués à de nouvelles idées. (P. FONTANIER, Les Figures du disc. Paris, Flammarion, 1968, [1821], p. 39).

I.6.3. Composition التركيب

C'est un procédé de formation de mots par combinaison de bases. Elle crée surtout des substantifs.

La composition assemble deux ou plus base française ou grecques ou latines

Exemple : poisson-chat (français-français), misogynie (grec-grec), omnivore (latin-latin)

On distingue plusieurs formes de Compositions ; composition populaire, composition savante et composition populaire.

La composition savante (ou inter fixation ou recomposition) est un mode de composition qui associe des unités en principe non autonomes. Elles sont appelées savantes car elles empruntent généralement aux langues anciennes grec ou latin

Exemple : **Morpho/logie**

Cette sorte de composition nous intéresse car elle est souvent utilisée dans la formation des vocabulaires de spécialité.

- Schéma de composition variable :
- N+N : chou-fleur, timbre-poste...
- N+adj. : état civil, cordon bleu,

Adj. +adj. : chaud-froid, aigre-doux

<http://www.unibg.it/dati/corsi/3039/18414-Formation%20des%20mots.pdf> consulté le 02/2018

La coposition populaire : est la coposition la plus courante, c'est associer deux mot (il n'est pas impossible d'en réunir d'avantage)qui on une existence autonome. Ils sont souvent accolés par une préposition comme par exemple : **Pomme de terre**.

Ou bien accolés par un trait d'union comme par exemple : **Lieu-dit**

I.6.4. Acronyme النحت

Du mot anglais acronyme « mot formé d'initiales ou de syllabes de plusieurs mots » désigne selon le dictionnaire Larousse la version électronique nom masculin (anglais acronym)

- Substantif dont l'origine est un sigle, mais qui se prononce comme un mot ordinaire (par exemple *C.A.P.E.S.* [kapɛs], Certificat d'Aptitude au Professorat de l'Enseignement du Second degré »
- L'acronyme se prononce comme un mot il inclut parfois une syllabe complète du mot pour pouvoir être prononcé comme un mot :

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/acronyme/858> consulté le 02/11/2018

I.6. Recherche Documentaire البحث الوثائقي

La Recherche Documentaire est une méthode de recherche qui se base sur toutes les informations et documents concernant le sujet de recherche et pour se faire l'utilisateur de cette méthode doit chercher dans plusieurs documents , revues, dictionnaires et glossaires pour récolter les informations précises est concises , en rapport avec son sujet de recherche . Grâce à ce résultat, le chercheur arrive à obtenir les résultats adéquats à sa recherche. <https://www.erudit.org/fr/revues/meta/1990-v35-n4-meta330/002688ar/>, consulté le : 04/11/2018.

La Recherche Documentaire de Christine DURIEUX, est concédée comme l'une des méthodes les plus adaptées dans la traduction.

Christine DURIEUX, considère que la traduction se repose essentiellement sur la réflexion, et que c'est une opération en perpétuelle développement, elle ne stagne jamais et que l'utilisation de ces informations sont utilisées en prenant des décisions continues.

Et dans le domaine de traduction de spécialité revient aux termes et aux informations technique qu'elle contient, dans ce cas le traducteur est amené à fournir beaucoup plus d'efforts dans la recherche documentaire et le suivi d'une méthode précise non par car il ya des termes de spécialité mais aussi la déférence qu'il ya entre la langue de spécialité et générale et selon Christine DURIEUX

« Il ne faudrait pas considérer que la traduction de textes techniques se ramène exclusivement à la recherche de correspondances préétablies de termes techniques, comme on le croit généralement. » (DURIEUX, 2010 : p : 24)

Il ne faut pas que le traducteur se limite à une seule version, mais il doit effectuée une large recherche concernant le terme, afin d'enrichir et de comparer entre les différentes définitions pour choisir le terme le plus adéquate.

La méthode de Recherche Documentaire de Christine DURIEUX

Lecture des ouvrages et revues dans la langue d'arrivée : la lecture des ouvrages et revues dans la langue d'arrivée facilite la mission du traducteur selon Christine DURIEUX (DURIEUX, 2010)

« La recherche documentaire dans la langue d'arrivée présente le double avantage de fournir :

- 1. Une information plus rapide compréhensible par le lecteur*
- 2. Une terminologie et son emploi, directement exploitable dans l'exécution de la traduction».*

Christine DURIEUX, confirme que la lecture des ouvrages dans la langue d'arrivée est très important et primordial pour réussir à transmettre le sens, les avantages de cette partie en sont que bénéfiques, par l'accessibilité de l'information pour le lecteur et facilite l'opération

traduisante pour le traducteur. Elle considère que la lecture pertinente des ouvrage, c'est-à-dire, une lecture intelligente facilite la transmission dans la langue d'arrivée

Lecture des ouvrages et des revues techniques dans la langue de départ et d'arrivée :

La lecture des revues et ouvrages dans la langue de départ et d'arrivée pour le traducteur lui permettra de mieux comprendre le sujet qu'il traite. Ce qui l'aidera à donner une traduction claire et fidèle.

Cette méthode contient trois parties qui sont comme suite :

- **La première étape : l'étape de compréhension :** مرحلة الفهم

Selon Christine DURIEUX :

« Le processus de compréhension commence par le décodage des signes, se poursuit par l'identification de signifiés qui est combinés aux compléments cognitifs permet l'appréhension du sens de l'énoncé et enfin déboucher sur la saisie de la dynamique d'un texte » (Durieux, 2010 : p : 73)

L'opération de compréhension commence par déchiffrer les codes de la connaissance des autres significations qui nous permettent de comprendre le sens, en plus de cela les acquis du traducteur.lui permet de réussir sa compréhension.

- **La deuxième étape : Déverbalisation :** الانسلاخ اللغوي

Durant cette étape le traducteur réinvestie ce qu'il a copris pendant la première partie afin de reformuler en utilisant la langue d'arrivée loin du texte de départ , mais on respectant le texte de départ (Durieux, 2010, p :79)

- **La troisième partie : la reformulation** مرحلة اعادة الصياغة

A chaque traducteur son style, et que chaque texte transmet un message bien précis, donc il doit prendre en confédération la nature du texte et le récepteur.

Notre partie théorique se termine sur ce point, qui nous fait passer directement à la partie pratique où nous allons mettre en pratique tous les points abordés, et notre analyse qui constitue la colonne vertébrale de notre travail.

CHAPITRE II :

ETUDE ET ANALYSE DE LA

TERMINOLOGIE

II.2. Présentation du corpus et nomenclature

II.1. Corpus

II.1.1. Présentation du corpus :

Le corpus que nous avons étudié un accord juridique, contenant 39 pages dans la version Française , et 45 pages dans sa version Arabe ; c'est une convention cadre des Nations Unis, appelé COP 21, servenu suite à l'échèque de l'accord de Kyoto. Appelé l'accord de la dernière chance; c'est la 21ème conférence sur le changement climatique qui inquiète toute la planète .

L'Accord de Paris, est conclu Le 12 décembre 2015, sur un premier accord (lien externe) qui prévoit de limiter l'augmentation de la température à 2° voire d'aller vers l'objectif de 1,5° par rapport à l'ère pré-industrielle. Le texte tient compte des besoins et moyens des pays signataires. Il est durable dans le temps avec des ambitions révisables à la hausse périodiquement.

L'Accord contient des engagements de la part de chaque pays pour réduire les GES , des règles pour contrôler les efforts entrepris ainsi que des solutions pour financer durablement la lutte et l'adaptation au changement climatique des pays en voie de développement (Fonds vert pour le climat : 100 milliards de dollars par an à partir de 2020). Et pour s'organisé réalisation d'un agenda des solutions regroupant les initiatives des acteurs non gouvernementaux.

Le rôle des acteurs locaux dans l'action climatique

Plus de 55% de la population mondiale vit aujourd'hui dans des villes - les deux tiers en 2050 - et génèrent 70% des émissions de carbone. Ces acteurs locaux, en particulier les grandes métropoles du monde, occupent donc une place centrale. Ils subissent les effets du changement climatique mais sont aussi de vrais laboratoires d'expérimentation auprès des citoyens. Porteurs de solutions concrètes, leur ambition peut tirer vers le haut les positions des États nations.

La déclaration de l'Hôtel de Ville

En marge de la COP21, s'est tenu le 4 décembre 2015, le Sommet des élus locaux pour le climat (lien externe), à l'initiative d'**Anne Hidalgo**, Maire de Paris, Co-présidente de

ChapitreII: Etude et analyse du corpus

Cités et Gouvernements locaux unis (CGLU), récemment élue présidente du Cities 40 (lien externe) (C40), l'équivalent du G20 pour les villes-mondes.

700 élus locaux du monde entier rassemblés à l'Hôtel de Ville de Paris ont signé une déclaration (lien externe) les engageant à aller vers vers 100% d'énergies renouvelables et à une réduction des émissions carbone des villes de 80% d'ici 2050. Cette déclaration souligne également que face au besoin d'adaptation et de résilience aux changements climatiques inéluctables, l'engagement politique, le changement social et l'implication des citoyens sont nécessaires.

Aujourd'hui, dans beaucoup de villes du monde, les initiatives sont nombreuses, vont plus vite et souvent plus loin que les politiques nationales. Cette déclaration constitue un élément moteur dans l'adoption de **l'Accord de Paris** puisque les États pourront s'appuyer sur les bonnes pratiques de leurs villes pour démontrer leurs actions et respecter leurs engagements.

Les enjeux de la COP 21

En 2011, les États se sont engagés à trouver en 2015, un nouvel accord international pour contenir le réchauffement climatique en dessous des 2°C. Les négociations de Paris ont élaboré les bases d'un nouvel accord qui doit être :

- **Universel** : c'est à dire applicable à tous les pays
- **Juridiquement contraignant** : applicable à partir de 2020
- **Différencié** : définissant des objectifs différents pour les pays développés et les pays en développement.
- **Ambitieux** : permettant de limiter réellement les changements climatiques.

<https://www.apc-paris.com/cop-21> consulté le 02/11/2018

Nomenclature d'exemples de traduction

Nous avons sélectionné les expressions de la langue source ; c'est-à-dire de la langue française traduite vers la langue cible qui est l'arabe que nous avons regroupé dans le tableau suivant :

Chapitre II: Etude et analyse du corpus

Tableau A :

Expressions dans la langue source	Expressions dans la langue d'arrivée
1- Changement climatique p : 01	1- تغير المناخ ص: 01
2- Développement durable p :	2- التنمية المستدامة ص: 01
3- Risques de catastrophes p : 01	3- مخاطر الكوارث. ص: 01
4- Gaz à effet de serre p : 01	4- غازات الدفئة. ص: 04
5- La température moyenne de la planète p : 02	5- ارتفاع متوسط درجة الحرارة العالمية . ص: 02
6- Energie durable p : 02	6- نشر الطاقة المتجددة . ص: 02
7- Une action climatique p : 02	7- العمل المناخي. ص: 03
8- Niveau des émissions globales p : 02	8- المستويات المقدرة الاجمالية لانبعاثات غازات الدفيئة . ص: 04
9- Une hausse de la température de 2°	9- ارتفاع متوسط درجة الحرارة دون درجتين مؤويتين . ص: 04
10- Les émissions anthropiques p : 06	10- الانبعاثات البشرية المنشأ. ص: 06
11- Les absorptions de gaz p : 05	11- عملية الازالة بواسطة البوالغ. ص: 07
12- Des écosystèmes p : 31	12- النظم الايكولوجية. ص: 31
13- Fond vert pour le climat p : 09	13- الصندوق الاخطر للمناخ. ص: 09
14- Déboisement et dégradation des forêts p : 09	14- ازالة الغابات و تدهورها. ص: 10
15- Rôle de conservation p : 09	15- دور الحفاظ. ص:
16- La gestion durable des forêts p : 09	16- حفظ التسيير الغابات و إدارتها المستدامة ص: 10
17- Stocks de carbones forestiers p : 09	17- تعزيز مخزونات كربون الغابات. ص: 10
18- Des technologies climatiques p : 10	18- تكنولوجيا المناخ. ص: 20
19- Intégrité environnementale p : 14	19- السلامة البيئية . ص: 16
20- L'action climatique p : 20	20- العمل المناخي . ص:
21- Changements climatiques p : 21	21- تغيير المناخ. ص: 25
22- Les écosystèmes p : 23	22- النظم البيئية. ص: 27
25- La protection de la biodiversité p : 23	23- حماية التنوع البيئي ص: 27
24- Justice climatique p : 23	24- العدالة المناخية. ص: 27
25- Des modes de vies durable p : 24	25- انماط العيش المستدامة. ص: 27
26 - L'intégrité environnementale p : 26	26- السلامة البيئية. ص: 16
27- Déboisement p : 27	27- ازالة الغابات ص: 30
28- la gestion durable p : 27	28- ادارتها المستدامة. ص: 30
29- stocks de Carbone p : 27	29- المخزونات كربونية ص: 30

ChapitreII: Etude et analyse du corpus

30- Système d'alerte précoce p : 30	30- نظم الانذار المبكر. ص:35
31- ressources naturelles p : 29	31- للموارد الطبيعية ص: 34
32- Phénomène météorologiques extrêmes p : 30	32- الظواهر الجوية القصوى. ص:34
33- L'Agence Internationale de l'Energie Atomique. p :	33- الوكالة الدولية للطاقة الذرية. ص:42

Ce tableau est une nomenclature d'exemples pris dans le texte de la Cop 21, après les avoir listés, nous allons analyser leur procédé de traduction en appliquant la stylistique comparée en l'occurrence les procédé de VINAY et DARBELNET. Nous allons les classer selon leur procédé accompagnés de leur traduction que nous allons commenter et essayer de justifier le choix du procédé utilisé.

II.2. Analyse du corpus :

II.2.1. Tableaux et procédés :

Afin de classer nos exemples et de les analyser, nous avons mis au point des tableaux dans lesquels nous avons spécifié les procédés et les traductions dans les deux versions (Français et Arabe)

II.2.2. Analyse et argumentation :

II.2.2.1. La méthodologie d'analyse

En ce qui concerne notre méthodologie d'analyse en générale, nous avons analysé nos exemples suivant la méthode d'étude de textes techniques de Christine Durieux, nous nous sommes appuyés aussi sur les procédés de traduction de VINAY et DARBENLET et la théorie interprétative de Mariane LEDERER. Comme nous avons aussi utilisé certains mécanismes de formation de terme.

Nous avons sélectionné dans le corpus en français et sa traduction en suite nous l'avons d'abord extrait par quel procédé ou bien mécanisme a été traduit en suite nous l'avons analysé et nous avons cherché d'autres traductions dans d'autre dictionnaires de spécialité.et pour ce faire nous avons suivi les étapes suivantes :

Premièrement, nous avons défini le terme dans la langue d'arrivée et compris son contexte, ensuite nous avons cherché sa signification dans d'autres dictionnaires monolingues

Chapitre II: Etude et analyse du corpus

(français- français) , puis nous avons pris la traduction afin de l'analyser, nous avons comparé avec d'autres traductions proposées dans d'autres dictionnaires en arabe, afin de se rapprocher le plus de la bonne traduction. Par la fin nous avons analysé et proposer une autre traduction.

II.2.3. Traduction par Emprunt

II.2.3.1. Exemple n°01 : *Technologies*

Des *technologies* climatiques

تكنولوجيا المناخ

« L'étude des outils, des machines, des procédés, des méthodes employées dans les diverses branches de l'industrie, des outils et des matériels utilisés dans l'artisanat et dans l'industrie, un ensemble cohérent de savoirs et de pratiques dans un certain domaine technique, fondé sur des principes scientifiques, une théorie générale des techniques ». <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00509689/document> consulté le 08/11/2018

يقابله مصطلح *technologies* في اللغة العربية ما يلي: "التكنولوجيا كلمة يونانية في الأصل، تتكوّن من مقطعين؛ المقطع الأول: تكنو، ويعني حرفة، أو مهارة، أو فن، أما الثاني: لوجيا، فيعني علم أو دراسة، ومن هنا فإنّ كلمة تكنولوجيا تعني علم الأداء أو علم التطبيق". <https://mawdoo3.com> تاريخ الزيارة: 2018/11/08

Après la recherche et la documentation effectuées dans les dictionnaires et articles et revues en ligne, nous avons déduit que le terme **Technologie** dans la langue de départ est traduit par l'Emprunt, ce qui donne dans la langue d'arrivée **تكنولوجيا** qui est une traduction adéquate au terme dans la langue de départ.

II.2.3.2. Exemple n°02 : *Carbone*

Des stocks de *carbone*

المخزونات الكربونية

Chapitre II: Etude et analyse du corpus

Le terme **carbone** est défini comme suite : « Le carbone est un élément chimique naturel du tableau périodique. De symbole C et de numéro atomique 6, il fait partie de la famille des non-métaux » <https://bestof.one/categories/science/elements-chimiques/> consulté le 08/11/2018

يقابل مصطلح **carbone** في اللغة العربية

"الكربون" Carbon /'kɑrbən/ باللاتينية (carbo "coal": هو عنصر كيميائي ذو صفات لا معدنية واضحة، من عناصر الجدول الدوري يوجد في الجدول الدوري في الفصيلة IVA أو 14). تشمل هذه الفصيلة إضافة إلى الكربون السيليوم، والجرمانيوم، والقصدير، والرصاص. يرمز له بالرمز C، وله عدد ذري 6 وهو من اللا فلزات،

Après notre recherche documentaire nous confirmons que ce terme est trduit par l'emprunt, et que la traduction du terme **carbone** dans la langue de départ par le terme الكربون dans la langue d'arrivée est adéquate.

II.2.3.3. Exemple n°03 : *Ecosystème*

Résilience des communautés des moyens de substances et des **écosystèmes** p : 31

قدرة المجتمعات المحلية و سبل العيش و النظم الايكولوجية علي التحمل. ص: 31

Afin de comprendre le terme dans son contexte nous allons chercher sa définition dans des dictionnaires et des revues comme FUTURA PLANETE, qui le définit comme suite :

« Un écosystème caractérise un milieu dans lequel les conditions physicochimiques sont relativement homogènes et permettent le développement d'un ensemble d'organismes vivants. Dans un milieu, les conditions climatiques (comme la température, le rayonnement solaire, l'humidité), géologiques (caractéristiques du sol) et hydrologiques (eaux souterraines par exemple) définissent un biotope, un lieu de vie qui permet le développement de certaines espèces végétales, animales et fongiques ».

<https://www.futura-sciences.com/planete/definitions/environnement-ecosysteme-135/> consulté le 08/11/2018.

Chapitre II: Etude et analyse du corpus

يقابل المصطلح *Ecosystemes* في اللغة العربية المصطلح **النظم الايكولوجيا** الذي يدل حسب القواميس والمعاجم علي: " يعني مصطلح النظام الإيكولوجي العناصر الفيزيائية والبيولوجية المجتمعة في البيئة. وهذه الكائنات تشكل مجموعة معقدة من العلاقات وتعمل ككل موحد في تفاعلها مع بيئتها الفيزيائية"

<https://www.who.int/globalchange/ecosystems/ar> تاريخ الزيارة: 20/11/08. الايكولوجية

Après analyse de ce terme et sur les procédés de VINAY et DARBENLET, nous avons déduit que la traduction est basée sur le Calque de structure car le traducteur a calqué la structure du terme. Nous avons écosystème dans la langue de départ qui se compose de deux et qui se compose de **الايكولوجيا** partie d'un nom et d'un adjectif et qui est traduit par deux parties un nom et un adjectif **الايكولوجية**.

Dans ce terme nous avons aussi une troncation, par aphérèse ; un ajout au début du mot et une composition, le mot est composé de deux parties qui sont : **éco + système**.

II.2.3.4. Exemple n°02 : *La biodiversité*

Le terme la protection de **la biodiversité** page : 23

ص : 27 حماية التنوع البيئي

Nous avons le terme **biodiversité** dans la langue d'arrivée qui veut dire : « écolo *nom* et *adjectif*

Abréviation d'écologiste désignant les gens qui protègent la nature.

Écologie : *nom féminin*

Désigne la science qui étudie les relations des êtres vivants entre eux et avec leur milieu. »

http://lettres.tice.ac-orleans-tours.fr/php5/coin_eleve/etymon/geo/ecosysteme.htm

Le glossaire environnemental électronique le définit comme suite :

« **Biodiversité** Nombre et abondance relatives de différents gènes (diversité génétique), espèces, et écosystèmes (communautés) dans une zone particulière. »

<https://www.ipcc.ch/pdf/glossary/tar-ipcc-terms-fr.pdf> consulté le 05/11/2018

Chapitre II: Etude et analyse du corpus

Nous avons aussi le terme « **biodiversité** » qui est défini et traduit dans la langue d'arrivée par le terme composé d'un nom التنوع et d'un adjectif البيئي. Nous avons cherché sa définition dans la langue d'arrivée qui est comme suite :

تعني كلمة التنوع تنوع : "الصورة: اختلاف ألوانها وإشكالها"

وتعني كلمة البيئة على ما يلي: "هي مجموع العناصر الطبيعية والاصطناعية التي تحيط بالإنسان والحيوان والنبات، وتشكل محيطه الطبيعي من أوجب الواجبات في عصرنا ضرورة المحافظة على البيئة عاش في بيئة صحراوية" <https://www.almaany.com/ar/dict/ar-ar> /التنوع-البيئي (تاريخ الزيارة: 2018/11/04)

Après avoir effectué notre recherche dans des glossaires (Arabe- Arabe) et (Français- Français) , et dans des ouvrages spécialisés nous avons trouvé un autre terme qui n' emploie pas un emprunt qui est

" التنوع الحيوي " الذي أخذ من كتاب اليكتروني الذي هو: *التنمية المستدامة*: مدخل تكاملي لمفاهيم الاستدامة وتطبيقاتها مع التركيز على العالم العربي، (عبد الله بن عبد الرحمن البريدي) <https://books.google.dz/books> (تاريخ الزيارة 2018/11/04)

<https://www.almaany.com/ar/dict/ar-fr> consulté le 04/11/2015

Nous remarquons aussi que ce terme est traduit par la composition caractérisant, car on a traduit un seul mot dans la langue de départ par un mot composé dans la langue d'arrivée en ajoutant un adjectif au nom

II.3. Traduction par Calque :

III.3.1. Exemple 01 : Action climatique

Une action climatique p : 02

العمل المناخي ص: 03

Nous avons le terme composé « **une action climatique** » qui paraît dans le texte de départ, pour lequel nous allons chercher une définition dans les dictionnaires afin de comprendre le sens dans le texte de départ « **une action climatique** »

« Fait ou faculté d'agir, de manifester sa volonté, en accomplissant quelque chose : Être poussé à l'action. Liberté d'action.

ChapitreII: Etude et analyse du corpus

Manifestation concrète de l'activité de quelqu'un, d'un groupe : *Une action inconsiderée. Action politique, syndicale. Programme d'action d'un parti.* »

Quant au terme climatique, qui est défini dans la Larousse comme suite : «Climatique adjectif Relatif au climat. »

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/action/924?q=action#919> consulté le 05/11/2018

وتدل هذه الكلمة في لغة الهدف على: "عَمَل: (اسم) الجمع: أَعْمَالُ الْعَمَلُ: مهنة ، شغل ، وظيفة و على سبيل المثال : عَمَلُهُ عَلَى الْإِقْلِيمِ" <https://www.almaany.com/ar/dict/ar-> تاريخ الزيارة:

2018/11/05

Dans cet exemple le traducteur a traduit ce terme suivant la technique du calque ; plus exactement le calque de structure. Dans la langue source nous avons « **une action climatique** » qui est traduite dans la langue cible par : « **العمل المناخي** » ; un nom « une action » dans la langue de départ est traduit par un nom dans la langue d'arrivée par « **العمل** » et un adjectif dans la langue de départ « **climatique** » par « **المناخي** » dans la langue d'arrivée

Nous remarquons aussi que ce terme est traduit par la composition ;c'est-à-dire que le traducteur a utilisé un mot + adjectif .

Après avoir utilisé la technique de la recherche Documentaire de Christine DURIEUX et donc nous avons cherché dans des dictionnaires, glossaires de spécialité et des revues de l'environnement dans la langue de départ et d'arrivée nous avons déduit que le terme est dans traduit dans la langue d'arrivée est adéquat à la langue de départ

III.3.2. Exemple n°02 : *Energies renouvelables*

Déploiement d'**énergies renouvelables** p : 02 نشر الطاقة المتجددة ص:02

Ce terme est composé nous avons **الطاقة المتجددة** qui composé d'un nom+ un adjectif,

Pour étudier cet exemple nous allons faire la recherche documentaire afin de réaliser la première étape c'est-à-dire la compréhension de ce terme dans son contexte et pour se faire nous allons voir sa définition dans des dictionnaires de spécialité et glossaires.

ChapitreII: Etude et analyse du corpus

« Les énergies renouvelables (ou EnR) désignent un ensemble de moyens de produire de l'énergie à partir de sources ou de ressources théoriquement illimitées, disponibles sans limite de temps ou reconstituables plus rapidement qu'elles ne sont consommées. »

<https://e-rse.net/definitions/energies-renouvelables-definition/#gs.mQi2apI> consulté le : 05/11/2018

Nous trouvons aussi dans ACTU ENVIRONNEMENT une autre définition :

« On désigne aujourd'hui par énergies renouvelables un ensemble de filières diversifiées dont la mise en œuvre n'entraîne en aucune façon l'extinction de la ressource initiale et est renouvelable Les énergies renouvelables sont ainsi multiples et fondamentalement diverses par leurs mécanismes physiques, chimiques ou biologiques. »

https://www.actuenvironnement.com/ae/dictionnaire_environnement/definition/energie_renouvelable.php4 consulté le 05/11/2018

تدل معنى الطاقة المتجددة على: " الطاقة البديلة أو الطاقة المستدامة أو الطاقة النظيفة أو الطاقة الآمنة أو الطاقة الهادئة " و هذا التعريف حسب :

<http://www.feedo.net/ScienceAndTechnology/Technology/EssentialTechnology/RenewableEnergy.htm> consulté le 05/11/2018

Après la recherche documentaire dans la langue de départ et dans la langue d'arrivée ; dans les glossaires et revues environnementale, le terme est traduit avec une technique de création du terme qui la composition caractérisant et la version traduite de notre terme est adéquate, par rapport a la traduction effectuée dans la langue d'arrivée,

Néanmoins, après que nous avons utilisé la technique de Recherche Documentaire nous avons aussi trouvé une proposition dans d'autres glossaire est qui est : « الطاقة المستدامة », « الطاقة النظيفة » selon : <http://www.feedo.net/ScienceAndTechnology/ nergy.htm> consulté le 05/11/2018

Car dans son contexte dans le texte de départ met l'accent sur les énergies propres ; afin de stabiliser le réchauffement climatique, car c'est le noyau même de la Cop 21.

II.4. Traduction par Equivalence

II.4.1. Exemple n°0 1: *Fonds vert*

Fonds vert pour l'environnement p : 09

الصندوق الأخضر للمناخ ص: 09

Après une recherche documentaire nous allons définir le terme dans la langue de départ dans les dictionnaires monolingue (français - français) et dans des revues de spécialité

Ce terme est défini comme suite :

« Le Fonds Vert pour le Climat FVC est une plate-forme de financement mondiale établie par 194 gouvernements pour limiter ou réduire les gaz à effet de serre (GES) dans les pays en développement et aider les pays vulnérables à s'adapter aux impacts inévitables du Changement Climatique. » https://www.4c.ma/medias/fiche_fvc-n6.pdf consulté le 06/11/2018

(*GREEN CLIMAT FUND*), le défini comme suite :

« Le Fond pour le climat est un Fruit d'un consensus réunissant 194 gouvernements et lancé fin 2011, le Fonds vert pour le climat (FVC) est le mécanisme financier de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le Fonds a pour objectifs de limiter ou de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les pays en développement et d'aider les communautés vulnérables à s'adapter aux impacts déjà ressentis des changements climatiques »

<https://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/initiatives-partnerships/green-climate-fund/> consulté le 06/11/2018

Et si on décompose le terme nous remarquons que le Fonds est définit comme suite dans le Larousse :

« Nom masculin (ancien français *fonz*, du latin populaire *fundus*, fond) Le sol d'une terre considéré comme moyen de production ; terrain sur lequel on bâtit : *Cultiver un fonds*.
Somme d'argent : *Fonds de roulement*. ».

ChapitreII: Etude et analyse du corpus

Et pour confirmer est ce que sa version en arabe est adéquat on recherche sa signification dans des dictionnaires, revues environnementales et glossaire monolingue (Arabe – Arabe)

يدل معنى هذا المصطلح "الصندوق" على القيمة الإجمالية لمحفظة الصندوق الاستثمارية وممتلكاته الأخرى ناقصاً أية ديون قائمة .

الصندوق الخاص الياباني: صندوق يستهدف تقديم المنح وتمويل دراسات مبدئية ودراسات جدوى وتقديم المعونات الطارئة ، وتعني بالانجليزية fund.

الصندوق العربي للإنماء الاقتصادي والاجتماعي: مؤسسة مالية دولية أقيمت في عام 1968 وتضم في عضويتها إحدى وعشرين دولة عربية وفلسطين. <https://www.almaany.com/ar/dict/ar-> تاريخ الزيارة 2018/11/06.

أما بما يتعلق بالمصطلح الأخضر فيدل على ما يلي: " خَضِرُ: (اسم)، الجمع: خُضِرُ المُنْتِث: خَضِرَاءُ و خَضِرَاوَاتٌ و الْأَخْضَرُ: ما لونه الخُضرة . وهو فاعل من خَضِرَ." <https://www.almaany.com/ar/dict/ar-> تاريخ الزيارة : 2018/11/06

Après avoir effectué toutes nos recherches dans les dictionnaires et des revues environnementales, dans les deux langues nous déduisons que cette équivalence ; c'est-à-dire que la traduction en arabe **de fonds** rend le sens

En revanche pour le terme « الأخضر » dans la langue d'arrivée ne correspond pas au terme utilisé dans la langue de départ « **vert** » car dans cette langue, il renvoie à l'environnement, contrairement à la langue arabe **vert** mot qui signifie juste la couleur. C'est un faux équivalent

"وهنا يأتي دور صندوق المناخ الأخضر الذي أنشئ لمساعدة الدول النامية على تقليص آثار تغير المناخ والتكيف معه".

<https://share.america.gov/ar/> consulté le 07/11/2018

Après une recherche dans les revues nous avons trouvé une traduction a ce terme et qui est :

صندوق المناخ الأخضر

II.5. Traduction par Métaphore

II.5.1. Exemple n° 01 : Intégrité

l'intégrité environnementale p :14

- السلامة البيئية ص:16

- Selon le dictionnaire monolingue le Larousse dans sa version électronique l'intégrité signifie :

Un état de quelque chose qui a conservé sans altération ses qualités, son état originel : Conserver l'intégrité de ses facultés intellectuelles malgré l'âge.

Qualité de quelqu'un, de son comportement, d'une institution qui est intègre, honnête : L'intégrité d'un juge.

www.larousse.fr/dictionnaires/rechercher?q=l%27integrité+&l=français&culture= consulté le 01/11/2018

السلامة : تعبير يشير إلى كون الإنسان في حالة آمنة وبعيداً عن أي شكل من أشكال المخاطر أو التهديدات أو الضرر سواء على الصعيد البدني أو النفسي أو المالي أو الاقتصادي أو السياسي

<https://ar.wikipedia.org/wiki/> تاريخ الزيارة 2018/11/01.

Ce terme est une métaphore nous le retrouvons dans la langue de départ « **intégrité** » qui veut dire une conservation originel de ses qualités. Nous le trouvons dans la langue d'arrivée :

الإنسان في حالة آمنة

Qui veut dire la sécurité et la protection

II.5.2. Exemple n°02 : Justice

Justice climatique p : 23

العدالة المناخية. ص:27

Dans cet exemple nous avons une métaphore ; quand nous parlons de **justice** nous l'associons à l'être humain et non pas au climat comme nous l'avons démontré dans notre recherche documentaire.

Chapitre II: Etude et analyse du corpus

Après une recherche dans le dictionnaire monolingue en ligne le Larousse (français-français) qui a défini le terme justice comme suite

Principe moral qui exige le respect du droit et de l'équité.

Et le dictionnaire électronique en ligne arabe le définit comme suite :

وفي أسماء الله سبحانه: العدالة، هو الذي لا يميل به الهوى فيجور في الحكم

<http://www.baheth.info/all.jsp?term=%D8%A7%D9%84%D8%B9%D8%AF%D8%A7%D9%84%D8%A9العدالة> consulté le 01/11/2018

Après notre Recherche Documentaire dans le dictionnaire monolingue nous déduisons que le mot « **Justice** » qui apparaît dans le texte source concerne la justice dans son sens premier, c'est-à-dire, l'équité et le respect des droits qui concerne essentiellement l'être humain et son respect de la loi qui est traduite dans la langue d'arrivée par le terme **العدالة** qui signifie l'équité et la parité est une traduction adéquate par rapport au terme de la langue de départ..

II.6. Par traduction Littérale :

II.6.1. Exemple n°01 Catastrophe :

Risques **de catastrophes** p : 01

مخاطر الكوارث ص: 01

Nous avons le terme **catastrophe**, dans la langue de départ qui veut dire :

« Nom féminin, (Latin *catastrophā*, du grec *katastrophē*, bouleversement), Événement qui cause de graves bouleversements, des morts. »

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/catastrophe/13747> consulté le 10/11/2018

Nous avons aussi cette définition : « C'est un événement funeste, désastre »

<http://www.mediadico.com/dictionnaire/definition/catastrophe/> consulté le : 10/11/2018

et dans le dictionnaire de l'environnement le définit comme suite : « Le terme catastrophe est utilisé pour désigner un événement brutal qui est la cause de morts et de destructions à une grande échelle. En ce sens, tout conflit armé, toute catastrophe naturelle ou technologique (nucléaire, radiologique, biologique ou chimique) est une catastrophe. »

Chapitre II: Etude et analyse du corpus

https://www.dictionnaire-environnement.com/catastrophe_ID5448.html consulté le: 10/11/2018

و يقابله المصطلح في اللغة العربية الكوارث، الذي يدل على مل يلي:

"كوارث: كارثة: (اسم)، الجمع : كوارث، الكارثة : مصيبة عظيمة وخراب واسع، الكوارث الطبيعيّة : الناتجة عن الطبيعة كالزلازل والفيضانات والأعاصير " <https://www.almaany.com/ar/dict/ar-> تاريخ الزيارة: 2018/11/10

Après avoir effectué des recherches dans des dictionnaires et des revues sur l'environnement, en suivant la méthode de la recherche documentaire, nous avons trouvé que le terme dans la langue d'arrivée qui est الكوارث est adéquat au terme dans la langue de départ qui est les catastrophes.

II.6.2. Exemple n°02 : Développement durable :

Le programme de **développement durable** p : 01 برنامج التنمية المستدامة ص: 01

Nous avons dans la langue source le terme **développement durable** qui veut dire :

« Le développement durable, est une notion récente qui désigne des actions visant à concilier trois mondes différents, celui de l'économie, celui de l'écologie et celui du social. Selon le ministère de l'écologie et du développement durable, "à long terme, il n'y aura pas de développement possible s'il n'est pas économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement tolérable. »

https://www.dictionnaire-environnement.com/developpement_durable_dd_ID345.html
consulté le 04/11/2018

و يقابله في اللغة العربية المصطلح التنمية المستدامة الذي يدل على ما يلي:

"التنمية المستدامة: التنمية التي تقوم على أساس استغلال الموارد الطبيعية بشكل رشيد و المحافظة على التوازن البيئي مع مراعاة مصالح الأجيال المقبلة" <https://www.almaany.com/ar/dict/ar-> / تاريخ الزيارة: 2018/11/10

Chapitre II: Etude et analyse du corpus

Après la recherche documentaire dans les deux langues, langue de départ et la langue d'arrivée. Nous déduisons que la traduction en arabe, **التنمية المستدامة** du terme **développement durable** est adéquate.

II.6.3. Exemple n°3 : Des modes de vies durables :

Des modes de vies durable et des modes durable de production p :24

انماط العيش المستدامة و انماط الاستهلاك و الانتاج المستدامة . ص: 27

Nous avons **des modes de vies** dans l'anglais qui signifie

« Nom féminin, (Latin *modus*, manière), Manière de vivre, de se comporter, propre à une époque, à un pays » <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/mode/51911> consulté le 10/11/2018.

Et **durables** signifie : « Adjectif, (bas latin *durabilis*), de nature à durer longtemps, qui présente une certaine stabilité, une certaine résistance. » <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/durable/27025?q=durable#26886> consulté le 10/11/2018

يقابله في اللغة العربية المصطلح **أنماط العيش** الذي يدل على : "نمط الحياة / نمط المعيشة : طريقة العيش وخصائصها التي يعتمدها الإنسان في بيته ومجتمعه وعمله"

/ تاريخ الزيارة : <https://www.almaany.com/ar/dict/ar-2018/11/10>

وكما نجد ايضا مقابل في اللغة العربية المصطلح **المستدامة** الذي يدل على :

إِسْتِدَامَةٌ، [د و م]. (مصدر إسْتَدَامَ). - إسْتِدَامَةُ الْعَيْشِ الرَّغِيدِ :- دَوَامُهُ ، إِسْتِمْرَارُهُ

Après la recherche documentaire, nous déduisons que la traduction dans la langue d'arrivée est adéquate à la langue de départ.

II.7. Traduction par Transposition :

II.7.1. Exemple n°01 : Changement climatique :

Le changement climatique p : 02

تغير المناخ ص:03

Nous avons cet exemple est traduit par le procédé Transposition, nous car nous avons dans la langue de départ **climatique** qui est traduit par **المناخ** dans la langue de départ. le traducteur a transposé la classe grammaticale des termes ; il a traduit un adjectif qui est **climatique** par un nom **المناخ**.

Dans cet exemple, nous allons chercher la définition de ces termes pour connaître leurs significations, et voir si la traduction effectuée par le traducteur est adéquate ou pas.

Nous avons **changement climatique** dans la langue de départ qui signifie : « l'ensemble des variations des caractéristiques climatiques en un endroit donné, au cours du temps : réchauffement ou refroidissement. Certaines formes de pollution de l'air, résultant d'activités humaines, menacent de modifier sensiblement le climat, dans le sens d'un réchauffement global. »

https://www.actuenvironnement.com/ae/dictionnaire_environnement/definition/changement_climatique.php4 consulté le 11/2018

و يقابله في اللغة العربية مصطلح **تغير** الذي يدل على : " غَيَّرَ [غ ي ر] . (فعل : خماسي لازم).
تَغَيَّرْتُ ، اَتَغَيَّرُ ، مصدر تَغَيَّرَ . :- تَغَيَّرَ لَوْنُهُ فَجَاءَ :- : تَبَدَّلَ ، تَحَوَّلَ . :- لَمْ يَتَغَيَّرْ فِي شَيْءٍ :الكَلَامُ يَتَغَيَّرُ
الْمُرَادُ فِيهِ بِاخْتِلَافِ الإِعْرَابِ :- (التوحيد) .- حَدَثَ تَغَيَّرٌ مُفَاجِئٌ فِي طَقْسِ الْيَوْمِ

2018/11/10/https://www.almaany.com/ar/dict/ar-ar"تغير-المناخ تاريخ الزيارة :

ويقابل في اللغة العربية مصطلح **المناخ** الذي يدل على : " مُنَاخُ الْبِلَادِ : (الجغرافيا) مجموعة
العوامل الجوَّية في منطقة كالحرارة والضغط والرياح وغيرها"

2018/11/10/https://www.almaany.com/ar/dict/ar-arتغير-المناخ تاريخ الزيارة :

2018/11/10

Après la recherche documentaire que nous avons effectué, dans les dictionnaires, les glossaires et revues environnementales nous déduisons que la traduction est adéquate au texte de départ

II.7.2. Exemple n°2 : la planète :

L'élévation de la température moyenne de **la planète** p : 02

ارتفاع متوسط درجة الحرارة العالمية. ص: 02

Cet exemple est traduit avec la Transposition ; nous avons dans la langue de départ le terme **planète** qui est un nom qui est traduit par le terme **العالمية** dans la langue d'arrivée, qui est un adjectif. Et pour savoir si la traduction dans la langue d'arrivée est adéquate nous allons procéder comme suite :

Nous avons le terme dans la langue de départ **la planète** qui signifie :

« Nom féminin, (Bas latin *planeta*, du grec *planêtês*, errant). Corps céleste non lumineux par lui-même, qui gravite autour du soleil ou éventuellement, autour d'autres étoiles. »
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/plan%C3%A8te/61389> consulté le 10/11/2018

و يقابله في اللغة العربية المصطلح العالمية الذي يدل على: " اسم منسوب إلى عالم، شائع ومعروف في العالم كله " <https://www.almaany.com/ar/dict/ar-> تاريخ الزيارة : 2018/11/10

Après avoir fait notre recherche documentaire nous déduisons que le terme dans la langue d'arrivée est adéquat au terme dans le texte de départ.

II.8. Par Addition :

II.8.1. Exemple : La gestion :

حفظ الغابات و اداراتها المستدامة ص: 30 Conservation de **la gestion** durable des forêts p : 27

Dans cet exemple, nous avons une traduction par addition ; le traducteur a traduit le terme **la gestion** dans la langue de départ par le terme **اداراتها** dans la langue d'arrivée. Il a ajouté la lettre **د** qui renvoie à la forêt dans la langue d'arrivée.

Et pour savoir si cette traduction est adéquate nous allons procéder comme suite :

Nous avons le terme la gestion dans la langue de départ qui signifie :

ChapitreII: Etude et analyse du corpus

« nom féminin, (latin *gestio*, -onis) , Action ou manière de gérer, d'administrer, de diriger, d'organiser quelque chose ; période pendant laquelle quelqu'un gère une affaire. »

<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/gestion/36853> consulté le 10/11/2018

يقابله في اللغة العربية المصطلح إدارتها الذي يدل على : " الإدارة هي عملية تحقيق أهدافٍ معينةٍ ومخططٍ لها مسبقاً، وذلك باستغلال الموارد المتوفرة ضمن بيئةٍ معينةٍ، أو من خلال منهجٍ محدّدٍ، والإدارة ليست حكرّاً على المنشآت بشقيها الخاصّة والعامة، بل يمكن أن تطبق على فردٍ أو مجموعةٍ من الأفراد.

اقرأ المزيد على موضوع.كوم / <https://mawdoo3.com/> : تاريخ الزيارة : 2018/11/10

Après avoir effectué la recherche documentaire, nous déduisons que, le terme dans la langue d'arrivée est adéquat à celui dans la langue de départ.

A la fin de notre partie pratique, nous sommes arrivée à étudier plus au moins la terminologie de l'environnement dans la COP 21, qui constitue notre sujet de recherche, en démontrant ce qui la caractérise. En deuxième lieu nous avons démontré l'adéquation des traductions dans langue d'arrivée à celles de la langue de départ, avec l'analyse de quelques exemples en cherchant dans des dictionnaires monolingues et bilingues , dans des revues environnementales.

CONCLUSION

Conclusion

En guise de conclusion et après avoir étudié notre corpus qui est le texte de la COP 21, que nous avons dressé sous forme d'une nomenclature d'exemples, et nous l'avons soumis à une analyse en appliquant l'approche théorique de la stylistique comparée, en comparant la version source et la version arrivée, du français vers l'arabe, que nous avons classer dans un tableau selon leur procédé de traduction.

A la fin nous avons pu confirmé l'utilisation de la stylistique comparée lors de la traduction du texte la COP 21 et définit les procédés utilisés, et le procédé dominant.

ainsi nous sommes arrivés à répondre à notre problématique qui est « L'application des procédés de Vinay et Darbelnet lors de la traduction de la COP 21 du français vers l'arabe a-t-elle été efficace ? » car au cours de notre travail de recherche, et lors de la comparaison des deux versions déjà faites, et après leur analyse, nous confirmons l'efficacité de notre approche théorique dans la plupart des traductions, et cela revient à notre langue d'arrivée qui est la langue arabe, qui manque de terminologie, notamment celle de l'environnement, alors certains procédés tels que l'emprunt, la traduction littérale ou bien le calque ont servi cette traduction.

Nous avons aussi pu répondre aux questionnements posés qui sont :

- Quelles sont les difficultés rencontrées dans la traduction des termes qui se rapportent à l'environnement lors de la COP 21 ?
- Les procédés de VINAY et DARBENLET ont-ils assurés une bonne reprise du sens dans la terminologie de l'environnement ?

Tout au long de notre travail, nous avons pu définir certaines difficultés qui ont entravé l'opération de la traduction lors de la COP 21, notamment celles qui se rapportent à la terminologie de l'environnement, car la langue arabe manque de terminologie technique. En passant de la langue française à la langue arabe, ce phénomène a entravé la traduction.

Les procédés de la stylistique comparée ont pu donner des solutions aux problèmes traductologiques malgré quelques lacunes qui sont reliés à d'autres difficultés telles que le temps.

A la fin de notre travail, nous pouvons confirmer ou infirmer nos hypothèses que voici :

- La langue arabe manque de termes spécifiques au domaine de l'environnement.
- Le facteur temps était l'un des obstacles qui ont entravé l'activité traduisante lors de la COP 21.

Conclusion

- L'unification de la langue arabe s'ajoute aux difficultés de rédiger le rapport de la COP 21.

Après notre modeste travail, nous pouvons dire que la langue arabe manque de terme qui se rapportent à l'environnement que nous avons constaté dans les deux versions (français/arabe) du texte de la COP 21, et ce qui atteste de ce fait est l'utilisation du procédé de l'emprunt et du calque.

On dit que le traducteur possède tout sauf le temps, ce facteur a pris une grande place dans les difficultés rencontrées lors de la COP 21, car il fallait traduire correctement et rapidement.

L'unification linguistique a joué un grand rôle dans les difficultés de la traduction et la rédaction du rapport de la COP 21, car tous les pays arabes n'utilisent pas forcément le même arabe académique, un facteur qui s'ajoute au manque de temps pour faire et établir un texte qui pourrait servir tous les pays arabes.

Après ce modeste travail, qui a traité de la traduction de terme de l'environnement dans le rapport de la COP 21, selon l'approche de la stylistique comparée, nous laissons un grand champ d'étude pour d'éventuelles recherches, car la nôtre ne constitue qu'une pierre d'un grand édifice, qui peuvent servir dans un domaine de recherche très captivant comme par exemple, travailler sur le terme de sensibilisation dans l'environnement, afin de changer notre mode de vie et notre rapport avec la nature. En montrant l'importance que la traduction et le traducteur peuvent avoir dans cette mission, et plus exactement «

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie

I. Références

I.1. Le corpus

COP 21. *Convention cadre sur les changements climatiques*. Distre.limitee. 12 décembre 2015 Français. FCCC/CP/2015/L.9

FCCC/CP/2015/L.9/Rev.1. Arabic 2015 ديسمبر 12. الاتفاقية الإطارية بشأن تغيّر المناخ

I.2 Références des revues :

1. *Revue électronique environnementale* (<https://www.erudit.org/fr/revues/meta/1996-v41-n1-meta180/002817ar.pdf>)

I.3.dictionnaires et glossaires :

1. Dictionnaire électronique (<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/environnement/30155>)
2. Dictionnaire électronique (<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/environnement/30155>)
3. Dictionnaire électronique (www.larousse.fr/encyclopedie/divers/environnement/184803)
4. Dictionnaire électronique (www.larousse.fr/dictionnaires/francais-arabe/environnement/14588)
5. Dictionnaire électronique (<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais-arabe>)
6. Dictionnaire électronique (<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/environnement/30155>)
7. Dictionnaire électronique (<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/environnement/30155>)

I.4. Les références des ouvrages en français :

1. Cabré M.T. 2000. *La terminologie, méthode et application*, Traduit du catalan et adapté par Monique C.Cormier et John Humbley. Coll. Regards su la traduction . Coed. Les presses de l'université d'Ottawa.
2. Dubois, J.et al. 1994, *Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage*, Larousse, Paris.
3. Eugen Wuster, *introduction à la théorie générale de la terminologie et la lexicographie terminologique*, Institut universitaire de linguistique appliqué, Barcelone, 1998.
4. Ferdinand De Saussure, publié par société Genevoise de linguistique,

Bibliographie

5. Holzen Maryvonne. Maria T éresa Cabré, Terminologie : théorie, méthode et applications, Les presses de l'université d'Ottawa, Armand Colin, 1998. In : L'information grammaticale, N.896

6. Lerat, Pierre (1995) : Les langues spécialisées, coll. "Linguistique ...

7. Marie- Claud L'homme, Y A-T-IL UNE LANGUE DE SPECIALITE ? POINT DE VUE PRATIQUE ET THEORIQUE . 2011

8. Teresa Lino et Thoiron Philippe, Concepts, Termes et reformulations.

9. Vinay .J.P. et Darbenlet. J(1958), Stylistique comparée du français et de l'anglais . Paris, Didier.

Document généré le 28 juin 2018 04:04. Meta. *Lerat, Pierre (1995) : Les langues spécialisées, coll. "Linguistique nouvelle", Paris, PUF, 201 p.* François Gaudin.

I.5. Les références des Sites internet :

1. Monique Slodzian. La terminologie, historique et orientations. Mounira Harzallah, Jean Charlet, Nathalie Aussenac-Gilles. IC - 17èmes Journées francophones d'Ingénierie des Connaissances, Jun 2006, Nantes, France. pp.2, 2006. HAL Id: hal-01026338

<https://hal.inria.fr/hal-01026338> Submitted on 21 Jul 2014). Consulté le 01/06/2018

2. https://digilibhil.muni.cz/bitstream/handle/11222.digilib/130682/Books_2010_2019_036-2014-1_6.pdf?sequence=1 consulté le 02/06/2018

3. https://www.google.dz/search?ei=HJo3W7_0LMXkUrmuv5gE&q=environnement+larousse.fr+arabe&oq=environnement+larousse.fr+arabe&gs_l=psy-ab.3...90948.92862.0.93787.6.6.0.0.0.0.239.1032.0j4j2.6.0....0...1.1.64.psy-ab..0.3.587...0i22i30k1j33i160k1.0.qxjrChbBa0M

4. https://www.google.dz/search?ei=e5o3W8fyHMiQ43upqAM&q=vinay+et+darbelnet+stylistique+comparée+du+français+et+de+l%27anglais&oq=Vinay&gs_l=psy-ab.1.1.0i67k1j0l9.138314.156969.0.159331.48.20.5.0.0.0.307.2117.0j11j1j1.15.0..2..0...1.1.64.psy-ab..31.15.1698.0..33i160k1j0i131i67k1j0i131k1j0i10k1.441.wPcBjOepc6w

5. <https://www.google.dz/search?q=universite+diderot+traduction&oq=universite+diderot+traduction+&aqs=chrome..69i57j0l2.13180j1j9&sourceid=chrome&ie=UTF-8>

Bibliographie

6. (<http://stella.atilf.fr/Dendien/scripts/tlfiv5/advanced.exe?8;s=568209615>; consulter le 30/05/2018)
 7. Théories, approches et modèles de la traduction au XXe siècle p :64) consulté le 01/06/2018.
 8. https://digilibhil.muni.cz/bitstream/handle/11222.digilib/130682/Books_2010_2019_036-2014-1_6.pdf?sequence=1 consulté le 02/06/2018
- (<https://www.connaissancesdesenergies.org>) consulté le :28/06/2018
9. https://digilib.phil.muni.cz/bitstream/handle/11222.digilib/130682/Books_2010_2019_036-2014-1_6.pdf?sequence=1 consulté le 02/06/2018
 10. https://digilib.phil.muni.cz/bitstream/handle/11222.digilib/130682/Books_2010_2019_036-2014-1_6.pdf?sequence=1 consulté le 02/06/2018

GLOSSAIRE DES TERMES DE L'ENVIRONNEMENT

Glossaire des termes utilisés

Glossaire de termes de l'environnement Français /Arabe

- Action climatique	--	- العمل المناخي
- Biodiversité		- التنوع البيئي
- Carbone forestier		- كربون الغابات
- Changement climatique		- تغير المناخ
- Climatique		- المناخي
- Déboisement		- ازالة الغابات
- Dégradation des forêts		- تدهور الغابات
- Développement durable		- التنمية المستدامة
- Ecosystème		- النظام الايكولوجي
- Energie durable		- الطاقة المتجددة
- Fonds vert pour le climat		- الصندوق الاخطر للمناخ
- Gaz à effet de serre		- الغازات الدفئة
- Integrité climatique		- السلامة البيئية
- Justice climatique		- العدالة المناخية
- La gestion durable		- الادارة المستدامة
- Les emissions globales		- الانبعاثات الاجمالية
- Les océans		- المحيطات
- Phénomène météorologiques extrêmes		- الظواهر الجوية القسوى
- Planète		- العالمية
- Ressources naturelles		- الموارد الطبيعية
- Système d'alerte précoce		- نظم الإنذار المبكر
- Technologies climatiques		- تكنولوجيا المناخ
- Température		- الحرارة
- Biomasse		- الكتلة الحيوية
- Biosphère		- المحيط الحيوي
- Déchets		- النفايات
- Désertification		- التصحر
- Énergie fossile		- الطاقة الأحفورية
- Erosion		- التعرية

Glossaire des termes utilisés

- Forêt	- الغابات
- Recyclage	- الرسكلة
- Pollution	- التلوث
- Terme	- المصطلح
- Mot	- الكلمة
- Terminologie	- علم المصطلح
- Langue de spécialité	- لغة التخصص
- Langue générale	- لغة عامة
- Procédés de traduction	- اساليب الترجمة
- Traduction littérale	- الترجمة الحرفية
- Calque	- النسخ
- Emprunt	- الاقتراض
- Transposition	- التحوير
- Modulation	- التطويع
- Equivalence	- التكافؤ
- Adaptation	- التكيف
- Dérivation	- الاشتقاق
- Composition	- التركيب
- Trope	- الاستعارة
- Addition	- الزيادة
- Recherche documentaire	- البحث الوثائقي

Glossaire des termes utilisés

Glossaire de terme de l'environnement arabe/français

- La gestion durable	- الادارة المستدامة
- Déboisement	- إزالة الغابات
- Les emissions globales	- الانبعاثات الاجمالية
- Dégradation des forêts	- تدهور الغابات
- Action climatique	- تغير المناخ
- Technologies climatiques	- تكنولوجيا المناخ
- Développement durable	- التنمية المستدامة
- Biodiversité	- التنوع البيئي
- Température	- الحرارة
- Énergie fossile	- الرسكلة
- Integrité climatique	- السلامة البيئية
- Fonds vert pour le climat	- الصندوق الاخضر للمناخ
- Energie durable	- الطاقة المتجددة
- Phénomène météorologiques extrêmes	- الظواهر الجوية القسوى
- Planète	- العالمية
- Justice climatique	- العدالة المناخية
- Gaz à effet de serre	- الغازات الدفئة
- Biomasse	- الكتلة الحيوية
- Carbone forestier	- كربون الغابات
- Les océans	- المحيطات
- Biosphère	- المحيط الحيوي
- Ressources naturelles	- الموارد الطبيعية
- Changement climatique	- المناخي
- Climatique	- المناخي
- Système d'alerte précoce	- نظم الإنذار المبكر
- Ecosystème	- النظام الايكولوجي
- Déchets	- النفايات
- Désertification	- التصحر
	-

Glossaire des termes utilisés

- Erosion	- التعرية
- Forêt	- الغابات
- Recyclage	- الرسكلة
- Pollution	- التلوث
- Terme	- المصطلح
- Mot	- الكلمة
- Terminologie	- علم المصطلح
- Langue de spécialité	- لغة التخصص
- Langue générale	- لغة عامة
- Procédés de traduction	- اساليب الترجمة
- Traduction littérale	- ترجمة حرفية
- Calque	- النسخ
- Emprunt	- الاقتراض
- Transposition	- التحوير
- Modulation	- التطويع
- Equivalence	- التكافؤ
- Adaptation	- التكيف
- Dérivation	- الاشتقاق
- Composition	- التركيب
- Trope	- الاستعارة
- Addition	- الزيادة
- Recherche documentaire	- البحث الوثائقي

Résumé :

Vivre dans un monde sans déchets, sans pollution serait le rêve de chaque personne qui veut une vie plus saine et une planète plus propre ; un but utopique et innimaginable au jour d'aujourd'hui. Alors nous avons essayé de traiter un sujet très sensible et important pour notre avenir et celui des générations futures, qui est l'environnement dans l'un des accord les plus important et revolutionnaire de ces dérieres années, qui la COP 21.

Dans ce modeste travail nous avons traité la terminologie de l'environnement dans un contexte bien précis qui est ce lui de la COP 21 ; l'accord de paris qui s'est tenu du 30 novembre au 11 decembre 2015 concernant le climat.

Premièrement, nous avons sélectionné tous les termes ayant une relation avec l'environnement, dans la langue source qui est la langue française, puis nous avons trouvé leur traduction dans la langue cible qui est l'arabe, en suite nous avons analysé, commenté et justifié l'emploi de certains procédés de traduction de VINAY et DARBENLET avec lesquels nous avons travaillé.

Deuxièmement ,nous avons la partie pratique dans laquelle nous avons classé les exemples dans les deux versions ,c'est-à-dire, le français et l'arabe dans les tableaux pour les analyser et argumenter chauqueexemple en proposant des traductions quand il s'avere nécessaire de le faire.

A la fin, en guise de conclusion nous avons répondu à notre problématique, nous avons confirmé ou infirmé nos hypothèses.

Mots cles :

Traduction écologique, environnement, développement durable, biodiversité, écosystème, les procédés de traduction, dérivation, composition, troncation.

الملخص:

لما أصبح العالم يعيش تحت ظل الغازات و التلوث بكل أنواعه، وأصبح الحصول على الهواء النقي شيئاً مستحيل ، بدأت الهيئات العالمية في البحث عن الحلول لهذه الظاهرة العالمية.

و ربما أهم قرار اتخذ في هذا المجال، الاتفاقية الإطارية بشأن تغير المناخ أَلَّتِي جرت بمشاركة العديد من الأطراف لاتخاذ قرار موحد من اجل البيئة، أردنا دراسة المصطلح البيئي، حيث اخترنا نص الاتفاقية المكتوب باللغة لفرنسية و المترجم إلى اللغة العربية وأردنا أن نتأكد علي مدى نجاح المترجم على إيصال المعنى و هذا باستعمال الأسلوبية المقارنة لفيني وداربنلي والبحث الوثائقي لكريستين دوريو و بعض آليات توليد المصطلح.

الكلمات المفتاحية :

الترجمة الايكولوجية، الطاقة المتجددة، التنمية المستدامة، النظم الايكولوجية، الاتفاقية الإطارية، أساليب الترجمة، النسخ، الاقتراض، الاشتقاق، التركيب

CORPUS



Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. limitée
12 décembre 2015
Français
Original : anglais

Conférence des Parties

Vingt et unième session

Paris, 30 novembre-11 décembre 2015

Point 4 b) de l'ordre du jour

Plateforme de Durban pour une action renforcée (décision 1/CP.17)

Adoption d'un protocole, d'un autre instrument juridique

**ou d'un texte convenu d'un commun accord ayant force juridique,
élaboré au titre de la Convention et applicable à toutes les Parties**

Adoption de l'Accord de Paris

Proposition du Président

Projet de décision -/CP.21

La Conférence des Parties,

Rappelant la décision 1/CP.17 relative à la création du Groupe de travail spécial de la plateforme de Durban pour une action renforcée,

Rappelant également les articles 2, 3 et 4 de la Convention,

Rappelant en outre les décisions pertinentes de la Conférence des Parties, notamment ses décisions 1/CP.16, 2/CP.18, 1/CP.19 et 1/CP.20,

Saluant l'adoption de la résolution A/RES/70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, intitulée « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », en particulier de son objectif 13, ainsi que l'adoption du Programme d'action d'Addis-Abeba par la troisième Conférence internationale sur le financement du développement et l'adoption du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe,

Reconnaissant que les changements climatiques représentent une menace immédiate et potentiellement irréversible pour les sociétés humaines et la planète et qu'ils nécessitent donc la coopération la plus large possible de tous les pays ainsi que leur participation dans le cadre d'une riposte internationale efficace et appropriée, en vue d'accélérer la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre,

Reconnaissant également qu'il faudra fortement réduire les émissions mondiales pour atteindre l'objectif ultime de la Convention et *soulignant* qu'il est urgent de faire face aux changements climatiques,



Considérant que les changements climatiques sont un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière, les Parties devraient, lorsqu'elles prennent des mesures pour faire face à ces changements, respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable, et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations,

Considérant également les besoins et les préoccupations spécifiques des pays en développement parties résultant de l'impact des mesures de riposte mises en œuvre et, à cet égard, les décisions 5/CP.7, 1/CP.10, 1/CP.16 et 8/CP.17,

Insistant avec une vive préoccupation sur l'urgence de combler l'écart significatif entre l'effet global des engagements d'atténuation pris par les Parties en termes d'émissions annuelles mondiales de gaz à effet de serre jusqu'à 2020 et les profils d'évolution des émissions globales compatibles avec la perspective de contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C,

Soulignant également que le relèvement du niveau d'ambition avant 2020 peut jeter les bases d'un relèvement de l'ambition après 2020,

Insistant sur l'urgence d'accélérer la mise en œuvre de la Convention et de son Protocole de Kyoto en vue de relever l'ambition après 2020,

Reconnaissant qu'il est urgent d'accroître l'appui fourni par les pays développés parties sous la forme de ressources financières, de technologies et d'un renforcement des capacités, de manière prévisible, afin de permettre une action renforcée avant 2020 par les pays en développement parties,

Soulignant les effets bénéfiques durables de mesures ambitieuses et précoces, notamment sous la forme de réductions importantes du coût des efforts futurs d'atténuation et d'adaptation,

Considérant la nécessité de promouvoir l'accès universel à l'énergie durable dans les pays en développement, en particulier en Afrique, en renforçant le déploiement d'énergies renouvelables,

Convenant de soutenir et de promouvoir la coopération régionale et internationale afin de mobiliser une action climatique plus forte et plus ambitieuse de la part de toutes les Parties et des autres acteurs, y compris de la société civile, du secteur privé, des institutions financières, des villes et autres autorités infranationales, des communautés locales et des peuples autochtones,

I. Adoption

1. *Décide* d'adopter l'Accord de Paris en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (ci-après dénommé « l'Accord ») figurant dans l'annexe;
2. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'être le Dépositaire de l'Accord et de l'ouvrir à la signature à New York (États-Unis d'Amérique), du 22 avril 2016 au 21 avril 2017;
3. *Invite* le Secrétaire général à organiser une cérémonie de haut niveau pour la signature de l'Accord le 22 avril 2016;

4. *Invite également* toutes les Parties à la Convention à signer l'Accord à l'occasion de la cérémonie devant être organisée par le Secrétaire général, ou au moment qui leur semblera le plus opportun, ainsi qu'à déposer dans les meilleurs délais leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, selon le cas;
5. *Reconnaît* que les Parties à la Convention peuvent provisoirement appliquer toutes les dispositions de l'Accord en attendant son entrée en vigueur, et *demande* aux Parties d'informer le Dépositaire de toute application provisoire ainsi décidée;
6. *Note* que le Groupe de travail spécial de la plateforme de Durban pour une action renforcée a mené à bien ses travaux, conformément au paragraphe 4 de la décision 1/CP.17;
7. *Décide* de créer le Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris auquel s'appliquent, *mutatis mutandis*, les mêmes dispositions que celles régissant l'élection des membres du Bureau du Groupe de travail spécial de la plateforme de Durban pour une action renforcée¹;
8. *Décide également* que le Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris préparera l'entrée en vigueur de l'Accord et la convocation de la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris;
9. *Décide en outre* de superviser la mise en œuvre du programme de travail découlant des demandes pertinentes figurant dans la présente décision;
10. *Demande* au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris de rendre compte régulièrement à la Conférence des Parties de l'avancement de ses travaux et de mener à bien ses travaux avant la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris;
11. *Décide* que le Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris tiendra ses sessions à partir de 2016 parallèlement aux sessions des organes subsidiaires de la Convention et élaborera des projets de décision que la Conférence des Parties recommandera à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris pour examen et adoption à sa première session;

II. Contributions prévues déterminées au niveau national

12. *Se félicite* des contributions prévues déterminées au niveau national que les Parties ont communiquées conformément à l'alinéa b) du paragraphe 2 de la décision 1/CP.19;
13. *Renouvelle* son invitation à toutes les Parties qui ne l'ont pas encore fait de faire part au secrétariat de leurs contributions prévues déterminées au niveau national en vue d'atteindre l'objectif de la Convention tel qu'il est énoncé en son article 2 dès que possible et bien avant la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties (novembre 2016) et d'une manière propre à améliorer la clarté, la transparence et la compréhension des contributions prévues déterminées au niveau national;
14. *Demande* au secrétariat de continuer à publier les contributions prévues déterminées au niveau national communiquées par les Parties sur le site Web de la Convention;
15. *Renouvelle* son appel aux pays développés parties, aux entités chargées d'assurer le fonctionnement du Mécanisme financier et à toute autre organisation en mesure de le faire pour qu'ils fournissent un appui aux fins de l'établissement et de la

¹ Dispositions approuvées au paragraphe 2 de la décision 2/CP.18.

communication des contributions prévues déterminées au niveau national des Parties qui pourraient avoir besoin d'un tel appui;

16. *Prend note* du rapport de synthèse sur l'effet global des contributions prévues déterminées au niveau national communiquées par les Parties au 1^{er} octobre 2015, figurant dans le document FCCC/CP/2015/7;

17. *Note avec préoccupation* que les niveaux des émissions globales de gaz à effet de serre en 2025 et 2030 estimés sur la base des contributions prévues déterminées au niveau national ne sont pas compatibles avec des scénarios au moindre coût prévoyant une hausse de la température de 2 °C, mais se traduisent par un niveau prévisible d'émissions de 55 gigatonnes en 2030, et *note également* que des efforts de réduction des émissions beaucoup plus importants que ceux associés aux contributions prévues déterminées au niveau national seront nécessaires pour contenir l'élévation de la température de la planète en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels en ramenant les émissions à 40 gigatonnes ou en dessous de 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels en ramenant les émissions à un niveau devant être défini dans le rapport spécial mentionné au paragraphe 21 ci-après;

18. *Prend note également*, dans ce contexte, des besoins d'adaptation exprimés par bon nombre de pays en développement parties dans leurs contributions prévues déterminées au niveau national;

19. *Charge* le secrétariat de mettre à jour le rapport de synthèse mentionné au paragraphe 16 ci-dessus de manière à prendre en compte toutes les informations figurant dans les contributions prévues déterminées au niveau national communiquées par les Parties conformément à la décision 1/CP.20 pour le 4 avril 2016 au plus tard et de le rendre disponible pour le 2 mai 2016 au plus tard;

20. *Décide* d'organiser un dialogue de facilitation entre les Parties pour faire le point en 2018 des efforts collectifs déployés par les Parties en vue d'atteindre l'objectif à long terme énoncé au paragraphe 1 de l'article 4 de l'Accord et d'éclairer l'établissement des contributions déterminées au niveau national conformément au paragraphe 8 de l'article 4 de l'Accord;

21. *Invite* le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat à présenter un rapport spécial en 2018 sur les conséquences d'un réchauffement planétaire supérieur à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels et les profils connexes d'évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre;

III. Décisions visant à donner effet à l'Accord

Atténuation

22. *Invite* les Parties à communiquer leur première contribution déterminée au niveau national au plus tard au moment du dépôt de leurs instruments respectifs de ratification, d'adhésion ou d'approbation de l'Accord de Paris. Si une Partie a communiqué une contribution prévue déterminée au niveau national avant son adhésion à l'Accord, ladite Partie sera considérée comme ayant satisfait à cette disposition, à moins qu'elle n'en décide autrement;

23. *Engage* les Parties dont la contribution prévue déterminée au niveau national soumise en application de la décision 1/CP.20 comporte un calendrier jusqu'à 2025 à communiquer d'ici à 2020 une nouvelle contribution déterminée au niveau national et à le faire ensuite tous les cinq ans conformément au paragraphe 9 de l'article 4 de l'Accord;

24. *Demande* aux Parties dont la contribution prévue déterminée au niveau national soumise en application de la décision 1/CP.20 comporte un calendrier jusqu'à 2030 à communiquer ou à actualiser d'ici à 2020 cette contribution et à le faire ensuite tous les cinq ans conformément au paragraphe 9 de l'article 4 de l'Accord;

25. *Décide* que les Parties communiquent au secrétariat leurs contributions déterminées au niveau national visées à l'article 4 de l'Accord au moins neuf à douze mois avant la réunion pertinente de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris en vue de faciliter la clarté, la transparence et la compréhension de ces contributions, dans le cadre notamment d'un rapport de synthèse établi par le secrétariat;

26. *Demande* au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris de formuler d'autres directives sur les caractéristiques des contributions déterminées au niveau national pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session;

27. *Convient* que les informations devant être fournies par les Parties communiquant leurs contributions déterminées au niveau national, pour améliorer la clarté, la transparence et la compréhension, peuvent inclure selon qu'il convient, entre autres, des informations chiffrables sur le point de référence (y compris, s'il y a lieu, une année de référence), les calendriers et/ou périodes de mise en œuvre, la portée et le champ d'application, les processus de planification, les hypothèses et les démarches méthodologiques, notamment ceux utilisés pour estimer et comptabiliser les émissions anthropiques de gaz à effet de serre et, le cas échéant, les absorptions, et une information précisant en quoi la Partie considère que sa contribution déterminée au niveau national est équitable et ambitieuse, au regard de sa situation nationale, et en quoi elle contribue à la réalisation de l'objectif de la Convention tel qu'il est énoncé en son article 2;

28. *Demande* au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris de formuler d'autres directives concernant les informations à fournir par les Parties pour améliorer la clarté, la transparence et la compréhension des contributions déterminées au niveau national pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session;

29. *Demande également* à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre d'élaborer des modalités et procédures pour le fonctionnement et l'utilisation du registre public mentionné au paragraphe 12 de l'article 4 de l'Accord, pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session;

30. *Demande en outre* au secrétariat de mettre à disposition un registre public provisoire au premier semestre de 2016 pour l'enregistrement des contributions déterminées au niveau national soumises en application de l'article 4 de l'Accord, en attendant l'adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris des modalités et procédures visées au paragraphe 29 ci-dessus;

31. *Demande* au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris d'élaborer, en s'inspirant des démarches établies en vertu de la Convention, et de ses instruments juridiques connexes le cas échéant, des directives pour la comptabilisation des contributions déterminées au niveau national des Parties, telles que visées au paragraphe 13 de l'article 4 de l'Accord, pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session, qui garantissent que :

a) Les Parties rendent compte des émissions anthropiques et des absorptions conformément aux méthodes et aux paramètres de mesure communs évalués par le

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et adoptés par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris;

b) Les Parties veillent à la cohérence méthodologique, notamment en ce qui concerne les niveaux de référence, entre la communication et la mise en œuvre des communications déterminées au niveau national;

c) Les Parties s'efforcent d'inclure toutes les catégories d'émissions anthropiques ou d'absorptions dans leurs contributions déterminées au niveau national et, dès lors qu'une source, un puits ou une activité est pris en compte, continuent de l'inclure;

d) Les Parties indiquent les raisons pour lesquelles d'éventuelles catégories d'émissions anthropiques ou d'absorptions sont exclues;

32. *Décide* que les Parties appliquent les directives mentionnées au paragraphe 31 ci-dessus à partir de la deuxième contribution déterminée au niveau national et pour les contributions ultérieures et que les Parties peuvent décider d'appliquer ces directives dès leur première contribution déterminée au niveau national;

33. *Décide également* que le Forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre, relevant des organes subsidiaires, est maintenu et qu'il concourt à l'application de l'Accord;

34. *Décide en outre* que l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre recommandent, pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session, les modalités de fonctionnement, le programme de travail et les fonctions du Forum sur l'impact des mesures de riposte mises en œuvre pour remédier aux effets de la mise en œuvre de mesures de riposte en vertu de l'Accord en intensifiant la coopération entre les Parties pour comprendre les incidences des mesures d'atténuation prises en vertu de l'Accord et en renforçant l'échange d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques entre les Parties en vue d'accroître leur résilience face à ces incidences;

35. *Décide* que les directives formulées conformément au paragraphe 31 ci-dessus garantissent qu'un double comptage est évité sur la base d'un ajustement correspondant par les Parties pour les émissions anthropiques par les sources et/ou les absorptions par les puits prises en compte dans leurs contributions déterminées au niveau national en vertu de l'Accord;

36. *Invite* les Parties à communiquer, d'ici à 2020, au secrétariat leurs stratégies de développement à faible émission de gaz à effet de serre à long terme pour le milieu du siècle conformément au paragraphe 19 de l'article 4 de l'Accord, et *charge* le secrétariat de publier sur le site Web de la Convention les stratégies de développement à faible émission de gaz à effet de serre communiquées par les Parties;

37. *Demande* à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique d'élaborer et de recommander les directives visées au paragraphe 2 de l'article 6 de l'Accord pour adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session, notamment les directives visant à ce qu'un double comptage soit évité sur la base d'un ajustement correspondant par les Parties tant pour les émissions anthropiques par les sources que pour les absorptions par les puits prises en compte dans leurs contributions déterminées au niveau national en vertu de l'Accord;

38. *Recommande* à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris d'adopter les règles, modalités et procédures applicables au

mécanisme pour le développement durable établi par le paragraphe 4 de l'article 6 de l'Accord sur la base des critères suivants :

- a) La participation volontaire autorisée par chaque Partie concernée;
- b) Les retombées bénéfiques à long terme réelles et mesurables liées à l'atténuation des changements climatiques;
- c) La portée précise des activités;
- d) Les réductions des émissions s'ajoutant à celles qui se produiraient autrement;
- e) La vérification et la certification des réductions des émissions résultant des activités d'atténuation des entités opérationnelles désignées;
- f) L'expérience et les enseignements retirés des mécanismes existants et des démarches adoptées au titre de la Convention et de ses instruments juridiques connexes;

39. *Demande* à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique d'élaborer et de recommander des règles, modalités et procédures pour le mécanisme visé au paragraphe 38 ci-dessus pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session;

40. *Demande également* à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique d'entreprendre un programme de travail relevant du cadre pour les démarches non fondées sur le marché en matière de développement durable mentionné au paragraphe 8 de l'article 6 de l'Accord, l'objectif étant d'étudier comment renforcer les liens et créer des synergies entre, entre autres, l'atténuation, l'adaptation, le financement, le transfert de technologies et le renforcement des capacités, et comment faciliter la mise en œuvre et la coordination des démarches non fondées sur le marché;

41. *Demande en outre* à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique de recommander un projet de décision sur le programme de travail mentionné au paragraphe 40 ci-dessus, en tenant compte des vues des Parties, pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session;

Adaptation

42. *Demande* au Comité de l'adaptation et au Groupe d'experts des pays les moins avancés d'élaborer conjointement des modalités en vue de reconnaître les efforts d'adaptation des pays en développement parties, comme il est prévu au paragraphe 3 de l'article 7 de l'Accord, et de formuler des recommandations pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session;

43. *Demande également* au Comité de l'adaptation, compte tenu de son mandat et de son deuxième plan de travail triennal, et en vue de formuler des recommandations pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session :

- a) D'examiner, en 2017, les activités des dispositifs institutionnels relatifs à l'adaptation mis en place au titre de la Convention en vue de déterminer comment améliorer, le cas échéant, la cohérence de leurs activités, de manière à répondre de façon adéquate aux besoins des Parties;

b) D'étudier des méthodes pour évaluer les besoins d'adaptation en vue d'aider les pays en développement sans leur imposer une charge excessive;

44. *Invite* l'ensemble des organisations des Nations Unies et des institutions financières internationales, régionales et nationales compétentes à fournir aux Parties, par l'intermédiaire du secrétariat, des informations sur la manière dont leurs programmes d'aide au développement et de financement de l'action climatique incorporent des mesures de protection contre les risques climatiques et de résilience aux changements climatiques;

45. *Demande* aux Parties de renforcer la coopération régionale en matière d'adaptation s'il y a lieu et de créer, si besoin est, des centres et réseaux régionaux, en particulier dans les pays en développement, compte tenu du paragraphe 13 de la décision 1/CP.16;

46. *Demande également* au Comité de l'adaptation et au Groupe d'experts des pays les moins avancés, en collaboration avec le Comité permanent du financement et d'autres institutions compétentes, d'élaborer des méthodes et de formuler des recommandations pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session sur :

a) L'adoption des mesures nécessaires pour faciliter la mobilisation de l'appui à l'adaptation dans les pays en développement dans le contexte de la limitation de l'élévation de la température moyenne de la planète mentionnée à l'article 2 de l'Accord;

b) L'examen du caractère adéquat et de l'efficacité de l'adaptation et de l'appui visé à l'alinéa c) du paragraphe 14 de l'article 7 de l'Accord;

47. *Demande en outre* au Fonds vert pour le climat d'accélérer la fourniture de l'appui destiné aux pays les moins avancés et aux autres pays en développement parties pour la formulation des plans nationaux d'adaptation, conformément aux décisions 1/CP.16 et 5/CP.17, ainsi que la mise en œuvre ultérieure des politiques, projets et programmes qu'ils auront définis;

Pertes et préjudices

48. *Décide* de maintenir, après l'examen auquel il sera procédé en 2016, le Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques;

49. *Demande* au Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie de créer un centre d'échange d'informations sur le transfert des risques qui puisse servir de source centrale de données sur l'assurance et le transfert des risques de façon à faciliter les efforts déployés par les Parties pour mettre au point et appliquer des stratégies globales de gestion des risques;

50. *Demande également* au Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie, agissant conformément à ses procédures et à son mandat, de créer une équipe spéciale pour compléter et mettre à profit les travaux des organes et groupes d'experts existant au titre de la Convention, dont le Comité de l'adaptation et le Groupe d'experts des pays les moins avancés, ainsi que ceux des organisations et organes d'experts compétents extérieurs à la Convention, en les mobilisant selon qu'il convient, en vue d'élaborer des recommandations relatives à des démarches intégrées propres à prévenir et réduire les déplacements de population liés aux effets néfastes des changements climatiques et à y faire face;

51. *Demande en outre* au Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie d'entreprendre ses travaux à sa prochaine réunion en vue de la mise en œuvre concrète des dispositions figurant aux paragraphes 49 et 50 ci-dessus, et de rendre compte des progrès accomplis dans son rapport annuel;

52. *Convient* que l'article 8 de l'Accord ne peut donner lieu ni servir de fondement à aucune responsabilité ni indemnisation;

Financement

53. *Décide* que, dans la mise en œuvre de l'Accord, les ressources financières fournies aux pays en développement devraient renforcer l'application de leurs politiques, stratégies, règlements, plans d'action et mesures de lutte contre les changements climatiques tant en matière d'atténuation que d'adaptation de façon à contribuer à la réalisation de l'objet de l'Accord tel que défini à l'article 2;

54. *Décide en outre* que, conformément au paragraphe 3 de l'article 9 de l'Accord, les pays développés entendent poursuivre leur objectif collectif actuel de mobilisation jusqu'en 2025 dans l'optique de mesures concrètes d'atténuation et d'une mise en œuvre transparente; avant 2025, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris fixe un nouvel objectif chiffré collectif à partir d'un niveau plancher de 100 milliards de dollars par an, en tenant compte des besoins et des priorités des pays en développement;

55. *Reconnaît* l'importance de ressources financières adéquates et prévisibles, y compris des paiements liés à des résultats, s'il y a lieu, aux fins de la mise en œuvre de démarches générales et d'incitations positives visant à réduire les émissions imputables au déboisement et à la dégradation des forêts, du rôle de la conservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers, ainsi que d'autres modes d'action, tels que des démarches communes en matière d'atténuation et d'adaptation pour la gestion intégrale et durable des forêts, tout en réaffirmant l'importance des avantages non liés au carbone qui sont associés à de telles démarches, et en encourageant la coordination de l'appui provenant, entre autres, de sources publiques et privées, bilatérales et multilatérales, telles que le Fonds vert pour le climat et d'autres sources, en application des décisions pertinentes de la Conférence des Parties;

56. *Décide* d'engager, à sa vingt-deuxième session, un processus visant à recenser les informations que doivent communiquer les Parties conformément au paragraphe 5 de l'article 9 de l'Accord en vue de formuler des recommandations pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session;

57. *Décide également* de veiller à ce que la communication d'informations conformément au paragraphe 7 de l'article 9 de l'Accord suive les modalités, procédures et lignes directrices visées au paragraphe 96 ci-dessous;

58. *Demande* à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique de définir des modalités de comptabilisation des ressources financières fournies et mobilisées par des interventions publiques conformément au paragraphe 7 de l'article 9 de l'Accord pour examen par la Conférence des Parties à sa vingt-quatrième session (novembre 2018), en vue d'adresser une recommandation pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session;

59. *Décide* que le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial, entités chargées d'assurer le fonctionnement du Mécanisme financier, ainsi

que le Fonds pour les pays les moins avancés et le Fonds spécial pour les changements climatiques, administrés par le Fonds pour l'environnement mondial, concourent à l'application de l'Accord;

60. *Considère* que le Fonds pour l'adaptation peut concourir à l'application de l'Accord, sous réserve des décisions pertinentes de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto et de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris;

61. *Invite* la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à examiner la question évoquée au paragraphe 60 ci-dessus et à faire une recommandation à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session;

62. *Recommande* que la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris donne aux entités chargées d'assurer le fonctionnement du Mécanisme financier de la Convention des directives sur les politiques, les priorités en matière de programme et les critères d'admissibilité liés à l'Accord pour transmission par la Conférence des Parties;

63. *Décide* que les directives à l'intention des entités chargées d'assurer le fonctionnement du Mécanisme financier de la Convention qui figurent dans les décisions pertinentes de la Conférence des Parties, y compris celles arrêtées avant l'adoption de l'Accord, s'appliquent *mutatis mutandis*;

64. *Décide également* que le Comité permanent du financement concourt à l'application de l'Accord conformément à ses fonctions et responsabilités établies dans le cadre de la Conférence des Parties;

65. *Demande instamment* aux institutions qui concourent à l'application de l'Accord d'améliorer la coordination et la fourniture de ressources à l'appui des stratégies impulsées par les pays grâce à des procédures simplifiées et efficaces de demande et d'approbation et à un appui continu à la planification préalable à l'intention des pays en développement parties, notamment aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires en développement, selon qu'il convient;

Mise au point et transfert de technologies

66. *Prend note du* rapport d'activité du Comité exécutif de la technologie sur les directives relatives à la mise en œuvre renforcée des résultats des évaluations des besoins technologiques dont il est question dans le document FCCC/SB/2015/INF.3;

67. *Décide* de renforcer le Mécanisme technologique et demande au Comité exécutif de la technologie ainsi qu'au Centre et au Réseau des technologies climatiques, d'entreprendre, en apportant leur concours à l'application de l'Accord, de nouveaux travaux concernant, entre autres :

- a) La recherche, la mise au point et la démonstration de technologies;
- b) Le développement et le développement des capacités et des technologies endogènes;

68. *Demande* à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique d'entreprendre, à sa quarante-quatrième session (mai 2016), l'élaboration du cadre technologique institué en application du paragraphe 4 de l'article 10 de l'Accord et de faire part de ses conclusions à la Conférence des Parties, afin qu'elle fasse une recommandation sur ce cadre à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, pour examen et adoption à sa première session, compte tenu du fait que le cadre devrait faciliter, entre autres :

a) La réalisation et l'actualisation des évaluations des besoins technologiques, ainsi que la mise en œuvre renforcée de leurs résultats, en particulier des plans d'action et idées de projet en matière de technologie, grâce à l'élaboration de projets bancables;

b) La fourniture d'un appui financier et technique renforcé à la mise en œuvre des résultats des évaluations des besoins technologiques;

c) L'évaluation des technologies qui sont prêtes à être transférées;

d) La mise en place de conditions propices et l'élimination des obstacles à la mise au point et au transfert de technologies socialement et écologiquement rationnelles;

69. *Décide* que le Comité exécutif de la technologie et le Centre et le Réseau des technologies climatiques rendent compte à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, par l'intermédiaire des organes subsidiaires, des activités qu'ils exécutent à l'appui de la mise en œuvre de l'Accord;

70. *Décide également* de procéder à une évaluation périodique de l'efficacité et du caractère adéquat de l'appui fourni au Mécanisme technologique pour la mise en œuvre de l'Accord sur les questions ayant trait à la mise au point et au transfert de technologies;

71. *Demande* à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre de commencer, à sa quarante-quatrième session, à préciser la portée et les modalités de l'évaluation périodique visée au paragraphe 70 ci-dessus, compte tenu de l'examen du Centre et du Réseau des technologies climatiques dont il est question au paragraphe 20 de l'annexe VII de la décision 2/CP.17 et des modalités du bilan mondial visé à l'article 14 de l'Accord, pour examen et adoption par la Conférence des Parties à sa vingt-cinquième session (novembre 2019);

Renforcement des capacités

72. *Décide* de créer le Comité de Paris sur le renforcement des capacités, qui sera chargé de remédier aux lacunes et de répondre aux besoins, actuels et nouveaux, liés à l'exécution d'activités de renforcement des capacités dans les pays en développement parties et d'intensifier encore les efforts de renforcement des capacités, notamment la cohérence et la coordination des activités menées dans ce domaine au titre de la Convention;

73. *Décide également* que le Comité de Paris sur le renforcement des capacités administrera et supervisera le plan de travail mentionné au paragraphe 74 ci-après;

74. *Décide en outre* de lancer un plan de travail pour la période 2016-2020 prévoyant les activités suivantes :

a) Évaluer les moyens d'accroître les synergies par la coopération et d'éviter tout double emploi parmi les organes existants créés en application de la Convention qui exécutent des activités de renforcement des capacités, notamment en collaborant avec des institutions établies dans le cadre de la Convention ou extérieures à celle-ci;

b) Recenser les lacunes et les besoins en matière de capacités et recommander des moyens d'y faire face;

c) Promouvoir la mise au point et la diffusion d'outils et de méthodes servant au renforcement des capacités;

d) Favoriser la coopération mondiale, régionale, nationale et infranationale;

e) Recenser et recueillir les bonnes pratiques, difficultés, expériences et enseignements tirés des travaux sur le renforcement des capacités menés par les organes créés en application de la Convention;

f) Étudier la manière dont les pays en développement parties peuvent s'approprier la création et le maintien de capacités dans le temps et l'espace;

g) Recenser les possibilités de renforcer les capacités aux niveaux national, régional et infranational;

h) Favoriser le dialogue, la coordination, la collaboration et la cohérence entre les processus et initiatives relevant de la Convention, notamment en échangeant des informations sur les activités et stratégies de renforcement des capacités des organes créés en application de la Convention;

i) Donner au secrétariat des directives sur la mise à jour et le développement du portail en ligne consacré au renforcement des capacités;

75. *Décide* que le Comité de Paris sur le renforcement des capacités examinera chaque année un domaine ou un thème lié à l'amélioration des échanges techniques consacrés au renforcement des capacités, afin de mettre à jour les connaissances sur les succès obtenus et les problèmes rencontrés dans le développement efficace des capacités dans un domaine particulier;

76. *Demande* à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre d'organiser pendant ses sessions des réunions annuelles du Comité de Paris sur le renforcement des capacités;

77. *Demande aussi* à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre d'élaborer le mandat du Comité de Paris sur le renforcement des capacités dans le contexte du troisième examen complet de la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des capacités, en tenant compte également des paragraphes 75, 76, 77 et 78 ci-dessus et des paragraphes 82 et 83 ci-dessous, afin de recommander un projet de décision sur la question, pour examen et adoption par la Conférence des Parties à sa vingt-deuxième session;

78. *Invite* les Parties à faire part de leurs observations sur la composition du Comité de Paris sur le renforcement des capacités avant le 9 mars 2016²;

79. *Charge* le secrétariat de rassembler les observations mentionnées ci-dessus au paragraphe 84 dans un document de la série Misc pour examen par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre à sa quarante-quatrième session;

80. *Décide* que les contributions au Comité de Paris sur le renforcement des capacités comprendront notamment des communications, les résultats du troisième examen complet de la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des capacités, le rapport de synthèse annuel du secrétariat sur la mise en œuvre du cadre pour le renforcement des capacités dans les pays en développement, le rapport de compilation-synthèse du secrétariat sur les travaux de renforcement des capacités des organes créés en application de la Convention et du Protocole de Kyoto, et les rapports sur le Forum de Durban et le portail consacré au renforcement des capacités;

81. *Demande* au Comité de Paris sur le renforcement des capacités d'établir des rapports intermédiaires techniques annuels sur ses activités et de les communiquer aux sessions de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre qui coïncident avec les sessions de la Conférence des Parties;

82. *Demande également* à la Conférence des Parties d'examiner, à sa vingt-cinquième session (novembre 2019), les progrès accomplis par le Comité de Paris sur

² Les Parties devraient communiquer leurs observations par l'intermédiaire du portail prévu à cet effet à l'adresse <http://www.unfccc.int/5900>.

le renforcement des capacités, la nécessité d'une prolongation de son mandat, son efficacité et son renforcement, et de prendre toute décision qu'elle juge appropriée, afin d'adresser des recommandations à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, à sa première session, au sujet de l'amélioration des dispositifs institutionnels relatifs au renforcement des capacités en application du paragraphe 5 de l'article 8 de l'Accord;

83. *Engage* toutes les Parties à veiller à ce que l'éducation, la formation et la sensibilisation du public prévues à l'article 6 de la Convention et à l'article 12 de l'Accord soient bien prises en compte dans leur contribution au renforcement des capacités;

84. *Invite* la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à étudier à sa première session les moyens de développer la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information, de façon à renforcer l'action engagée au titre de l'Accord;

Transparence des mesures et de l'appui

85. *Décide* de mettre en place une Initiative de renforcement des capacités pour la transparence afin de développer les capacités institutionnelles et techniques avant 2020 et après cette date. Cette initiative aidera les pays en développement parties qui le demandent à satisfaire en temps voulu aux critères renforcés de transparence tels que définis à l'article 13 de l'Accord;

86. *Décide également* que l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence visera à :

- a) Renforcer les institutions nationales chargées des activités liées à la transparence conformément aux priorités nationales;
- b) Fournir les outils, la formation et l'assistance permettant de se conformer aux dispositions de l'article 13 de l'Accord;
- c) Contribuer progressivement à une plus grande transparence;

87. *Exhorte et engage* le Fonds pour l'environnement mondial à prendre des dispositions pour appuyer la mise en place et la poursuite de l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence en tant que priorité en matière de notification, notamment en allouant des contributions volontaires aux pays en développement au titre de la sixième opération de reconstitution des ressources du Fonds et des opérations de reconstitution qui suivront, en complément de l'appui déjà fourni par le Fonds pour l'environnement mondial;

88. *Décide* d'évaluer la mise en œuvre de l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence dans le contexte du septième examen du mécanisme financier;

89. *Demande* que le Fonds pour l'environnement mondial, en tant qu'entité chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier, fasse figurer dans son rapport annuel à la Conférence des Parties, à compter de 2016, des informations sur l'avancement des travaux relatifs à la conception, à la mise au point et à la mise en œuvre de l'Initiative de renforcement des capacités pour la transparence visée au paragraphe 85 ci-dessus;

90. *Décide* que conformément au paragraphe 2 de l'article 13 de l'Accord, les pays en développement disposeront d'une certaine flexibilité pour la mise en œuvre des dispositions de cet article, s'agissant notamment de la portée, de la fréquence et du niveau de détail à prévoir en matière de notification et du champ d'application de l'examen, et que celui-ci pourrait prévoir des examens dans le pays de caractère

facultatif, tandis la flexibilité en question sera prise en compte dans l'élaboration des modalités, procédures et lignes directrices visées au paragraphe 92 ci-dessous;

91. *Décide également* que toutes les Parties, à l'exception des pays les moins avancés parties et des petits États insulaires en développement, soumettent les informations mentionnées aux paragraphes 7, 8, 9 et 10 de l'article 13 selon qu'il convient mais au minimum tous les deux ans, et que les pays les moins avancés parties et les petits États insulaires en développement pourront soumettre ces informations comme ils le jugent bon;

92. *Demande* au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris d'élaborer des recommandations relatives aux modalités, procédures et lignes directrices en application du paragraphe 13 de l'article 13 de l'Accord, et de définir l'année de leur premier examen et des examens et actualisations qui suivront, selon que de besoin, à intervalles réguliers, pour que la Conférence des Parties les examine à sa vingt-quatrième session, en vue de les transmettre à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, pour adoption à sa première session;

93. *Demande également* au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris, aux fins de l'élaboration des recommandations relatives aux modalités, procédures et lignes directrices visées au paragraphe 98 ci-dessus, de tenir notamment compte des points suivants :

- a) Importance de mesures propres à faciliter progressivement une meilleure notification et une plus grande transparence;
- b) Nécessité d'accorder une certaine flexibilité aux pays en développement parties qui en ont besoin en fonction de leurs capacités;
- c) Nécessité de promouvoir la transparence, l'exactitude, l'exhaustivité, la cohérence et la comparabilité;
- d) Nécessité d'éviter tout double emploi ainsi que toute charge excessive pour les Parties comme pour le secrétariat;
- e) Nécessité de faire en sorte que les Parties maintiennent au moins la fréquence et la qualité des notifications conformément à leurs obligations respectives au titre de la Convention;
- f) Nécessité d'éviter un double comptage;
- g) Nécessité de veiller à l'intégrité environnementale;

94. *Demande en outre* au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris, lors de l'élaboration des modalités, procédures et lignes directrices visées ci-dessus au paragraphe 98, de tirer parti de l'expérience acquise dans le cadre d'autres processus pertinents en cours découlant de la Convention et de prendre en considération ces processus;

95. *Demande* au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris, lors de l'élaboration des modalités, procédures et lignes directrices visées ci-dessus au paragraphe 98, de prendre notamment en considération :

- a) Les types de flexibilité dont disposent les pays en développement qui en ont besoin en fonction de leurs capacités;
- b) La cohérence entre les méthodes communiquées dans la contribution déterminée au niveau national et les méthodes utilisées pour rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation des contributions déterminées au niveau national des différentes Parties;

c) Le fait que les Parties fournissent des informations sur l'action engagée et la planification en matière d'adaptation, y compris, le cas échéant, leur plans nationaux d'adaptation en vue d'échanger collectivement des informations et de partager les enseignements à retenir;

d) L'appui reçu, renforçant celui fourni pour l'adaptation et l'atténuation grâce notamment aux tableaux communs de notification de l'aide, en tenant compte des points examinés par l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technique sur les méthodes de communication d'informations financières, et améliorant la notification par les pays en développement de l'appui reçu, notamment de son utilisation, de son impact et de ses résultats estimés;

e) Les informations figurant dans les évaluations biennales et les autres rapports du Comité permanent du financement et d'autres organes compétents relevant de la Convention;

f) Des informations sur les incidences sociales et économiques des mesures de riposte;

96. *Demande également* au Groupe de travail de l'Accord de Paris, lors de l'élaboration des recommandations relatives aux modalités, procédures et lignes directrices visées au paragraphe 92 ci-dessus, d'accroître la transparence de l'appui fourni conformément à l'article 9 de l'Accord;

97. *Demande en outre* au Groupe de travail de l'Accord de Paris de rendre compte de l'avancement des travaux sur les modalités, procédures et lignes directrices visées au paragraphe 92 ci-dessus aux futures sessions de la Conférence des Parties, ces travaux devant être achevés au plus tard en 2018;

98. *Décide* que les modalités, procédures et lignes directrices visées au paragraphe 92 ci-dessus s'appliquent lors de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris;

99. *Décide aussi* que les modalités, procédures et lignes directrices relatives au présent cadre de transparence s'appuient sur le système de mesure, de notification et de vérification établi par les paragraphes 40 à 47 et 60 à 64 de la décision 1/CP.16 et les paragraphes 12 à 62 de la décision 2/CP.17 puis le remplacent immédiatement après la soumission des rapports biennaux finals et des rapports biennaux actualisés;

Bilan mondial

100. *Demande* au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris d'identifier les sources de données pour le bilan mondial visé à l'article 14 de l'Accord et de faire rapport à la Conférence des Parties, afin que celle-ci adresse une recommandation à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, pour examen et adoption à sa première session, s'agissant notamment, mais pas uniquement, des éléments suivants :

a) Informations sur :

i) L'effet global des contributions déterminées au niveau national communiquées par les Parties;

ii) L'état des efforts d'adaptation, de l'appui, des expériences et des priorités, tel qu'il ressort des communications visées aux paragraphes 10 et 11 de l'article 7 de l'Accord et des rapports visés au paragraphe 7 de l'article 13 de l'Accord;

iii) La mobilisation d'un appui et l'appui fourni;

b) Les rapports les plus récents du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat;

c) Les rapports des organes subsidiaires;

101. *Demande également* à l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique de donner des conseils sur la manière dont les évaluations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat peuvent éclairer le bilan de la mise en œuvre de l'Accord en application de l'article 14 de l'Accord, et de rendre compte de cette question au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris à sa deuxième session;

102. *Demande en outre* au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris d'élaborer les modalités relatives au bilan mondial visé à l'article 14 de l'Accord et d'en rendre compte à la Conférence des Parties, en vue d'adresser une recommandation à la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, pour examen et adoption à sa première session;

Facilitation de la mise en œuvre et du respect des dispositions

103. *Décide* que le comité visé au paragraphe 2 de l'article 15 de l'Accord est constitué de 12 membres ayant des compétences reconnues dans les domaines scientifiques, techniques, socioéconomiques ou juridiques pertinents, qui sont élus par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris sur la base d'une représentation géographique équitable, dont deux membres pour chacun des cinq groupes régionaux représentés à l'Organisation des Nations Unies, un membre désigné par les petits États insulaires en développement et un autre par les pays les moins avancés, tout en tenant compte de l'objectif d'un équilibre entre les sexes;

104. *Demande* au Groupe de travail spécial de l'Accord de Paris d'élaborer des modalités et des procédures pour le bon fonctionnement du comité visé au paragraphe 2 de l'article 15 de l'Accord, en vue d'achever ses travaux sur les modalités et procédures en question pour examen et adoption par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session;

Clauses finales

105. *Demande également* au secrétariat, uniquement aux fins de l'article 21 de l'Accord, de présenter sur son site Web à la date d'adoption de l'Accord ainsi que dans le rapport de la Conférence des Parties sur sa vingt et unième session des informations sur le volume total et le volume en pourcentage les plus récents des émissions de gaz à effet de serre communiqués par les Parties à la Convention dans leurs communications nationales, leurs rapports d'inventaire des gaz à effet de serre, leurs rapports biennaux reports ou leurs rapports biennaux actualisés;

IV. Action renforcée avant 2020

106. *Décide* de faire en sorte que les efforts d'atténuation soient portés au plus haut niveau possible avant 2020, notamment en :

a) Demandant instamment à toutes les Parties au Protocole de Kyoto qui ne l'ont pas encore fait de ratifier et d'appliquer l'Amendement de Doha au Protocole de Kyoto;

b) Demandant instamment à toutes les Parties qui ne l'ont pas encore fait de prendre des engagements en matière d'atténuation au titre des Accords de Cancún et de les respecter;

c) Réaffirmant sa détermination, exprimée aux paragraphes 3 et 4 de sa décision 1/CP.19, à accélérer la pleine application des décisions constituant le résultat convenu conformément à la décision 1/CP.13 et de rehausser le niveau d'ambition au cours de la période allant jusqu'à 2020 afin de garantir le maximum d'efforts possibles en faveur de l'atténuation au titre de la Convention par toutes les Parties;

d) Invitant les pays en développement parties qui ne l'ont pas fait à soumettre dès que possible leur premier rapport biennal actualisé;

e) Demandant instamment à toutes les Parties de participer en temps voulu aux processus actuels de mesure, de notification et de vérification au titre des Accords de Cancún, afin de faire état des progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements en matière d'atténuation;

107. *Encourage* les Parties à promouvoir l'annulation volontaire, par les Parties et les autres acteurs, sans double comptage d'unités délivrées au titre du Protocole de Kyoto, y compris d'unités de réduction certifiée des émissions qui sont encore valables pour la deuxième période d'engagement;

108. *Demande instamment* aux Parties, qu'elles soient hôtes ou acheteuses, de rendre compte de manière transparente des résultats en matière d'atténuation transférés au niveau international, y compris les résultats qui servent à respecter les engagements internationaux, et les unités d'émissions délivrées au titre du Protocole de Kyoto, afin de promouvoir l'intégrité environnementale et d'éviter un double comptage;

109. *Reconnaît* l'intérêt social, économique et environnemental des mesures d'atténuation volontaires et leurs retombées bénéfiques sur l'adaptation, la santé et le développement durable;

110. *Décide* de renforcer, au cours de la période 2016-2020, le processus actuel d'examen technique des mesures d'atténuation tel que défini à l'alinéa a) du paragraphe 5 de la décision 1/CP.19 et au paragraphe 19 de la décision 1/CP.20, en tenant compte des données scientifiques les plus récentes, notamment en :

a) Encourageant les Parties, les organes de la Convention et les organisations internationales à participer à ce processus, le cas échéant en coopération avec les parties prenantes compétentes non parties à la Convention, afin d'échanger leurs expériences et leurs suggestions, notamment celles issues d'événements régionaux, et à collaborer pour faciliter la mise en œuvre de politiques, pratiques et mesures recensées au cours du processus en conformité avec les priorités nationales en matière de développement durable;

b) S'efforçant d'améliorer, en consultation avec les Parties, l'accès et la participation à ce processus d'experts de pays en développement parties et d'entités non parties à la Convention;

c) Demandant au Comité exécutif de la technologie et au Centre et au Réseau des technologies climatiques, conformément à leurs mandats respectifs :

i) De participer aux réunions techniques d'experts et de redoubler d'efforts pour aider les Parties à accélérer la mise en œuvre de politiques, pratiques et mesures recensées au cours du processus;

ii) De faire régulièrement le point au cours des réunions techniques d'experts sur les progrès accomplis en vue de favoriser la mise en œuvre de

politiques, pratiques et mesures précédemment recensées au cours du processus;

iii) De donner des informations sur leurs activités au titre du processus dans leur rapport annuel conjoint à la Conférence des Parties;

d) Encourageant les Parties à utiliser de manière efficace le Centre et le Réseau des technologies climatiques pour obtenir de l'aide en vue d'élaborer des propositions de projet viables sur les plans économique, environnemental et social dans les domaines présentant un potentiel d'atténuation élevé qui ont été recensés au cours du processus;

111. *Encourage* les entités chargées d'assurer le fonctionnement du Mécanisme financier de la Convention à participer aux réunions techniques d'experts et à informer les participants de leur contribution en vue de faire avancer la mise en œuvre des politiques, pratiques et mesures recensées au cours du processus d'examen technique;

112. *Charge* le secrétariat d'organiser le processus visé au paragraphe 110 ci-dessus et d'en diffuser les résultats, notamment en :

a) Organisant, en consultation avec le Comité exécutif de la technologie et les organisations spécialisées compétentes, des réunions techniques d'experts régulières sur des politiques, pratiques et mesures précises représentant les meilleures pratiques et susceptibles d'être amplifiées et reproduites;

b) Actualisant chaque année, à la suite des réunions mentionnées à l'alinéa a) du paragraphe 112 ci-dessus et en temps opportun pour servir de contribution au résumé à l'intention des décideurs visé à l'alinéa c) du paragraphe 112 ci-après, un rapport technique sur les effets bénéfiques en matière d'atténuation et les autres retombées bénéfiques des politiques, pratiques et mesures visant à relever le niveau d'ambition en matière d'atténuation, ainsi que sur les solutions envisageables pour soutenir leur mise en œuvre; ces informations devraient être facilement accessibles en ligne;

c) Rédigeant, en consultation avec les champions dont il est question au paragraphe 122 ci-après, un résumé à l'intention des décideurs qui contient des informations sur des politiques, pratiques et mesures précises représentant les meilleures pratiques et susceptibles d'être amplifiées et reproduites, et des solutions envisageables pour soutenir leur mise en œuvre, ainsi que des initiatives de collaboration intéressantes, et en publiant le résumé au moins deux mois avant chaque session de la Conférence des Parties, afin qu'il serve de contribution à la réunion de haut niveau visée au paragraphe 121 ci-après;

113. *Décide* que le processus visé au paragraphe 110 ci-dessus devrait être organisé conjointement par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre et l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et se dérouler jusqu'en 2020;

114. *Décide également* de procéder en 2017 à une évaluation du processus visé au paragraphe 110 ci-dessus, en vue d'améliorer son efficacité;

115. *Décide* d'accroître de manière urgente et adéquate l'appui apporté par les pays développés parties en matière de ressources financières, de technologies et de renforcement des capacités afin de rehausser le niveau d'ambition des mesures prises par les Parties avant 2020, et à cet égard *demande fermement* aux pays développés parties d'amplifier leur aide financière, en suivant une feuille de route concrète afin d'atteindre l'objectif consistant à dégager ensemble 100 milliards de dollars des États-Unis par an d'ici à 2020 pour l'atténuation et l'adaptation tout en augmentant sensiblement le financement de l'adaptation par rapport aux niveaux actuels et de

continuer à fournir un appui approprié en matière de technologies et de renforcement des capacités;

116. *Décide* de mener un dialogue de facilitation parallèlement à la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties afin d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des paragraphes 3 et 4 de la décision 1/CP.19 et de recenser les possibilités d'accroître les ressources financières fournies, y compris pour la mise au point et le transfert de technologies et le renforcement des capacités, en vue de recenser les moyens de relever le niveau d'ambition des efforts d'atténuation de toutes les Parties, notamment en recensant les possibilités d'accroître l'apport et la mobilisation d'un appui et d'instaurer des cadres propices;

117. *Note avec satisfaction* les résultats du Programme d'action Lima-Paris, qui s'appuient sur le sommet sur le climat organisé le 23 septembre 2014 par le Secrétaire général de l'ONU;

118. *Se félicite* des efforts déployés par les entités non parties afin de développer leurs actions en faveur du climat, et encourage l'affichage de ces actions sur le portail des acteurs non étatiques pour l'action climatique³;

119. *Encourage* les Parties à œuvrer étroitement avec les entités non parties, afin de favoriser le renforcement des activités d'atténuation et d'adaptation;

120. *Encourage* aussi les entités non parties à accroître leur participation aux processus visés au paragraphe 110 ci-dessus et au paragraphe 125 ci-après;

121. *Décide* de convoquer en application du paragraphe 21 de la décision 1/CP.20, en s'appuyant sur le Programme d'action Lima-Paris et parallèlement à chaque session de la Conférence des Parties pendant la période de 2016-2020, une réunion de haut niveau qui sert à :

a) Renforcer encore la participation de haut niveau à la mise en œuvre des politiques et mesures découlant des processus visés au paragraphe 110 ci-dessus et au paragraphe 125 ci-après, en prenant appui sur le résumé à l'intention des décideurs visé à l'alinéa c) du paragraphe 112 c) ci-dessus;

b) Donner la possibilité d'annoncer des activités, initiatives et coalitions volontaires, nouvelles ou renforcées, notamment la mise en œuvre de politiques, pratiques et mesures découlant des processus visés au paragraphe 110 ci-dessus et au paragraphe 125 ci-après et exposées dans le résumé à l'intention des décideurs visé à l'alinéa c) du paragraphe 112 ci-dessus;

c) Dresser le bilan des progrès réalisés et prendre en compte les activités, initiatives et coalitions volontaires, nouvelles ou renforcées;

d) Donner des possibilités constructives et régulières de participation effective de haut niveau de responsables de Parties, d'organisations internationales, d'initiatives internationales de coopération et d'entités non parties;

122. *Décide* que deux champions de haut niveau seront nommés afin d'agir pour le compte de la Présidence de la Conférence des Parties pour faciliter par une participation renforcée de haut niveau pendant la période 2016-2020 l'exécution efficace des activités actuelles et l'intensification et l'introduction d'activités, d'initiatives et de coalitions volontaires, nouvelles ou renforcées, notamment en :

a) Collaborant avec le Secrétaire exécutif et avec le Président en fonction de la Conférence des Parties et son successeur pour coordonner la réunion annuelle de haut niveau dont il est question au paragraphe 121 ci-dessus;

³ <http://climateaction.unfccc.int/>.

b) Collaborant avec les Parties et les entités non parties intéressées, notamment afin de donner suite aux initiatives volontaires du Programme d'action Lima-Paris;

c) Donnant des directives au secrétariat au sujet de l'organisation des réunions techniques d'experts dont il est question à l'alinéa a) du paragraphe 112 ci-dessus et à l'alinéa a) du paragraphe 130 ci-après;

123. *Décide aussi* que les champions de haut niveau visés au paragraphe 122 ci-dessus devraient normalement avoir chacun un mandat de deux ans qui, pendant une année complète, se chevaucherait avec celui de l'autre, afin d'assurer la continuité comme suit :

a) Le Président de la Conférence des Parties à sa vingt et unième session devrait nommer un champion pour un mandat d'un an qui commencerait le jour de sa nomination et irait jusqu'au dernier jour de la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties;

b) Le Président de la Conférence des Parties à sa vingt-deuxième session devrait nommer un champion pour un mandat de deux ans qui commencerait le jour de sa nomination et irait jusqu'au dernier jour de la vingt-troisième session de la Conférence des Parties (novembre 2017);

c) Ensuite, chaque Président suivant de la Conférence des Parties devrait nommer un champion pour deux ans qui succéderait au champion précédent dont le mandat se serait achevé;

124. *Invite* toutes les Parties intéressées et les organisations compétentes à appuyer les activités des champions visés au paragraphe 122 ci-dessus;

125. *Décide* de lancer, pendant la période 2016-2020, un processus d'examen technique des mesures d'adaptation;

126. *Décide aussi* que le processus d'examen technique des mesures d'adaptation visé au paragraphe 125 ci-dessus recensera, dans la mesure du possible, les possibilités concrètes en vue de renforcer la résilience, de réduire les vulnérabilités, ainsi que d'accroître la connaissance et la mise en œuvre des mesures d'adaptation;

127. *Décide également* que le processus d'examen technique visé au paragraphe 125 ci-dessus devrait être organisé conjointement par l'Organe subsidiaire de mise en œuvre et l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique, et mené par le Comité de l'adaptation;

128. *Décide* que le processus visé au paragraphe 125 ci-dessus sera mené en :

a) Facilitant l'échange des bonnes pratiques, expériences et enseignements tirés;

b) Recensant des mesures susceptibles de renforcer considérablement la mise en œuvre de mesures d'adaptation, y compris les mesures qui pourraient accroître la diversification de l'économie et avoir des retombées bénéfiques dans le domaine de l'atténuation;

c) Promouvant une action concertée en matière d'adaptation;

d) Recensant les possibilités de renforcer des cadres propices et d'accroître l'appui à l'adaptation dans le contexte de politiques, pratiques et mesures précises;

129. *Décide aussi* que le processus d'examen technique des mesures d'adaptation visé au paragraphe 125 ci-dessus prendra en compte les processus, modalités, produits, résultats et enseignements tirés du processus d'examen technique des mesures d'atténuation visé au paragraphe 110 ci-dessus;

130. *Charge* le secrétariat d'appuyer le processus d'examen technique visé au paragraphe 125 ci-dessus en :

a) Organisant régulièrement des réunions techniques d'experts sur des politiques, stratégies et mesures précises;

b) Rédigeant chaque année, sur la base des réunions mentionnées à l'alinéa a) du paragraphe 130 ci-dessus et en temps voulu pour servir de contribution au résumé à l'intention des décideurs dont il est question à l'alinéa c) du paragraphe 112 ci-dessus, un rapport technique sur les possibilités de renforcer les mesures d'adaptation ainsi que sur les options envisageables pour appuyer leur mise en œuvre, les informations à ce titre devant être facilement accessibles en ligne;

131. *Décide* qu'en menant le processus visé au paragraphe 125 ci-dessus, le Comité de l'adaptation associera les dispositifs actuels relatifs aux programmes de travail, organes et institutions relevant de la Convention qui s'occupent de l'adaptation, étudiera les moyens de les prendre en compte, de dégager des synergies avec eux et de s'appuyer sur eux, de façon à accroître la cohérence et à en tirer le meilleur parti possible;

132. *Décide aussi* d'organiser, parallèlement à l'évaluation visée au paragraphe 120 ci-dessus, une évaluation du processus visé au paragraphe 125 ci-dessus, afin d'améliorer son efficacité;

133. *Invite* les Parties et les organisations ayant le statut d'observateur à présenter leurs vues sur les possibilités mentionnées au paragraphe 126 ci-dessus pour le 3 février 2016 au plus tard;

V. Entités non parties

134. *Se félicite* des efforts déployés par toutes les entités non parties afin de faire face et de répondre aux changements climatiques, y compris ceux de la société civile, du secteur privé, des institutions financières, des villes et des autres autorités infranationales;

135. *Invite* les entités non parties visées au paragraphe 134 ci-dessus à amplifier leurs efforts et à appuyer des mesures destinées à réduire les émissions et/ou renforcer la résilience et diminuer la vulnérabilité aux effets néfastes des changements climatiques, et à faire état de ces efforts par le biais du portail des acteurs non étatiques pour l'action climatique⁴ visé au paragraphe 118 ci-dessus;

136. *Reconnaît* la nécessité de renforcer les connaissances, technologies, pratiques et activités des communautés locales et des peuples autochtones destinées à faire face et à répondre aux changements climatiques et *met en place* une plateforme pour l'échange des données d'expérience et la mise en commun des meilleures pratiques en matière d'atténuation et d'adaptation de manière holistique et intégrée;

137. *Reconnaît aussi* combien il importe de fournir des incitations aux activités de réduction des émissions, s'agissant notamment d'outils tels que les politiques nationales et la tarification du carbone;

⁴ <http://climateaction.unfccc.int/>.

VI. Questions administratives et budgétaires

138. *Prend note* du montant estimatif des incidences budgétaires des activités confiées au secrétariat et dont il est question dans la présente décision, et demande que les mesures que le secrétariat est appelé à prendre en application de la présente décision soient mises en œuvre sous réserve de la disponibilité de ressources financières;

139. *Souligne* qu'il est urgent de mettre à disposition des ressources supplémentaires pour mettre en œuvre les mesures pertinentes, notamment celles mentionnées dans la présente décision, et exécuter le programme de travail visé au paragraphe 9 ci-dessus;

140. *Demande instamment* aux Parties de verser des contributions volontaires afin que la présente décision soit mise en œuvre en temps voulu.

Annexe

Accord de Paris

Les Parties au présent Accord,

Étant parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ci-après dénommée « la Convention »,

Agissant en application de la plateforme de Durban pour une action renforcée adoptée par la décision 1/CP.17 de la Conférence des Parties à la Convention à sa dix-septième session,

Soucieuses d'atteindre l'objectif de la Convention, et guidées par ses principes, y compris le principe de l'équité et des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, eu égard aux contextes nationaux différents,

Reconnaissant la nécessité d'une riposte efficace et progressive à la menace pressante des changements climatiques en se fondant sur les meilleures connaissances scientifiques disponibles,

Reconnaissant aussi les besoins spécifiques et la situation particulière des pays en développement parties, surtout de ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques, comme le prévoit la Convention,

Tenant pleinement compte des besoins spécifiques et de la situation particulière des pays les moins avancés en ce qui concerne le financement et le transfert de technologies,

Reconnaissant que les Parties peuvent être touchées non seulement par les changements climatiques, mais aussi par les effets des mesures de riposte à ces changements,

Soulignant qu'il existe des liens intrinsèques entre l'action et la riposte face aux changements climatiques et à leurs effets et un accès équitable au développement durable et à l'élimination de la pauvreté,

Reconnaissant la priorité fondamentale consistant à protéger la sécurité alimentaire et à venir à bout de la faim, et la vulnérabilité particulière des systèmes de production alimentaire aux effets néfastes des changements climatiques,

Tenant compte des impératifs d'une transition juste pour la population active et de la création d'emplois décents et de qualité conformément aux priorités de développement définies au niveau national,

Conscientes que les changements climatiques sont un sujet de préoccupation pour l'humanité toute entière et que, lorsqu'elles prennent des mesures face à ces changements, les Parties devraient respecter, promouvoir et prendre en considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations,

Reconnaissant l'importance de la conservation et, le cas échéant, du renforcement des puits et réservoirs des gaz à effet de serre visés dans la Convention,

Notant qu'il importe de veiller à l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans, et à la protection de la biodiversité, reconnue par certaines cultures comme la Terre nourricière, et notant l'importance pour certaines de la notion de « justice climatique », dans l'action menée face aux changements climatiques,

Affirmant l'importance de l'éducation, de la formation, de la sensibilisation, de la participation du public, de l'accès de la population à l'information et de la coopération à tous les niveaux sur les questions traitées dans le présent Accord,

Reconnaissant l'importance de la participation des pouvoirs publics à tous les niveaux et des divers acteurs, conformément aux législations nationales respectives des Parties, dans la lutte contre les changements climatiques,

Reconnaissant également que des modes de vie durables et des modes durables de consommation et de production, les pays développés parties montrant la voie, jouent un rôle important pour faire face aux changements climatiques,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

Aux fins du présent Accord, les définitions énoncées à l'article premier de la Convention sont applicables. En outre :

1. On entend par « Convention » la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée à New York le 9 mai 1992;
2. On entend par « Conférence des Parties » la Conférence des Parties à la Convention;
3. On entend par « Partie » une Partie au présent Accord.

Article 2

1. Le présent Accord, en contribuant à la mise en œuvre de la Convention, notamment de son objectif, vise à renforcer la riposte mondiale à la menace des changements climatiques, dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté, notamment en :
 - a) Contenant l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation des températures à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, étant entendu que cela réduirait sensiblement les risques et les effets des changements climatiques;
 - b) Renforçant les capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques et en promouvant la résilience à ces changements et un développement à faible émission de gaz à effet de serre, d'une manière qui ne menace pas la production alimentaire;
 - c) Rendant les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques.
2. Le présent Accord sera appliqué conformément à l'équité et au principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, eu égard aux contextes nationaux différents.

Article 3

À titre de contributions déterminées au niveau national à la riposte mondiale aux changements climatiques, il incombe à toutes les Parties d'engager et de communiquer des efforts ambitieux au sens des articles 4, 7, 9, 10, 11 et 13 en vue de réaliser l'objet du présent Accord tel qu'énoncé à l'article 2. Les efforts de toutes les Parties

représenteront, à terme, une progression, tout en reconnaissant la nécessité d'aider les pays en développement parties pour que le présent Accord soit appliqué efficacement.

Article 4

1. En vue d'atteindre l'objectif de température à long terme énoncé à l'article 2, les Parties cherchent à parvenir au plafonnement mondial des émissions de gaz à effet de serre dans les meilleurs délais, étant entendu que le plafonnement prendra davantage de temps pour les pays en développement parties, et à opérer des réductions rapidement par la suite conformément aux meilleures données scientifiques disponibles de façon à parvenir à un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre au cours de la deuxième moitié du siècle, sur la base de l'équité, et dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté.
2. Chaque Partie établit, communique et actualise les contributions déterminées au niveau national successives qu'elle prévoit de réaliser. Les Parties prennent des mesures internes pour l'atténuation en vue de réaliser les objectifs desdites contributions.
3. La contribution déterminée au niveau national suivante de chaque Partie représentera une progression par rapport à la contribution déterminée au niveau national antérieure et correspondra à son niveau d'ambition le plus élevé possible, compte tenu de ses responsabilités communes mais différenciées et de ses capacités respectives, eu égard aux contextes nationaux différents.
4. Les pays développés parties continuent de montrer la voie en assumant des objectifs de réduction des émissions en chiffres absolus à l'échelle de l'économie. Les pays en développement parties devraient continuer d'accroître leurs efforts d'atténuation, et sont encouragés à passer progressivement à des objectifs de réduction ou de limitation des émissions à l'échelle de l'économie eu égard aux contextes nationaux différents.
5. Un appui est fourni aux pays en développement parties pour l'application du présent article, conformément aux articles 9, 10 et 11, étant entendu qu'un appui renforcé en faveur des pays en développement parties leur permettra de prendre des mesures plus ambitieuses.
6. Les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement peuvent établir et communiquer des stratégies, plans et mesures de développement à faible émission de gaz à effet de serre correspondant à leur situation particulière.
7. Les retombées bénéfiques, dans le domaine de l'atténuation, des mesures d'adaptation et/ou des plans de diversification économique des Parties peuvent contribuer aux résultats d'atténuation en application du présent article.
8. En communiquant leurs contributions déterminées au niveau national, toutes les Parties présentent l'information nécessaire à la clarté, la transparence et la compréhension conformément à la décision 1/CP.21 et à toutes les décisions pertinentes de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris.
9. Chaque Partie communique une contribution déterminée au niveau national tous les cinq ans conformément à la décision 1/CP.21 et à toutes les décisions pertinentes de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris et en tenant compte des résultats du bilan mondial prévu à l'article 14.
10. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris examine des calendriers communs pour les contributions déterminées au niveau national à sa première session.

11. Une Partie peut à tout moment modifier sa contribution déterminée au niveau national afin d'en relever le niveau d'ambition, conformément aux directives adoptées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris.
12. Les contributions déterminées au niveau national communiquées par les Parties sont consignées dans un registre public tenu par le secrétariat.
13. Les Parties rendent compte de leurs contributions déterminées au niveau national. Dans la comptabilisation des émissions et des absorptions anthropiques correspondant à leurs contributions déterminées au niveau national, les Parties promeuvent l'intégrité environnementale, la transparence, l'exactitude, l'exhaustivité, la comparabilité et la cohérence, et veillent à ce qu'un double comptage soit évité, conformément aux directives adoptées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris.
14. Dans le contexte de leurs contributions déterminées au niveau national, lorsqu'elles indiquent et appliquent des mesures d'atténuation concernant les émissions et les absorptions anthropiques, les Parties devraient tenir compte, selon qu'il convient, des méthodes et des directives en vigueur conformément à la Convention, compte tenu des dispositions du paragraphe 13 du présent article.
15. Les Parties tiennent compte, dans la mise en œuvre du présent Accord, des préoccupations des Parties dont l'économie est particulièrement touchée par les effets des mesures de riposte, en particulier les pays en développement parties.
16. Les Parties, y compris les organisations régionales d'intégration économique et leurs États membres, qui se sont mises d'accord pour agir conjointement en application du paragraphe 2 du présent article, notifient au secrétariat les termes de l'accord pertinent, y compris le niveau d'émissions attribué à chaque Partie pendant la période considérée, au moment de communiquer leurs contributions déterminées au niveau national. Le secrétariat informe à son tour les Parties à la Convention et les signataires des termes de l'accord.
17. Chaque partie à un accord de ce type est responsable de son niveau d'émissions indiqué dans l'accord visé au paragraphe 16 ci-dessus conformément aux paragraphes 13 et 14 du présent article et aux articles 13 et 15.
18. Si des Parties agissant conjointement le font dans le cadre d'une organisation régionale d'intégration économique qui est elle-même partie au présent Accord, et en concertation avec elle, chaque État membre de cette organisation régionale d'intégration économique, à titre individuel et conjointement avec l'organisation régionale d'intégration économique, est responsable de son niveau d'émissions indiqué dans l'accord communiqué en application du paragraphe 16 du présent article conformément aux paragraphes 13 et 14 du présent article et aux articles 13 et 15.
19. Toutes les Parties s'emploient à formuler et communiquer des stratégies à long terme de développement à faible émission de gaz à effet de serre, en gardant à l'esprit l'article 2 compte tenu de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives, eu égard aux contextes nationaux différents.

Article 5

1. Les Parties devraient prendre des mesures pour conserver et, le cas échéant, renforcer les puits et réservoirs de gaz à effet de serre comme le prévoit l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention, notamment les forêts.
2. Les Parties sont invitées à prendre des mesures pour appliquer et étayer, notamment par des versements liés aux résultats, le cadre existant défini dans les directives et les

décisions pertinentes déjà adoptées en vertu de la Convention pour : les démarches générales et les mesures d'incitation positive concernant les activités liées à la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement; et d'autres démarches générales, notamment des démarches conjointes en matière d'atténuation et d'adaptation pour la gestion intégrale et durable des forêts, tout en réaffirmant qu'il importe de promouvoir, selon qu'il convient, les avantages non liés au carbone associés à de telles démarches.

Article 6

1. Les Parties reconnaissent que certaines Parties décident d'agir volontairement en concertation dans la mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national pour relever le niveau d'ambition de leurs mesures d'atténuation et d'adaptation et pour promouvoir le développement durable et l'intégrité environnementale.
2. Les Parties, lorsqu'elles mènent à titre volontaire des démarches concertées passant par l'utilisation de résultats d'atténuation transférés au niveau international aux fins des contributions déterminées au niveau national, promeuvent le développement durable et garantissent l'intégrité environnementale et la transparence, y compris en matière de gouvernance, et appliquent un système fiable de comptabilisation, afin notamment d'éviter un double comptage, conformément aux directives adoptées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris.
3. L'utilisation de résultats d'atténuation transférés au niveau international pour réaliser les contributions déterminées au niveau national en vertu du présent Accord revêt un caractère volontaire et est soumise à l'autorisation des Parties participantes.
4. Il est établi un mécanisme pour contribuer à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et promouvoir le développement durable, placé sous l'autorité de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, dont il suit les directives, à l'intention des Parties, qui l'utilisent à titre volontaire. Il est supervisé par un organe désigné par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, et a pour objet de :
 - a) Promouvoir l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre tout en favorisant le développement durable;
 - b) Promouvoir et faciliter la participation à l'atténuation des gaz à effet de serre d'entités publiques et privées autorisées par une Partie;
 - c) Contribuer à la réduction des niveaux d'émissions dans la Partie hôte, qui bénéficiera d'activités d'atténuation donnant lieu à des réductions d'émissions qui peuvent aussi être utilisées par une autre Partie pour remplir sa contribution déterminée au niveau national;
 - d) Permettre une atténuation globale des émissions mondiales.
5. Les réductions d'émissions résultant du mécanisme visé au paragraphe 4 du présent article ne sont pas utilisées pour établir la réalisation de la contribution déterminée au niveau national de la Partie hôte, si elles sont utilisées par une autre Partie pour établir la réalisation de sa propre contribution déterminée au niveau national.
6. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris veille à ce qu'une part des fonds provenant d'activités menées au titre du mécanisme visé au paragraphe 4 du présent article soit utilisée pour couvrir les dépenses

administratives ainsi que pour aider les pays en développement parties qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques à financer le coût de l'adaptation.

7. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris adopte des règles, des modalités et des procédures pour le mécanisme visé au paragraphe 4 du présent article à sa première session.
8. Les Parties reconnaissent l'importance de démarches non fondées sur le marché intégrées, globales et équilibrées dont les Parties disposent pour les aider dans la mise en œuvre de leur contribution déterminée au niveau national, dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté, d'une manière coordonnée et efficace, notamment par l'atténuation, l'adaptation, le financement, le transfert de technologies et le renforcement des capacités, selon qu'il convient. Ces démarches visent à :
 - a) Promouvoir l'ambition en matière d'atténuation et d'adaptation;
 - b) Renforcer la participation publique et privée à la mise en œuvre des contributions déterminées au niveau national;
 - c) Activer des possibilités de coordination entre les instruments et les dispositifs institutionnels pertinents.
9. Il est défini un cadre pour les démarches non fondées sur le marché en matière de développement durable afin de promouvoir les démarches non fondées sur le marché visées au paragraphe 8 du présent article.

Article 7

1. Les Parties établissent l'objectif mondial en matière d'adaptation consistant à renforcer les capacités d'adaptation, à accroître la résilience aux changements climatiques et à réduire la vulnérabilité à ces changements, en vue de contribuer au développement durable et de garantir une riposte adéquate en matière d'adaptation dans le contexte de l'objectif de température énoncé à l'article 2.
2. Les Parties reconnaissent que l'adaptation est un problème mondial qui se pose à tous, comportant des dimensions locales, infranationales, nationales, régionales et internationales, et que c'est un élément clef de la riposte mondiale à long terme face aux changements climatiques, à laquelle elle contribue, afin de protéger les populations, les moyens d'existence et les écosystèmes, en tenant compte des besoins urgents et immédiats des pays en développement parties qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques.
3. Les efforts d'adaptation des pays en développement parties sont reconnus conformément aux modalités qui seront adoptées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, à sa première session.
4. Les Parties reconnaissent que l'adaptation, à l'heure actuelle et dans une large mesure, est une nécessité, que des niveaux d'atténuation plus élevés peuvent rendre moins nécessaires des efforts supplémentaires dans le domaine de l'adaptation, et que des niveaux d'adaptation plus élevés peuvent supposer des coûts d'adaptation plus importants.
5. Les Parties reconnaissent que l'action pour l'adaptation devrait suivre une démarche impulsée par les pays, sensible à l'égalité des sexes, participative et totalement transparente, prenant en considération les groupes, les communautés et les écosystèmes vulnérables, et devrait tenir compte et s'inspirer des meilleures données scientifiques disponibles et, selon qu'il convient, des connaissances traditionnelles, du

- savoir des peuples autochtones et des systèmes de connaissances locaux, en vue d'intégrer l'adaptation dans les politiques et les mesures socioéconomiques et environnementales pertinentes, s'il y a lieu.
6. Les Parties reconnaissent l'importance de l'appui et de la coopération internationale aux efforts d'adaptation et la nécessité de prendre en considération les besoins des pays en développement parties, notamment de ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques.
 7. Les Parties devraient intensifier leur coopération en vue d'améliorer l'action pour l'adaptation, compte tenu du Cadre de l'adaptation de Cancún, notamment afin :
 - a) D'échanger des renseignements, des bonnes pratiques, des expériences et des enseignements, y compris, selon qu'il convient, pour ce qui est des connaissances scientifiques, de la planification, des politiques et de la mise en œuvre relatives aux mesures d'adaptation;
 - b) De renforcer les dispositifs institutionnels, notamment ceux relevant de la Convention qui concourent à l'application du présent Accord, pour faciliter la synthèse des informations et des connaissances pertinentes et la fourniture d'un appui et de conseils techniques aux Parties;
 - c) D'améliorer les connaissances scientifiques sur le climat, y compris la recherche, l'observation systématique du système climatique et les systèmes d'alerte précoce, d'une manière qui soutienne les services climatiques et appuie la prise de décisions;
 - d) D'aider les pays en développement parties à recenser les pratiques efficaces et les besoins en matière d'adaptation, les priorités, l'appui fourni et l'appui reçu aux mesures et efforts d'adaptation, ainsi que les problèmes et les lacunes selon des modalités qui promeuvent les bonnes pratiques;
 - e) D'accroître l'efficacité et la pérennité des mesures d'adaptation.
 8. Les institutions et les organismes spécialisés des Nations Unies sont invités à appuyer les efforts des Parties visant à réaliser les mesures définies au paragraphe 7 du présent article, compte tenu des dispositions du paragraphe 5 du présent article.
 9. Chaque Partie entreprend, selon qu'il convient, des processus de planification de l'adaptation et met en œuvre des mesures qui consistent notamment à mettre en place ou à renforcer des plans, politiques et/ou contributions utiles, y compris en faisant intervenir :
 - a) La réalisation de mesures, d'annonces et/ou d'initiatives dans le domaine de l'adaptation;
 - b) Le processus visant à formuler et réaliser des plans nationaux d'adaptation;
 - c) L'évaluation des effets des changements climatiques et de la vulnérabilité à ces changements en vue de formuler des mesures prioritaires déterminées au niveau national, compte tenu des populations, des lieux et des écosystèmes vulnérables;
 - d) Le suivi et l'évaluation des plans, des politiques, des programmes et des mesures d'adaptation et les enseignements à retenir;
 - e) Le renforcement de la résilience des systèmes socioéconomiques et écologiques, notamment par la diversification économique et la gestion durable des ressources naturelles.
 10. Chaque Partie devrait, selon qu'il convient, présenter et actualiser périodiquement une communication sur l'adaptation, où pourront figurer ses priorités, ses besoins en matière de mise en œuvre et d'appui, ses projets et ses mesures, sans imposer de charge supplémentaire aux pays en développement parties.

11. La communication sur l'adaptation dont il est question au paragraphe 10 du présent article est, selon qu'il convient, soumise et actualisée périodiquement, intégrée à d'autres communications ou documents ou présentée parallèlement, notamment dans un plan national d'adaptation, dans une contribution déterminée au niveau national conformément au paragraphe 2 de l'article 3, et/ou dans une communication nationale.
12. La communication relative à l'adaptation mentionnée au paragraphe 10 du présent article est consignée dans un registre public tenu par le secrétariat.
13. Un appui international renforcé est fourni en permanence aux pays en développement parties aux fins de l'application des paragraphes 7, 9, 10 et 11 du présent article, conformément aux dispositions des articles 9, 10 et 11.
14. Le bilan mondial prévu à l'article 14 vise notamment à :
 - a) Prendre en compte les efforts d'adaptation des pays en développement parties;
 - b) Renforcer la mise en œuvre de mesures d'adaptation en tenant compte de la communication sur l'adaptation mentionnée au paragraphe 10 du présent article;
 - c) Examiner l'adéquation et l'efficacité de l'adaptation et de l'appui fourni en matière d'adaptation;
 - d) Examiner les progrès d'ensemble accomplis dans la réalisation de l'objectif mondial en matière d'adaptation énoncé au paragraphe 1 du présent article.

Article 8

1. Les Parties reconnaissent la nécessité d'éviter et de réduire au minimum les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, notamment les phénomènes météorologiques extrêmes et les phénomènes qui se manifestent lentement, et d'y remédier, ainsi que le rôle joué par le développement durable dans la réduction du risque de pertes et préjudices.
2. Le Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques est placé sous l'autorité de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris, dont il suit les directives, et peut être amélioré et renforcé conformément aux décisions de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris.
3. Les Parties devraient améliorer la compréhension, l'action et l'appui, notamment par le biais du Mécanisme international de Varsovie, selon que de besoin, dans le cadre de la coopération et de la facilitation, eu égard aux pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques;
4. En conséquence, les domaines de coopération et de facilitation visant à améliorer la compréhension, l'action et l'appui sont notamment les suivants :
 - a) Les systèmes d'alerte précoce;
 - b) La préparation aux situations d'urgence;
 - c) Les phénomènes qui se manifestent lentement;
 - d) Les phénomènes susceptibles de causer des pertes et préjudices irréversibles et permanents;
 - e) L'évaluation et la gestion complètes des risques;
 - f) Les dispositifs d'assurance dommages, la mutualisation des risques climatiques et les autres solutions en matière d'assurance;

- g) Les pertes autres que économiques;
 - h) La résilience des communautés, des moyens de subsistance et des écosystèmes.
5. Le Mécanisme international de Varsovie collabore avec les organes et groupes d'experts relevant de l'Accord, ainsi qu'avec les organisations et les organes d'experts compétents qui n'en relèvent pas.

Article 9

1. Les pays développés parties fournissent des ressources financières pour venir en aide aux pays en développement parties aux fins tant de l'atténuation que de l'adaptation dans la continuité de leurs obligations au titre de la Convention.
2. Les autres Parties sont invitées à fournir ou à continuer de fournir ce type d'appui à titre volontaire.
3. Dans le cadre d'un effort mondial, les pays développés parties devraient continuer de montrer la voie en mobilisant des moyens de financement de l'action climatique provenant d'un large éventail de sources, d'instruments et de filières, compte tenu du rôle notable que jouent les fonds publics, par le biais de diverses actions, notamment en appuyant des stratégies impulsées par les pays et en tenant compte des besoins et des priorités des pays en développement parties. Cette mobilisation de moyens de financement de l'action climatique devrait représenter une progression par rapport aux efforts antérieurs.
4. La fourniture de ressources financières accrues devrait viser à parvenir à un équilibre entre l'adaptation et l'atténuation, en tenant compte des stratégies impulsées par les pays et des priorités et besoins des pays en développement parties, notamment de ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques et dont les capacités sont très insuffisantes comme les pays les moins avancés, et les petits États insulaires en développement, eu égard à la nécessité de prévoir des ressources d'origine publique et sous forme de dons pour l'adaptation.
5. Les pays développés parties communiquent tous les deux ans des informations quantitatives et qualitatives à caractère indicatif ayant trait aux paragraphes 1 et 3 du présent article, selon qu'il convient, notamment, s'ils sont disponibles, les montants prévus des ressources financières publiques à accorder aux pays en développement parties. Les autres Parties qui fournissent des ressources sont invitées à communiquer ces informations tous les deux ans à titre volontaire.
6. Le bilan mondial prévu à l'article 14 prendra en compte les informations pertinentes communiquées par les pays développés parties et/ou les organes créés en vertu de l'Accord sur les efforts liés au financement de l'action climatique.
7. Les pays développés parties communiquent tous les deux ans des informations transparentes et cohérentes sur l'appui fourni aux pays en développement parties et mobilisé par des interventions publiques, conformément aux modalités, procédures et lignes directrices que la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris adoptera à sa première session, comme il est prévu au paragraphe 13 de l'article 13. Les autres Parties sont invitées à faire de même.
8. Le Mécanisme financier de la Convention, y compris ses entités fonctionnelles, remplit les fonctions de mécanisme financier du présent Accord.
9. Les institutions concourant à l'application du présent Accord, y compris les entités fonctionnelles du Mécanisme financier de la Convention, visent à garantir l'accès effectif aux ressources financières par le biais de procédures d'approbation simplifiées

et d'un appui renforcé à la préparation en faveur des pays en développement parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, dans le cadre de leurs stratégies et leurs plans nationaux relatifs au climat.

Article 10

1. Les Parties partagent une vision à long terme de l'importance qu'il y a à donner pleinement effet à la mise au point et au transfert de technologies de façon à accroître la résilience aux changements climatiques et à réduire les émissions de gaz à effet de serre.
2. Les Parties, notant l'importance de la technologie pour la mise en œuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation en vertu du présent Accord et prenant acte des efforts entrepris pour déployer et diffuser la technologie, renforcent l'action concertée concernant la mise au point et le transfert de technologies.
3. Le Mécanisme technologique créé en vertu de la Convention concourt à l'application du présent Accord.
4. Il est créé un cadre technologique chargé de donner des directives générales relatives aux travaux du Mécanisme technologique visant à promouvoir et faciliter une action renforcée en matière de mise au point et de transfert de technologies de façon à appuyer la mise en œuvre du présent Accord, aux fins de la vision à long terme mentionnée au paragraphe 1 du présent article.
5. Il est essentiel d'accélérer, d'encourager et de permettre l'innovation pour une riposte mondiale efficace à long terme face aux changements climatiques et au service de la croissance économique et du développement durable. Cet effort sera appuyé, selon qu'il convient, y compris par le Mécanisme technologique et, sous la forme de moyens financiers, par le Mécanisme financier de la Convention, afin de mettre en place des démarches concertées en matière de recherche-développement et de faciliter l'accès des pays en développement parties à la technologie, en particulier aux premiers stades du cycle technologique.
6. Un appui, financier notamment, est fourni aux pays en développement parties aux fins de l'application du présent article, y compris pour le renforcement d'une action concertée en matière de mise au point et de transfert de technologies à différents stades du cycle technologique, en vue de parvenir à un équilibre entre l'appui à l'atténuation et l'appui à l'adaptation. Le bilan mondial prévu à l'article 14 prend en compte les informations disponibles sur les activités d'appui à la mise au point et au transfert de technologies en faveur des pays en développement parties.

Article 11

1. Le renforcement des capacités au titre du présent Accord devrait contribuer à améliorer les aptitudes et les capacités des pays en développement parties, en particulier ceux qui ont les plus faibles capacités, tels que les pays les moins avancés, et ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques comme les petits États insulaires en développement, afin qu'ils puissent lutter efficacement contre les changements climatiques, notamment mettre en œuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation, et devrait faciliter la mise au point, la diffusion et le déploiement de technologies, l'accès à des moyens de financement de l'action climatique, les aspects pertinents de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation de la population, et la communication transparente et précise d'informations en temps voulu.

2. Le renforcement des capacités devrait être impulsé par les pays, prendre en compte et satisfaire les besoins nationaux et favoriser l'appropriation par les Parties, en particulier pour les pays en développement parties, notamment aux niveaux national, infranational et local. Il devrait s'inspirer des enseignements tirés de l'expérience, notamment des activités de renforcement des capacités menées dans le cadre de la Convention, et représenter un processus efficace, itératif, participatif, transversal et sensible à l'égalité des sexes.
3. Toutes les Parties devraient coopérer en vue d'accroître la capacité des pays en développement parties de mettre en œuvre le présent Accord. Les pays développés parties devraient étoffer l'appui apporté aux mesures de renforcement des capacités dans les pays en développement parties.
4. Toutes les Parties qui s'emploient à accroître la capacité des pays en développement parties de mettre en œuvre le présent Accord, y compris par des démarches régionales, bilatérales et multilatérales, font régulièrement connaître ces mesures ou initiatives de renforcement des capacités. Les pays en développement parties devraient régulièrement informer des progrès réalisés dans l'application de plans, politiques, initiatives ou mesures de renforcement des capacités visant à mettre en œuvre le présent Accord.
5. Les activités de renforcement des capacités sont étouffées par le biais de dispositifs institutionnels appropriés visant à appuyer la mise en œuvre du présent Accord, y compris les dispositifs institutionnels appropriés créés en application de la Convention qui concourent à l'application du présent Accord. À sa première session, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris examinera et adoptera une décision sur les dispositifs institutionnels initiaux relatifs au renforcement des capacités.

Article 12

Les Parties coopèrent en prenant, selon qu'il convient, des mesures pour améliorer l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques, compte tenu de l'importance que revêtent de telles mesures pour renforcer l'action engagée au titre du présent Accord.

Article 13

1. Afin de renforcer la confiance mutuelle et de promouvoir une mise en œuvre efficace, il est créé un cadre de transparence renforcé des mesures et de l'appui, assorti d'une certaine flexibilité, qui tient compte des capacités différentes des Parties et qui s'appuie sur l'expérience collective.
2. Le cadre de transparence accorde aux pays en développement parties qui en ont besoin, compte tenu de leurs capacités, une certaine flexibilité dans la mise en œuvre des dispositions du présent article. Les modalités, procédures et lignes directrices prévues au paragraphe 13 du présent article tiennent compte de cette flexibilité.
3. Le cadre de transparence s'appuie sur les dispositifs relatifs à la transparence prévus en vertu de la Convention et les renforce en tenant compte de la situation particulière des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, et doit être mis en œuvre d'une façon qui soit axée sur la facilitation, qui ne soit ni intrusive ni punitive, qui respecte la souveraineté nationale et qui évite d'imposer une charge excessive aux Parties.

4. Les dispositifs relatifs à la transparence prévus en vertu de la Convention, notamment les communications nationales, les rapports biennaux et les rapports biennaux actualisés, l'évaluation et l'examen au niveau international et les consultations et analyses internationales, font partie de l'expérience mise à profit pour l'élaboration des modalités, procédures et lignes directrices visées au paragraphe 13 du présent article.
5. Le cadre de transparence des mesures vise à fournir une image claire des mesures relatives aux changements climatiques à la lumière de l'objectif énoncé à l'article 2 de la Convention, notamment en éclairant et en suivant les progrès accomplis par chaque Partie en vue de s'acquitter de sa contribution déterminée au niveau national au titre de l'article 4 et de mettre en œuvre ses mesures d'adaptation au titre de l'article 7, notamment les bonnes pratiques, les priorités, les besoins et les lacunes, afin d'étayer le bilan mondial prévu à l'article 14.
6. Le cadre de transparence de l'appui vise à donner une image claire de l'appui fourni et de l'appui reçu par chaque Partie concernée dans le contexte des mesures prises à l'égard des changements climatiques au titre des articles 4, 7, 9, 10 et 11, et, dans la mesure du possible, une vue d'ensemble de l'appui financier global fourni, pour étayer le bilan mondial prévu à l'article 14.
7. Chaque Partie fournit régulièrement les informations ci-après :
 - a) Un rapport national d'inventaire des émissions anthropiques par les sources et des absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre, établi selon les méthodes constituant de bonnes pratiques adoptées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et convenues par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris;
 - b) Les informations nécessaires au suivi des progrès accomplis par chaque Partie dans la mise en œuvre et la réalisation de sa contribution déterminée au niveau national au titre de l'article 4.
8. Chaque Partie devrait communiquer des informations sur les effets des changements climatiques et sur l'adaptation à ces changements au titre de l'article 7, selon qu'il convient.
9. Les pays développés parties et les autres Parties qui apportent un appui devraient communiquer des informations sur l'appui fourni, sous la forme de ressources financières, d'un transfert de technologies et d'un renforcement des capacités, aux pays en développement parties au titre des articles 9, 10 et 11.
10. Les pays en développement parties devraient communiquer des informations sur l'appui dont ils ont besoin et qu'ils ont reçu, sous la forme de ressources financières, d'un transfert de technologies et d'un renforcement des capacités au titre des articles 9, 10 et 11.
11. Les informations communiquées par chaque Partie au titre des paragraphes 7 et 9 du présent article sont soumises à un examen technique par des experts, conformément à la décision 1/CP.21. Pour les pays en développement parties qui en ont besoin compte tenu de leurs capacités, le processus d'examen les aide à définir leurs besoins en matière de renforcement des capacités. En outre, chaque Partie participe à un examen multilatéral, axé sur la facilitation, des progrès accomplis conformément à l'article 9, ainsi que dans la mise en œuvre et la réalisation de sa contribution déterminée au niveau national.
12. L'examen technique par des experts prévu dans ce paragraphe porte sur l'appui fourni par la Partie concernée, selon qu'il convient, ainsi que sur la mise en œuvre et la réalisation de sa contribution déterminée au niveau national. Il met en évidence les

domaines se prêtant à des améliorations chez la Partie concernée et vérifie que les informations communiquées sont conformes aux modalités, procédures et lignes directrices visées au paragraphe 13 du présent article, compte tenu de la flexibilité accordée à la Partie concernée conformément au paragraphe 2 de cet article. Il prête une attention particulière aux capacités et situations nationales respectives des pays en développement parties.

13. À sa première session, en s'appuyant sur l'expérience tirée des dispositifs relatifs à la transparence prévus en vertu de la Convention, et en précisant les dispositions du présent article, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris adopte des modalités, des procédures et des lignes directrices communes, selon qu'il convient, aux fins de la transparence des mesures et de l'appui.
14. Un appui est fourni aux pays en développement aux fins de la mise en œuvre du présent article.
15. Un appui est également fourni pour renforcer en permanence les capacités des pays en développement parties en matière de transparence.

Article 14

1. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris fait périodiquement le bilan de la mise en œuvre du présent Accord afin d'évaluer les progrès collectifs accomplis dans la réalisation de l'objet du présent Accord et de ses buts à long terme (ci-après dénommé « bilan mondial »). Elle s'y emploie d'une manière globale, axée sur la facilitation, en prenant en considération l'atténuation, l'adaptation, les moyens de mise en œuvre et l'appui et en tenant compte de l'équité et des meilleures données scientifiques disponibles.
2. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris procède à son premier bilan mondial en 2023 et tous les cinq ans par la suite sauf si elle adopte une décision contraire.
3. Les résultats du bilan mondial éclairent les Parties dans l'actualisation et le renforcement de leurs mesures et de leur appui selon des modalités déterminées au niveau national, conformément aux dispositions pertinentes du présent Accord, ainsi que dans l'intensification de la coopération internationale pour l'action climatique.

Article 15

1. Il est institué un mécanisme pour faciliter la mise en œuvre et promouvoir le respect des dispositions du présent Accord et en promouvoir le respect.
2. Le mécanisme visé au paragraphe 1 est constitué d'un comité d'experts et axé sur la facilitation, et fonctionne d'une manière qui est transparente, non accusatoire et non punitive. Le comité accorde une attention particulière à la situation et aux capacités nationales respectives des Parties.
3. Le comité exerce ses activités selon les modalités et procédures arrêtées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à sa première session et lui rend compte chaque année.

Article 16

1. La Conférence des Parties, organe suprême de la Convention, agit comme réunion des Parties au présent Accord.

2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas parties au présent Accord peuvent participer en qualité d'observateurs aux travaux de toute session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord. Lorsque la Conférence des Parties agit comme réunion des Parties au présent Accord, les décisions prises au titre dudit Accord le sont uniquement par les Parties à l'Accord.
3. Lorsque la Conférence des Parties agit comme réunion des Parties au présent Accord, tout membre du Bureau de la Conférence des Parties représentant une Partie à la Convention mais qui, à ce moment-là, n'est pas partie au présent Accord est remplacé par un nouveau membre élu par les Parties à l'Accord parmi celles-ci.
4. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris fait régulièrement le point de la mise en œuvre du présent Accord et prend, dans les limites de son mandat, les décisions nécessaires pour en promouvoir la mise en œuvre effective. Elle exerce les fonctions qui lui sont conférées par le présent Accord et :
 - a) Elle crée les organes subsidiaires jugés nécessaires pour la mise en œuvre du présent Accord;
 - b) Elle exerce les autres fonctions qui peuvent se révéler nécessaires aux fins de la mise en œuvre du présent Accord.
5. Le règlement intérieur de la Conférence des Parties et les procédures financières appliquées au titre de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* au titre du présent Accord, sauf si la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris en décide autrement par consensus.
6. Le secrétariat convoque la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris à l'occasion de la première session de la Conférence des Parties prévue après l'entrée en vigueur du présent Accord. Les sessions ordinaires ultérieures de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris coïncideront avec les sessions ordinaires de la Conférence des Parties, à moins que la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris n'en décide autrement.
7. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris tient des sessions extraordinaires à tout autre moment lorsqu'elle le juge nécessaire ou si une Partie en fait la demande par écrit, à condition que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois qui suivent sa communication aux Parties par le secrétariat.
8. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout État membre d'une de ces organisations ou doté du statut d'observateur auprès de l'une d'elles qui n'est pas Partie à la Convention, peuvent être représentés aux sessions de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris en qualité d'observateurs. Tout organe ou organisme, national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, qui est compétent dans les domaines visés par le présent Accord et qui a fait savoir au secrétariat qu'il souhaitait être représenté en qualité d'observateur à une session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris peut y être admis en cette qualité à moins qu'un tiers au moins des Parties présentes n'y fassent objection. L'admission et la participation d'observateurs sont régies par le règlement intérieur visé au paragraphe 5 du présent article.

Article 17

1. Le secrétariat créé en application de l'article 8 de la Convention assure le secrétariat du présent Accord.
2. Le paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention relatif aux fonctions de secrétariat et le paragraphe 3 de ce même article concernant les dispositions voulues pour son fonctionnement s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Accord. Le secrétariat exerce en outre les fonctions qui lui sont confiées au titre du présent Accord et par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris.

Article 18

1. L'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre créés par les articles 9 et 10 de la Convention font office, respectivement, d'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et d'Organe subsidiaire de mise en œuvre du présent Accord. Les dispositions de la Convention relatives au fonctionnement de ces deux organes s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Accord. L'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en œuvre du présent Accord tiennent leur session en même temps que celles de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre de la Convention, respectivement.
2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas parties au présent Accord peuvent participer en qualité d'observateurs aux travaux de toute session des organes subsidiaires. Lorsque les organes subsidiaires agissent en tant qu'organes subsidiaires du présent Accord, les décisions au titre dudit Accord sont prises uniquement par les Parties à l'Accord.
3. Lorsque les organes subsidiaires créés par les articles 9 et 10 de la Convention exercent leurs fonctions dans un domaine qui relève du présent Accord, tout membre de leurs bureaux représentant une Partie à la Convention mais qui, à ce moment-là, n'est pas Partie au présent Accord est remplacé par un nouveau membre élu par les Parties à l'Accord et parmi celles-ci.

Article 19

1. Les organes subsidiaires ou les autres dispositifs institutionnels créés par la Convention ou qui en relèvent, autres que ceux mentionnés dans le présent Accord concourent à l'application du présent Accord sur décision de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris. Celle-ci précise les fonctions qu'exerceront lesdits organes ou dispositifs.
2. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris peut donner de nouvelles directives à ces organes subsidiaires et dispositifs institutionnels.

Article 20

1. Le présent Accord est ouvert à la signature et soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des États et des organisations d'intégration économique régionale qui sont parties à la Convention. Il sera ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 22 avril 2016 au 21 avril 2017 et sera ouvert à l'adhésion dès le lendemain du jour où il cessera d'être ouvert à la signature. Les

instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Dépositaire.

2. Toute organisation d'intégration économique régionale qui devient Partie au présent Accord sans qu'aucun de ses États membres y soit partie est liée par toutes les obligations découlant du présent Accord. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une organisation d'intégration économique régionale sont parties au présent Accord, cette organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives aux fins de l'exécution de leurs obligations au titre du présent Accord. En pareil cas, l'organisation et ses États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits découlant du présent Accord.
3. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations d'intégration économique régionale indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des questions régies par le présent Accord. En outre, ces organisations informent le Dépositaire, qui en informe à son tour les Parties, de toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

Article 21

1. Le présent Accord entre en vigueur le trentième jour qui suit la date du dépôt de leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion par 55 Parties à la Convention qui représentent au total au moins un pourcentage estimé à 55 % du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre.
2. Au seul fin du paragraphe 1 du présent article, on entend par « total des émissions mondiales de gaz à effet de serre » la quantité la plus récente communiquée le jour de l'adoption du présent Accord par les Parties à la Convention ou avant cette date.
3. À l'égard de chaque État ou organisation d'intégration économique régionale qui ratifie, accepte ou approuve l'Accord ou y adhère après que les conditions fixées au paragraphe 1 du présent article pour l'entrée en vigueur sont remplies, le présent Accord entre en vigueur le trentième jour suivant la date du dépôt par cet État ou cette organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
4. Aux fins du paragraphe 1 du présent article, tout instrument déposé par une organisation d'intégration économique régionale n'est pas compté en sus de ceux qui sont déposés par ses États membres.

Article 22

Les dispositions de l'article 15 de la Convention relatif à l'adoption d'amendements s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Accord.

Article 23

1. Les dispositions de l'article 16 de la Convention relatives à l'adoption et à l'amendement d'annexes de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Accord.
2. Les annexes du présent Accord font partie intégrante de celui-ci et, sauf disposition contraire expresse, toute référence au présent Accord constitue en même temps une référence à ses annexes. Celles-ci se limitent à des listes, formules et autres documents descriptifs de caractère scientifique, technique, procédural ou administratif.

Article 24

Les dispositions de l'article 14 de la Convention relatif au règlement des différends s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Accord.

Article 25

1. Chaque Partie dispose d'une voix, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article.
2. Dans les domaines de leur compétence, les organisations régionales d'intégration économique disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres qui sont Parties au présent Accord. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si l'un quelconque de leurs États membres exerce le sien, et inversement.

Article 26

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le Dépositaire du présent Accord.

Article 27

Aucune réserve ne peut être faite au présent Accord.

Article 28

1. À l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord à l'égard d'une Partie, cette Partie peut, à tout moment, le dénoncer par notification écrite adressée au Dépositaire.
2. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle le Dépositaire en reçoit notification, ou à toute date ultérieure pouvant être spécifiée dans ladite notification.
3. Toute Partie qui aura dénoncé la Convention sera réputée avoir dénoncé également le présent Accord.

Article 29

L'original du présent Accord, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

FAIT à Paris le douze décembre deux mille quinze

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.



Distr.: Limited
12 December 2015
Arabic
Original: English

الاتفاقية الإطارية بشأن تغير المناخ



مؤتمر الأطراف

الدورة الحادية والعشرون

باريس، من ٣٠ تشرين الثاني/نوفمبر إلى ١١ كانون الأول/ديسمبر ٢٠١٥

البند ٤ (ب) من جدول الأعمال

منهاج ديربان للعمل المعزز (المقرر ١/م أ-١٧)

اعتماد بروتوكول أو صك قانوني آخر أو وثيقة متفق عليها لها

قوة قانونية بموجب الاتفاقية تسري على جميع الأطراف

اعتماد اتفاق باريس

مقترح مقدم من الرئيس

مشروع المقرر -/م أ-٢١

إن مؤتمر الأطراف،

إذ يشير إلى المقرر ١/م أ-١٧ بشأن إنشاء الفريق العامل المخصص المعني بمنهاج ديربان

للعمل المعزز،

وإذ يشير أيضاً إلى المواد ٢، ٣، و ٤ من الاتفاقية،

وإذ يشير كذلك إلى المقررات ذات الصلة لمؤتمر الأطراف، ومنها المقررات ١/م أ-١٦،

و ٢/م أ-١٨، و ١/م أ-١٩، و ١/م أ-٢٠،

وإذ يرحب باعتماد قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة ١/٧٠ المعنون "تحويل عالمنا: خطة

التنمية المستدامة لعام ٢٠٣٠"، وبخاصة الهدف ١٣ منها، وباعتماد خطة عمل أديس أبابا

للمؤتمر الدولي الثالث لتمويل التنمية وباعتماد إطار سينداي للحد من مخاطر الكوارث،

وإذ يسلم بأن تغير المناخ يشكل خطراً داهماً على المجتمعات البشرية وكوكب الأرض

يُحتمل أن يكون لا رجعة فيه، وبالتالي يتطلب تعاون جميع البلدان على أوسع نطاق ممكن



ومشاركتها في إطار استجابة دولية فعالة ومناسبة بغية التعجيل بخفض انبعاثات غازات الدفيئة على الصعيد العالمي،

وإذ يسلم أيضاً بأنه لا مناص من تحقيق خفض كبير في الانبعاثات العالمية من أجل تحقيق الهدف النهائي للاتفاقية، وإذ يشدد على ضرورة الاستعجال في التصدي لتغير المناخ،

وإذ يقر بأن تغير المناخ شاغل مشترك للبشرية، وأن على الأطراف أن تقوم، عند اتخاذ الإجراءات الرامية إلى التصدي لتغير المناخ، باحترام وتعزيز ومراعاة التزاماتها بحقوق الإنسان، والحق في الصحة، وحقوق الشعوب الأصلية، والمجتمعات المحلية، والمهاجرين، والأطفال والأشخاص ذوي الإعاقة والأشخاص الموجودين في أوضاع هشّة، والحق في التنمية، فضلاً عن المساواة بين الجنسين وتمكين المرأة، والإنصاف بين الأجيال،

وإذ يقر أيضاً بالاحتياجات والشواغل المحددة للبلدان النامية الأطراف، الناشئة عن تأثير تنفيذ تدابير التصدي، ويشير، في هذا الصدد، إلى المقررات ٥/م-٧، و١/م-١٠، و١/م-١٦، و٨/م-١٧،

وإذ يؤكد بقلق شديد الحاجة الملحة إلى معالجة الفجوة الكبيرة الفاصلة بين الأثر الإجمالي لعود التخفيف التي تتعهد الأطراف بتحقيقها بحلول عام ٢٠٢٠ فيما يتصل بالانبعاثات السنوية العالمية من غازات الدفيئة ومسارات الانبعاثات الإجمالية التي تكفل الإبقاء على ارتفاع متوسط درجة الحرارة العالمية دون درجتين مئويتين فوق مستويات ما قبل العصر الصناعي، ومواصلة الجهود الرامية إلى الحد من ارتفاع درجة الحرارة عند ١,٥ درجة مئوية فوق مستويات ما قبل العصر الصناعي،

وإذ يؤكد أيضاً أن الطموح المعزز لما قبل ٢٠٢٠ يمكنه إرساء أساس متين للطموح المعزز لما بعد عام ٢٠٢٠،

وإذ يشدد على الحاجة الملحة للإسراع في تنفيذ الاتفاقية وبروتوكول كيوتو من أجل تعزيز مستوى الطموح لما قبل ٢٠٢٠،

وإذ يدرك الحاجة الملحة لقيام البلدان المتقدمة الأطراف بتعزيز توفير التمويل والتكنولوجيا ودعم بناء القدرات، بطريقة يمكن التنبؤ بها، بغية تمكين البلدان النامية الأطراف من العمل المعزز في الفترة ما قبل ٢٠٢٠،

وإذ يؤكد الفوائد الدائمة للعمل الطموح والمبكر، بما في ذلك تحقيق خفض كبير في تكلفة الجهود المستقبلية للتخفيف والتكيف،

وإذ يسلم بضرورة تعزيز عالمية الوصول إلى الطاقة المتجددة في البلدان النامية، ولا سيما في أفريقيا، عن طريق تعزيز نشر الطاقة المتجددة،

وإذ يوافق على دعم وتعزيز التعاون الإقليمي والدولي من أجل تعبئة العمل المناخي بصورة أقوى وأكثر طموحاً من قبل جميع الأطراف وأصحاب المصلحة من غير الأطراف، بما في ذلك المجتمع المدني والقطاع الخاص والمؤسسات المالية والمدن وغيرها من السلطات دون الوطنية، والمجتمعات المحلية والشعوب الأصلية،

أولاً - الاعتماد

- ١- يقرر اعتماد اتفاق باريس بموجب اتفاقية الأمم المتحدة الإطارية بشأن تغير المناخ (المشار إليه فيما يلي باسم "الاتفاق")، على النحو الوارد نصه في المرفق؛
- ٢- يطلب إلى الأمين العام للأمم المتحدة أن يكون وديع الاتفاق وأن يفتح باب التوقيع عليه في نيويورك، بالولايات المتحدة الأمريكية، في الفترة من ٢٢ نيسان/أبريل ٢٠١٦ إلى ٢١ نيسان/أبريل ٢٠١٧؛
- ٣- يدعو الأمين العام إلى عقد ملتقى رفيع المستوى لتوقيع الاتفاق في ٢٢ نيسان/أبريل ٢٠١٦؛
- ٤- يدعو أيضاً جميع الأطراف في الاتفاقية إلى توقيع الاتفاق أثناء الملتقى الذي سيعقده الأمين العام، أو في أقرب فرصة ممكنة لديها، كما يدعو كل طرف إلى أن يودع، في أقرب وقت ممكن، صكوك تصديقه على الاتفاق أو قبوله له أو موافقته عليه أو انضمامه إليه، حسب الاقتضاء؛
- ٥- يسلم بأنه يجوز للأطراف في الاتفاقية أن تطبق مؤقتاً جميع أحكام الاتفاق ريثما يدخل حيز النفاذ، ويطلب إلى الأطراف أن تخطر الوديع بأي تطبيق مؤقت من هذا القبيل؛
- ٦- يشير إلى إنهاء أعمال الفريق العامل المخصص المعني بمنهاج ديربان للعمل المعزز (فريق منهاج ديربان) وفقاً للفقرة ٤ من المقرر ١/م أ-١٧؛
- ٧- يقرر إنشاء الفريق العامل المخصص المعني باتفاق باريس (فريق اتفاق باريس) في إطار الترتيب ذاته المعمول به فيما يتعلق بانتخاب أعضاء مكتب فريق منهاج ديربان^(١)، مع تعديل ما يلزم تعديله؛
- ٨- يقرر أيضاً أن يعد فريق اتفاق باريس لدخول الاتفاق حيز النفاذ ولعقد الدورة الأولى لمؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس (مؤتمر الأطراف/اجتماع الأطراف في الاتفاق)؛

(١) حسب التأييد الوارد في الفقرة ٢ من المقرر ٢/م أ-١٨.

- ٩- يقرر كذلك الإشراف على تنفيذ برنامج العمل الناشئ عن الطلبات ذات الصلة الواردة في هذا المقرر؛
- ١٠- يطلب إلى فريق اتفاق باريس أن يقدم تقارير منتظمة إلى مؤتمر الأطراف عمّا يحرز من تقدم في عمله، وأن ينهي أعماله بحلول الدورة الأولى لمؤتمر الأطراف/اجتماع الأطراف في اتفاق باريس؛
- ١١- يقرر أن يعقد فريق اتفاق باريس دوراته ابتداءً من عام ٢٠١٦ بالتزامن مع دورات الهيئتين الفرعيتين للاتفاقية وأن يعد مشاريع مقررات يُوصى مؤتمر الأطراف/اجتماع الأطراف في اتفاق باريس عن طريق مؤتمر الأطراف بالنظر فيها واعتمادها في دورته الأولى؛

ثانياً- المساهمات المعتمدة المحددة وطنياً

- ١٢- يرحب بالمساهمات المعتمدة المحددة وطنياً التي بلغت عنها الأطراف وفقاً للفقرة ٢(ب) من المقرر ١/م أ-١٩؛
- ١٣- يدعو مجدداً جميع الأطراف التي لم تبلغ بعد الأمانة عن مساهماتها المعتمدة المحددة وطنياً إلى أن تفعل ذلك من أجل تحقيق هدف الاتفاقية المحدد في المادة ٢ في أقرب وقت ممكن وقبل انعقاد الدورة ٢٢ لمؤتمر الأطراف (تشرين الثاني/نوفمبر ٢٠١٦) بوقت كافٍ وبطريقة تيسر وضوح المساهمات المعتمدة المحددة وطنياً وشفافيتها وفهمها؛
- ١٤- يطلب إلى الأمانة أن تواصل نشر المساهمات المعتمدة المحددة وطنياً التي تبلغ عنها الأطراف في الموقع الشبكي للاتفاقية؛
- ١٥- يكرر ندائه إلى البلدان المتقدمة الأطراف والكيانات التشغيلية للآلية المالية، وأي منظمات أخرى قادرة على ذلك، أن تقدم الدعم من أجل إعداد وتبليغ المساهمات المعتمدة المحددة وطنياً الخاصة بالأطراف التي قد تحتاج إلى هذا الدعم؛
- ١٦- يحيط علماً بالتقرير التوليقي المتعلق بالأثر الإجمالي للمساهمات المعتمدة المحددة وطنياً المقدمة من الأطراف بحلول ١ تشرين الأول/أكتوبر ٢٠١٥، والوارد في الوثيقة FCCC/CP/2015/7؛
- ١٧- يلاحظ بقلق أن المستويات المقدرة الإجمالية لانبعاثات غازات الدفيئة في عامي ٢٠٢٥ و ٢٠٣٠ الناجمة عن المساهمات المعتمدة المحددة وطنياً لا تقع ضمن سيناريوهات ٢ درجة مئوية الأقل تكلفة وإنما تؤدي إلى توقع مستوى قدره ٥٥ جيغاطن في ٢٠٣٠، ويلاحظ أيضاً أن الوضع سيتطلب جهوداً في مجال خفض الانبعاثات أكبر بكثير من الجهود المرتبطة بالمساهمات المعتمدة المحددة وطنياً لإبقاء ارتفاع متوسط درجة الحرارة العالمية دون درجتين مئويتين فوق مستويات ما قبل العصر الصناعي بخفض الانبعاثات إلى ٤٠ جيغاطن أو ١,٥ درجة مئوية فوق مستويات

ما قبل العصر الصناعي بخفض الانبعاثات إلى مستوى يُحدّد فيما بعد في التقرير الخاص المشار إليه في الفقرة ٢١ أدناه؛

١٨- يلاحظ أيضاً، في هذا السياق، احتياجات التكيف التي أعربت عنها البلدان النامية الأطراف في مساهماتها المعتمدة المحددة وطنياً؛

١٩- يطلب إلى الأمانة أن تحدّث التقرير التوليقي المشار إليه في الفقرة ١٦ أعلاه ليشمل جميع المعلومات الواردة في المساهمات المعتمدة المحددة وطنياً المبلّغة من الأطراف عملاً بالمقرر ١/م-٢٠ بحلول ٤ نيسان/أبريل ٢٠١٦ وأن تتيحه بحلول ٢ أيار/مايو ٢٠١٦؛

٢٠- يقرر عقد حوار تيسيري بين الأطراف في ٢٠١٨ من أجل الوقوف على الجهود الجماعية التي تبذلها الأطراف فيما يتعلق بإحراز تقدم نحو تحقيق الهدف الطويل الأجل المشار إليه في الفقرة ١ من المادة ٤ من الاتفاق والإفادة في إعداد المساهمة المحددة وطنياً عملاً بالفقرة ٨ من المادة ٤ من الاتفاق؛

٢١- يدعو الهيئة الحكومية الدولية المعنية بتغير المناخ (هيئة المناخ) إلى أن تقدم تقريراً خاصاً في عام ٢٠١٨ عن آثار الاحترار العالمي بنسبة ١,٥ درجة مئوية فوق مستويات ما قبل العصر الصناعي وعن المسارات العالمية ذات الصلة لانبعاثات غازات الدفيئة؛

ثالثاً- المقررات اللازمة لإنفاذ الاتفاق

التخفيف

٢٢- يدعو الأطراف أن تقدم أول مساهماتها المحددة وطنياً في موعد لا يتجاوز موعد تقديم كل طرف لصك تصديقه على اتفاق باريس أو انضمامه إليه، أو موافقته عليه. وإذا بلغ طرف بمساهمة محددة وطنياً قبل الانضمام إلى الاتفاق، اعتُبر ذلك الطرف مستوفياً لهذا الحكم ما لم يقرر ذلك الطرف خلاف ذلك؛

٢٣- يحث الأطراف التي تشمل مساهمتها المعتمدة المحددة وطنياً عملاً بالمقرر ١/م-٢٠ إطاراً زمنياً يصل إلى عام ٢٠٢٥ على أن تبلغ بحلول ٢٠٢٠ عن مساهمة محددة وطنياً جديدة وأن تفعل ذلك كل خمس سنوات بعد ذلك عملاً بالفقرة ٩ من المادة ٤ من الاتفاق؛

٢٤- يطلب إلى تلك الأطراف التي تشمل مساهمتها المعتمدة المحددة وطنياً عملاً بالمقرر ١/م-٢٠ إطاراً زمنياً يصل إلى عام ٢٠٣٠ أن تبلغ عن هذه المساهمات أو تحدّثها بحلول عام ٢٠٢٠ وأن تفعل ذلك كل خمس سنوات بعد ذلك عملاً بالفقرة ٩ من المادة ٤ من الاتفاق؛

٢٥- يقرر أن تقدم الأطراف إلى الأمانة مساهماتها المحددة وطنياً المشار إليها في المادة ٤ من الاتفاق قبل فترة لا تقل عن ٩ أشهر - ١٢ شهراً من الدورة ذات الصلة لمؤتمر

الأطراف/اجتماع الأطراف في اتفاق باريس بهدف تيسير وضوح هذه المساهمات وشفافيتها وفهمها، بما في ذلك عن طريق تقرير توليفي تعده الأمانة؛

٢٦- يطلب إلى فريق اتفاق باريس أن يضع مزيداً من الإرشادات بشأن خصائص المساهمات المحددة وطنياً لينظر فيها مؤتمر الأطراف/اجتماع الأطراف في اتفاق باريس ويعتمدها في دورته الأولى؛

٢٧- يقرر أن المعلومات التي ستقدمها الأطراف في مساهماتها المحددة وطنياً، من أجل تيسير الوضوح والشفافية والفهم، يمكن أن تتضمن، حسب الاقتضاء، في جملة ما تتضمنه، معلومات كمية بشأن النقطة المرجعية (بما في ذلك سنة الأساس، حسب الاقتضاء)، والأطر الزمنية و/أو فترات التنفيذ والنطاق والتغطية، وعمليات التخطيط، والافتراضات، والمنهجيات، بما فيها تلك المتعلقة بتقدير وحساب انبعاثات غازات الدفيئة البشرية المنشأ، وحسب الاقتضاء، عمليات إزالتها، وإلى أي مدى يرى الطرف أن مساهمته المحددة وطنياً منصفة وطموحة، في ضوء ظروفه الوطنية، وكيف تساهم في تحقيق هدف الاتفاقية المبين في المادة ٢ منها؛

٢٨- يطلب إلى فريق اتفاق باريس أن يضع مزيداً من الإرشادات المتعلقة بالمعلومات التي ستقدمها الأطراف من أجل تيسير وضوح مساهماتها المحددة وطنياً وشفافيتها وفهمها لكي ينظر فيها مؤتمر الأطراف/اجتماع الأطراف في اتفاق باريس ويعتمدها في دورته الأولى؛

٢٩- يطلب أيضاً إلى الهيئة الفرعية للتنفيذ أن تضع طرائق وإجراءات لتشغيل واستخدام السجل العام المشار إليه في الفقرة ١٢ من المادة ٣ من الاتفاق، لكي ينظر فيه مؤتمر الأطراف/اجتماع الأطراف في اتفاق باريس ويعتمده في دورته الأولى؛

٣٠- يطلب كذلك إلى الأمانة أن تتيح سجلاً عاماً مؤقتاً في النصف الأول من عام ٢٠١٦ لتسجيل المساهمات المحددة وطنياً المقدمة وفقاً للمادة ٤ من الاتفاق، ريثما يعتمد مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس الطرائق والإجراءات المشار إليها في الفقرة ٢٩ أعلاه؛

٣١- يطلب إلى الفريق العامل المخصص المعني باتفاق باريس أن يبلور، بالاستناد إلى النهج المكرسة بموجب الاتفاقية والصكوك القانونية المتصلة بها، حسب الاقتضاء، إرشادات من أجل حساب مساهمات الأطراف المحددة وطنياً المشار إليها في الفقرة ١٣ من المادة ٤ من الاتفاق، لينظر فيها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في الاتفاق ويعتمدها في دورته الأولى، ما يضمن:

(أ) أن تقدم الأطراف معلومات عن الانبعاثات البشرية المنشأ وعمليات إزالتها وفقاً للمنهجيات وللمقاييس المشتركة التي خضعت لتقييم الهيئة الحكومية الدولية المعنية بتغير المناخ واعتمدها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس؛

(ب) أن تكفل الأطراف الاتساق المنهجي، بما في ذلك بشأن خطوط الأساس، بين إبلاغ وتنفيذ المساهمات المحددة وطنياً؛

(ج) أن تسعى الأطراف إلى إدراج جميع فئات الانبعاثات البشرية المنشأ أو عمليات إزالتها في مساهماتها المحددة وطنياً، وأن تواصل إدراج أي مصدر أو بالوعة أو نشاط بمجرد إدراجه أول مرة؛

(د) أن تقدم الأطراف إيضاحاً لسبب استبعاد أي فئات من الانبعاثات البشرية المنشأ وعمليات إزالتها؛

٣٢- يقرر أن تطبق الأطراف الإرشادات المشار إليها في الفقرة ٣١ أعلاه على المساهمات المحددة وطنياً الثانية واللاحقة، كما يقرر أنه يجوز للأطراف أن تختار تطبيق هذه الإرشادات على مساهماتها المحددة وطنياً الأولى؛

٣٣- يقرر أيضاً أن يستمر المنتدى المعني بتأثير تنفيذ تدابير التصدي، تحت رعاية الهيئتين الفرعيتين، وأن يخدم هذا الاتفاق؛

٣٤- يقرر كذلك أن توصي الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية والهيئة الفرعية للتنفيذ بطرائق عمل المنتدى المعني بتأثير تنفيذ تدابير التصدي وبرنامج عمله ومهامه، كي ينظر فيها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس ويعتمدها، لمعالجة آثار تنفيذ تدابير التصدي في إطار الاتفاق عن طريق تعزيز التعاون بين الأطراف في فهم آثار إجراءات التخفيف المنفذة بموجب الاتفاق وتعزيز تبادل المعلومات والتجارب وأفضل الممارسات بين الأطراف لزيادة قدرتها على تحمل هذه الآثار*؛

٣٦- يدعو الأطراف إلى إبلاغ الأمانة، في موعد أقصاه عام ٢٠٢٠، باستراتيجيات التنمية المنخفضة الانبعاثات الطويلة الأجل بحلول منتصف القرن وفقاً للفقرة ١٩ من المادة ٤، ويطلب إلى الأمانة أن تنشر في الموقع الشبكي للاتفاقية استراتيجيات التنمية المنخفضة الانبعاثات بالصيغة التي تقدمها الأطراف؛

٣٧- يطلب إلى الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية أن تضع الإرشادات المشار إليها في الفقرة ٢ من المادة ٦ من الاتفاق، وأن توصي مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس باعتمادها في دورته الأولى، بما يشمل إرشادات تكفل تفادي الحساب المزدوج عن طريق إجراء تعديل مواز من الأطراف لكل من انبعاثات غازات الدفيئة البشرية المنشأ من المصادر وعمليات الإزالة بواسطة البواليع التي تغطيها مساهماتها المحددة وطنياً بموجب الاتفاق؛

* حُذفت الفقرة ٣٥، وسيُعدّل ترقيم الفقرات اللاحقة والإحالات المرجعية إلى فقرات أخرى داخل الوثيقة في مرحلة لاحقة.

٣٨- يوصي مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس بأن يعتمد قواعد وطرائق وإجراءات خاصة بالآلية المنشأة بموجب الفقرة ٤ من المادة ٦ من الاتفاق، بالاستناد إلى ما يلي:

- (أ) المشاركة الطوعية المرخصة من كل طرف من الأطراف المعنية؛
 - (ب) المنافع الحقيقية والقابلة للقياس والطويلة الأجل المتصلة بتخفيف تغير المناخ؛
 - (ج) نطاقات محددة للأنشطة؛
 - (د) تخفيضات الانبعاثات التي تسجل علاوةً على أي تخفيضات تحدث فيما عدا ذلك؛
 - (هـ) التحقق وإصدار شهادات خفض الانبعاثات الناتجة عن أنشطة التخفيف التي تقوم بها الكيانات التشغيلية المعنية؛
 - (و) الخبرة المكتسبة في استخدام الآليات والنهج القائمة المعتمدة بموجب الاتفاقية والصكوك القانونية المتصلة بها والدروس المستفادة من هذا الاستخدام؛
- ٣٩- يطلب إلى الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية أن تضع قواعد وطرائق وإجراءات خاصة بالآلية المشار إليها في الفقرة ٣٨ أعلاه وأن توصي مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس بالنظر فيها واعتمادها في دورته الأولى؛
- ٤٠- يطلب أيضاً إلى الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية أن تضطلع ببرنامج عمل في إطار النهج غير السوقية إزاء التنمية المستدامة المشار إليها في الفقرة ٨ من المادة ٦ من الاتفاق، بغية النظر في الكيفية التي يمكن بها تعزيز الروابط وإيجاد أوجه تآزر بين مجموعة عناصر منها التخفيف والتكيف والتمويل ونقل التكنولوجيا وبناء القدرات، وفي سبل تيسير تنفيذ النهج غير السوقية وتنسيقها؛
- ٤١- يطلب كذلك إلى الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية أن توصي بمشروع مقرر بشأن برنامج العمل المشار إليه في الفقرة ٤٠ أعلاه، مع مراعاة الآراء التي تبديها الأطراف، كي ينظر فيه مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس ويعتمده في دورته الأولى؛

التكيف

- ٤٢- يطلب إلى لجنة التكيف وفريق الخبراء المعني بأقل البلدان نمواً أن يضعوا معاً طرائق للاعتراف بجهود التكيف التي تبذلها البلدان النامية الأطراف، مثلما جاء في الفقرة ٣ من المادة ٧ من الاتفاق، وأن يقدموا توصيات في هذا الشأن لكي ينظر فيها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس ويعتمدها في دورته الأولى؛

٤٣ - يطلب أيضاً إلى لجنة التكيف أن تقوم بما يلي، مع مراعاة ولايتها وخطة عملها الثانية التي تدوم ثلاث سنوات، وأن تقدم توصيات في هذا الشأن لكي ينظر فيها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس ويعتمدها في دورته الأولى:

(أ) أن تستعرض في عام ٢٠١٧ أعمال الترتيبات المؤسسية ذات الصلة بالتكيف بموجب الاتفاقية، من أجل تحديد السبل الكفيلة بتعزيز اتساق أعمالها، حسب الاقتضاء، لتلبية احتياجات الأطراف على نحو ملائم؛

(ب) أن تنظر في وضع منهجيات لتقييم احتياجات التكيف بغية مساعدة البلدان النامية، دون إلقاء عبء لا لزوم له على عاتقها؛

٤٤ - يدعو جميع وكالات الأمم المتحدة والمؤسسات المالية الدولية والإقليمية والوطنية ذات الصلة إلى تقديم معلومات بواسطة الأمانة إلى الأطراف عن الطريقة التي تدمج بها برامجها المتعلقة بالمساعدة الإنمائية وتمويل الأنشطة المتعلقة بتغير المناخ تدابير الوقاية من تغير المناخ والقدرة على تحمله؛

٤٥ - يطلب إلى الأطراف أن تعزز التعاون الإقليمي في مجال التكيف، حسب الاقتضاء، وأن تنشئ مراكز وشبكات إقليمية، حسب الضرورة، لا سيما في البلدان النامية، مع مراعاة الفقرة ١٣ من المقرر ١/م أ-١٦؛

٤٦ - يطلب أيضاً إلى لجنة التكيف وفريق الخبراء المعني بأقل البلدان نمواً أن يضعوا، بالتعاون مع اللجنة الدائمة المعنية بالتمويل والمؤسسات الأخرى المعنية، منهجيات ويقدموا توصيات إلى مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس لكي ينظر فيها ويعتمدها في دورته الأولى، للأغراض التالية:

(أ) اتخاذ الخطوات اللازمة لتيسير حشد الدعم من أجل التكيف في البلدان النامية في سياق الحد المتعلق بالمتوسط العالمي لزيادة درجات الحرارة المشار إليه في المادة ٢ من الاتفاق؛

(ب) استعراض مدى كفاية وفعالية التكيف والدعم المشار إليهما في الفقرة ١٤ (ج) من المادة ٧ من الاتفاق؛

٤٧ - يطلب كذلك إلى الصندوق الأخضر للمناخ أن يعجل بتقديم الدعم إلى أقل البلدان نمواً وغيرها من البلدان النامية الأطراف من أجل صياغة خطط التكيف الوطنية، بما يتسق مع المقررين ١/م أ-١٦ و ٥/م أ-١٧ ومن أجل القيام لاحقاً بتنفيذ السياسات العامة والمشاريع والبرامج التي تحددها هذه البلدان؛

الخسائر والأضرار

- ٤٨- يقرر مواصلة عمل آلية وارسو الدولية المعنية بالخسائر والأضرار المرتبطة بتأثيرات تغير المناخ بعد استعراضها في عام ٢٠١٦؛
- ٤٩- يطلب إلى اللجنة التنفيذية لآلية وارسو الدولية أن تنشئ مركزاً لتبادل المعلومات من أجل تحويل المخاطر يكون مستودعاً للمعلومات عن التأمين وتحويل المخاطر، من أجل تيسير جهود الأطراف الرامية إلى وضع استراتيجيات شاملة لإدارة المخاطر وتنفيذها؛
- ٥٠- يطلب أيضاً إلى اللجنة التنفيذية لآلية وارسو الدولية أن تنشئ، وفقاً لنظامها الداخلي وولايتها، فرقة عمل لإكمال عمل الهيئات ومجموعات الخبراء القائمة في إطار الاتفاقية، بما في ذلك لجنة التكيف وفريق الخبراء المعني بأقل البلدان نمواً، وكذا عمل المنظمات وهيئات الخبراء المعنية خارج إطار الاتفاقية، والاستفادة من عمل هذه الهيئات والمجموعات والمنظمات وإشراكها، حسب الاقتضاء، لوضع توصيات تتعلق بنهوج متكاملة لتجنب حالات التشرد المرتبطة بالآثار السلبية لتغير المناخ والتقليل منها قدر المستطاع والتصدي لها؛
- ٥١- يطلب كذلك إلى اللجنة التنفيذية لآلية وارسو الدولية أن تبدأ العمل، في اجتماعها القادم، على تفعيل الأحكام المشار إليها في الفقرتين ٤٩ و ٥٠ أعلاه، وأن تضمن تقريرها السنوي معلومات عن التقدم المحرز بهذا الشأن؛
- ٥٢- يوافق على أن المادة ٨ من الاتفاق لا تستتبع أي شكل من أشكال المسؤولية أو التعويض ولا يمكن اعتمادها أساساً لذلك؛

التمويل

- ٥٣- يقرر أن الموارد المالية المقدمة إلى البلدان النامية، في سياق تنفيذ الاتفاق، ينبغي أن تعزز تنفيذ سياساتها واستراتيجياتها وأنظمتها وخطط عملها وإجراءاتها المتعلقة بتغير المناخ في مجالي التخفيف والتكيف معاً، بحيث تسهم في تحقيق الغرض من هذا الاتفاق، بصيغته المحددة في المادة ٢؛
- ٥٤- يقرر أيضاً أن تسعى البلدان المتقدمة، وفقاً للفقرة ٣ من المادة ٩ من الاتفاق، إلى التمسك بهدفها الجماعي القائم في مجال تعبئة الأموال إلى غاية عام ٢٠٢٥ في سياق إجراءات التكيف المفيدة وشفافية التنفيذ؛ ويحدد مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس، قبل حلول عام ٢٠٢٥، هدفاً كمياً جماعياً جديداً عتبه ١٠٠ بليون دولار من دولارات الولايات المتحدة في السنة، مع مراعاة احتياجات البلدان النامية وأولوياتها؛
- ٥٥- يقر بأهمية الموارد المالية الكافية والتي يمكن التنبؤ بها، بما يشمل المدفوعات القائمة على النتائج، حسب الاقتضاء، من أجل تنفيذ النُهُج السياسية والحوافز الإيجابية لخفض الانبعاثات الناتجة عن إزالة الغابات وتدهورها، وبدور الحفاظ على الغابات وإدارتها المستدامة

وتعزيز مخزونات كربون الغابات؛ وكذلك بأهمية النُهُج السياسية البديلة، مثل نُهج التخفيف والتكيف المشتركة من أجل الإدارة المتكاملة والمستدامة للغابات؛ وفي الوقت نفسه يؤكد مجدداً أهمية المنافع غير الكربونية المرتبطة بهذه النُهُج؛ ويشجع تنسيق الدعم المقدم من جهات منها المصادر العامة والخاصة، الثنائية والمتعددة الأطراف، من مثل الصندوق الأخضر للمناخ والمصادر البديلة وفقاً للمقررات ذات الصلة الصادرة عن مؤتمر الأطراف؛

٥٦- يقرر أن يشرع، في دورته الثانية والعشرين، في عملية لتحديد المعلومات التي يتعين على الأطراف تقديمها وفقاً للفقرة ٥ من المادة ٩ من الاتفاق بغية تقديم توصية في هذا الشأن كي ينظر فيها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس ويعتمدها في دورته الأولى؛

٥٧- يقرر أيضاً كفالة أن تكون المعلومات المطلوبة وفقاً للفقرة ٧ من المادة ٩ من الاتفاق مقدمة وفقاً للطرائق، والإجراءات والمبادئ التوجيهية المشار إليها في الفقرة ٩٦ أدناه؛

٥٨- يطلب إلى الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية أن تضع طرائق لحساب الموارد المالية المقدمة والمعبأة عبر عمليات التدخل العامة وفقاً للفقرة ٧ من المادة ٩ من الاتفاق لكي ينظر فيها مؤتمر الأطراف في دورته الرابعة والعشرين (تشرين الثاني/نوفمبر ٢٠١٨)، بهدف تقديم توصية إلى مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس من أجل النظر فيها واعتمادها في دورته الأولى؛

٥٩- يقرر أن يخدم الاتفاق الصندوق الأخضر للمناخ ومرفق البيئة العالمية والكيانات المعنية بتشغيل الآلية المالية للاتفاقية، وكذلك صندوق أقل البلدان نمواً والصندوق الخاص لتغير المناخ اللذان يديرهما مرفق البيئة العالمية؛

٦٠- يسلم بأن صندوق التكيف يمكن أن يخدم الاتفاق، رهنأً بالمقررات ذات الصلة لمؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في بروتوكول كيوتو ومؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس؛

٦١- يدعو مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في بروتوكول كيوتو إلى النظر في القضية المشار إليها في الفقرة ٦٠ أعلاه وتقديم توصية إلى مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس في دورته الأولى؛

٦٢- يوصي أن يقدم مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس الإرشادات للكيانات المنوط بها تشغيل الآلية المالية للاتفاقية فيما يتعلق بالسياسات والأولويات البرنامجية ومعايير الأهلية ذات الصلة بالاتفاق لينشرها مؤتمر الأطراف؛

٦٣- يقرر أن تنطبق مع تعديل ما يلزم الإرشادات الموجهة للكيانات المنوطة بها عمليات الآلية المالية للاتفاقية الواردة في مقررات مؤتمر الأطراف ذات الصلة، بما فيها تلك المتفق عليها قبل اعتماد هذا الاتفاق؛

٦٤- يقرر/يضاً أن تخدم اللجنة الدائمة المعنية بالتمويل الاتفاق بما يتفق مع وظائفها ومسؤولياتها التي حددها مؤتمر الأطراف؛

٦٥- يحث المؤسسات التي تخدم هذا الاتفاق على تعزيز التنسيق وتقديم الموارد لدعم الاستراتيجيات التي توجهها البلدان من خلال إجراءات مبسطة وفعالة لتقديم الطلبات والموافقة، ومن خلال مواصلة دعم تأهب البلدان النامية الأطراف، بما في ذلك أقل البلدان نمواً والدول الجزرية الصغيرة النامية، حسب الاقتضاء؛

تطوير التكنولوجيا ونقلها

٦٦- يحيط علماً بالتقرير المرحلي للجنة التنفيذية المعنية بالتكنولوجيا بشأن الإرشادات المتعلقة بالتنفيذ المعزز لنتائج عمليات تقييم الاحتياجات التكنولوجية على النحو المشار إليه في الوثيقة FCCC/SB/2015/INF.3؛

٦٧- يقرر تعزيز الآلية التكنولوجية ويطلب إلى اللجنة التنفيذية المعنية بالتكنولوجيا ومركز وشبكة تكنولوجيا المناخ أن يضطلعوا، في دعمهما لتنفيذ الاتفاق، بمزيد من الأعمال المتصلة بأمور منها ما يلي:

(أ) إجراء بحوث في مجال التكنولوجيا وتطويرها ونشرها؛

(ب) تطوير وتعزيز القدرات والتكنولوجيات المحلية؛

٦٨- يطلب إلى الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية أن تشرع، في دورتها الرابعة والأربعين (أيار/مايو ٢٠١٦)، في وضع الإطار التكنولوجي المنشأ بموجب الفقرة ٤ من المادة ١٠ من الاتفاق وأن تقدم تقريراً عن استنتاجاتها إلى مؤتمر الأطراف، لكي يقدم مؤتمر الأطراف توصية بشأن هذا الإطار إلى مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس للنظر فيه في دورته الأولى واعتماده، مع مراعاة ضرورة أن ييسر الإطار جملة أمور منها ما يلي:

(أ) تعهد وتحديث عمليات تقييم الاحتياجات التكنولوجية، وكذلك التنفيذ المعزز لنتائجها، وخاصة خطط العمل وأفكار المشاريع المتعلقة بالتكنولوجيا، من خلال إعداد مشاريع مقبولة لدى المصارف؛

(ب) تقديم دعم مالي وتقني معزز لتنفيذ نتائج عمليات تقييم الاحتياجات التكنولوجية؛

(ج) عمليات تقييم التكنولوجيات الجاهزة لنقلها؛

(د) تعزيز البيئات المواتية لرفع الحواجز التي تعترض تطوير التكنولوجيات السليمة اجتماعياً وبيئياً ونقلها؛

٦٩- يقرر أن تقدم اللجنة التنفيذية المعنية بالتكنولوجيا ومركز وشبكة تكنولوجيا المناخ إلى مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس، عن طريق الهيئتين الفرعيتين، تقارير بشأن أنشطتهما لدعم تنفيذ الاتفاق؛

٧٠- يقرر أيضاً إجراء تقييم دوري لفعالية وكفاية الدعم المقدم إلى آلية التكنولوجيا لدعم تنفيذ الاتفاق بشأن المسائل المتصلة بتطوير التكنولوجيا ونقلها؛

٧١- يطلب إلى الهيئة الفرعية للتنفيذ أن تشرع، في دورتها الرابعة والأربعين، في وضع نطاق وطرائق التقييم الدوري المشار إليه في الفقرة ٧٠ أعلاه، مع مراعاة الاستعراض الذي يجريه مركز وشبكة تكنولوجيا المناخ على النحو المشار إليه في الفقرة ٢٠ من المرفق السابع للمقرر ٢/م أ-١٧ وطرائق استخلاص الحصيلة العالمية المشار إليها في المادة ١٤ من الاتفاق، لكي ينظر فيها مؤتمر الأطراف في دورته الخامسة والعشرين ويعتمدها (تشرين الثاني/نوفمبر ٢٠١٩)؛

بناء القدرات

٧٢- يقرر إنشاء لجنة باريس المعنية ببناء القدرات التي سيتمثل هدفها في معالجة الثغرات والاحتياجات، الحالية والناشئة على حد سواء، في مجال تنفيذ أنشطة بناء القدرات في البلدان النامية الأطراف وزيادة تعزيز جهود بناء القدرات، بما في ذلك الجهود المبذولة فيما يتصل بتحقيق الاتساق والتنسيق في أنشطة بناء القدرات في إطار الاتفاقية؛

٧٣- يقرر أيضاً أن تدير لجنة باريس المعنية ببناء القدرات خطة العمل المشار إليها في الفقرة ٧٤ أدناه وتشرف عليها؛

٧٤- يقرر كذلك إطلاق خطة عمل للفترة ٢٠١٦-٢٠٢٠ تشمل الأنشطة التالية:

(أ) تقييم الكيفية التي يمكن بها زيادة التأزر عن طريق التعاون وتفاذي الازدواجية فيما بين الهيئات الحالية المنشأة بموجب الاتفاقية التي تنفذ أنشطة بناء القدرات، بما في ذلك عن طريق التعاون مع المؤسسات في إطار الاتفاقية وخارجها؛

(ب) تحديد الثغرات والاحتياجات في القدرات والتوصية بسبل سدها؛

(ج) التشجيع على تطوير ونشر أدوات ومنهجيات لتنفيذ أنشطة بناء القدرات؛

(د) تعزيز التعاون على الصعيد العالمي والإقليمي والوطني ودون الوطني؛

(هـ) تحديد وجمع أفضل الممارسات والتحديات والتجارب والدروس المستفادة من العمل الذي تضطلع به الهيئات المنشأة بموجب الاتفاقية في مجال بناء القدرات؛

(و) استكشاف الكيفية التي يمكن بها للبلدان النامية الأطراف أن تأخذ على عاتقها مسألة بناء القدرات والحفاظ عليها مع مرور الوقت واتساع الرقعة؛

(ز) تحديد فرص تعزيز القدرات على المستوى الوطني والإقليمي ودون الوطني؛

(ح) تعزيز الحوار والتنسيق والتعاون والاتساق فيما بين العمليات والمبادرات ذات الصلة المندرجة في إطار الاتفاقية، بوسائل منها تبادل المعلومات بشأن أنشطة بناء القدرات واستراتيجيات الهيئات المنشأة بموجب الاتفاقية؛

(ط) تقديم إرشادات إلى الأمانة بشأن تعهد وزيادة تطوير بوابة بناء القدرات على شبكة الإنترنت؛

٧٥- يقرر أن تركز لجنة باريس المعنية ببناء القدرات سنوياً على مجال أو موضوع ذي صلة بتحسين التبادل التقني في مجال بناء القدرات، بغرض الحفاظ على معارف محدثة عن نجاحات وتحديات بناء القدرات بفعالية في مجال بعينه؛

٧٦- يطلب إلى الهيئة الفرعية للتنفيذ أن تنظم اجتماعات سنوية للجنة باريس المعنية ببناء القدرات أثناء انعقاد الدورات؛

٧٧- يطلب أيضاً إلى الهيئة الفرعية للتنفيذ أن تضع صلاحيات لجنة باريس المعنية ببناء القدرات في سياق الاستعراض الشامل الثالث لتنفيذ إطار بناء القدرات، مع مراعاة الفقرات ٧٥ و ٧٦ و ٧٧ و ٧٨ أعلاه والفقرتين ٨٢ و ٨٣ أدناه، وذلك بهدف التوصية بمشروع مقرر بشأن هذه المسألة لينظر فيه مؤتمر الأطراف في دورته الثانية والعشرين ويعتمده؛

٧٨- يدعو الأطراف إلى أن تقدم آراءها بشأن عضوية لجنة باريس المعنية ببناء القدرات بحلول ٩ آذار/مارس ٢٠١٦^(٢)؛

٧٩- يطلب إلى الأمانة أن تجمع المعلومات المشار إليها في الفقرة ٧٨ أعلاه في وثيقة متفرقات لتنظر فيها الهيئة الفرعية للتنفيذ في دورتها الرابعة والأربعين؛

٨٠- يقرر أن تشمل المدخلات المقدمة إلى لجنة باريس المعنية ببناء القدرات، في جملة ما تشمل، المساهمات، ونتائج الاستعراض الشامل الثالث لتنفيذ إطار بناء القدرات، والتقارير التوليفي السنوي للأمانة بشأن تنفيذ إطار بناء القدرات في البلدان النامية، والتقارير التجميعي والتوليفي للأمانة بشأن عمل الهيئات المنشأة بموجب الاتفاقية وبرتوكول كيوتو الملحق بها في مجال بناء القدرات، والتقارير المتعلقة بمنتدى ديربان وبوابة بناء القدرات؛

٨١- يطلب إلى لجنة باريس المعنية ببناء القدرات أن تعد تقارير مرحلية تقنية سنوية وتتيح هذه التقارير في دورات الهيئة الفرعية للتنفيذ التي تعقد بالتزامن مع دورات مؤتمر الأطراف؛

(٢) على الأطراف أن تقدم آراءها باستخدام بوابة تقديم المعلومات في العنوان التالي: <<http://www.unfccc.int/5900>>.

٨٢- يطلب أيضاً إلى مؤتمر الأطراف أن يستعرض، في دورته الخامسة والعشرين (تشرين الثاني/نوفمبر ٢٠١٩)، التقدم الذي أحرزته لجنة باريس المعنية ببناء القدرات والحاجة إلى تمديد ولايتها ومدى فعاليتها وتعزيزها، وأن يتخذ أي إجراءات يراها مناسبة بهدف تقديم توصيات بشأن تعزيز الترتيبات المؤسسية لبناء القدرات إلى مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس في دورته الأولى، بما يتماشى مع الفقرة ٥ من المادة ١١ من الاتفاق؛

٨٣- يدعو جميع الأطراف إلى أن تكفل مراعاة التعليم والتدريب والتوعية العامة، على النحو الوارد في المادة ٦ من الاتفاقية وفي المادة ١٢ من الاتفاق، مراعاة كافية في مساهمتها الرامية إلى بناء القدرات؛

٨٤- يدعو مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس إلى أن يستكشف، في دورته الأولى، السبل الكفيلة بتعزيز تنفيذ أنشطة التدريب وتوعية الجمهور ومشاركته ووصوله إلى المعلومات، من أجل تعزيز الإجراءات الواردة في هذا الاتفاق؛

شفافية العمل والدعم

٨٥- يقرر إنشاء مبادرة بناء القدرات من أجل الشفافية بغية بناء القدرات المؤسسية والتقنية، لما قبل عام ٢٠٢٠ وما بعده. وستدعم هذه المبادرة البلدان النامية الأطراف، بناء على طلبها، في استيفاء متطلبات الشفافية المعززة المحددة في المادة ١٣ من الاتفاق في الوقت المناسب؛

٨٦- يقرر أيضاً أن تهدف مبادرة بناء القدرات من أجل الشفافية إلى:

- (أ) تعزيز المؤسسات الوطنية في الأنشطة المتعلقة بالشفافية وفقاً للأولويات الوطنية؛
- (ب) توفير ما يلزم من أدوات وتدريب ومساعدة للوفاء بالأحكام المنصوص عليها في المادة ١٣ من الاتفاق؛

(ج) المساعدة على تحسين الشفافية بمرور الزمن؛

٨٧- يحث ويطلب إلى مرفق البيئة العالمية أن يضع الترتيبات اللازمة لدعم إنشاء مبادرة بناء القدرات من أجل الشفافية وتشغيلها، باعتبار ذلك من مقتضى الإبلاغ ذي الأولوية، بسبل تشمل تقديم مساهمات طوعية لدعم البلدان النامية في الجولة السادسة والجولات التالية لتجديد موارد مرفق البيئة العالمية، لاستكمال الدعم القائم المقدم في إطار المرفق؛

٨٨- يقرر تقييم مدى تنفيذ مبادرة بناء القدرات من أجل الشفافية في سياق الاستعراض السابع للآلية المالية؛

٨٩- يطلب إلى مرفق البيئة العالمية، باعتباره هيئة تشغيلية تابعة للآلية المالية، أن يدرج في تقريره السنوي الذي يقدمه إلى مؤتمر الأطراف، اعتباراً من عام ٢٠١٦، معلومات عن التقدم في عمل تصميم ووضع وتنفيذ مبادرة بناء القدرات من أجل الشفافية المشار إليها في الفقرة ٨٥ أعلاه؛

٩٠- يقرر أن تُمنح البلدان النامية، عملاً بالفقرة ٢ من المادة ١٣ من الاتفاق، المرونة في تنفيذ أحكام تلك المادة، لا سيما فيما يتعلق بنطاق ووتيرة ومستوى تفاصيل الإبلاغ، وطبيعة ونطاق الاستعراض، الذي يمكن أن يتوخى أن تكون الاستعراضات القطرية اختيارية. وتؤخذ أوجه المرونة هذه في الاعتبار لدى وضع الطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية المشار إليها في الفقرة ٩٢ أدناه؛

٩١- يقرر أيضاً أن تقدم جميع الأطراف، باستثناء الأطراف من أقل البلدان نمواً والدول الجزرية الصغيرة النامية، المعلومات المشار إليها في الفقرات ٧ و ٨ و ٩ و ١٠ من المادة ١٣، حسب الاقتضاء، بوتيرة لا تقل عن مرة واحدة كل سنتين، وأنه بإمكان الأطراف من أقل البلدان نمواً والدول الجزرية الصغيرة النامية أن تقدم هذه المعلومات، وفق تقديرها؛

٩٢- يطلب أيضاً إلى الفريق العامل المخصص المعني باتفاق باريس وضع توصيات بشأن الطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية وفقاً للفقرة ١٣ من المادة ١٣ من الاتفاق، وتحديد سنة عملية استعراضها وتحديثها الأولى وعمليات الاستعراض والتحديث اللاحقة، حسب الاقتضاء، على فترات منتظمة، كي ينظر فيها مؤتمر الأطراف في دورته الرابعة والعشرين، بغية إحالتها إلى مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس لإقرارها في دورته الأولى؛

٩٣- يطلب أيضاً إلى الفريق العامل المخصص المعني باتفاق باريس أن يأخذ في اعتباره، لدى وضع التوصيات بشأن الطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية المشار إليها في الفقرة ٩٨ أعلاه، جملة أمور منها ما يلي:

- (أ) أهمية تيسير تحسين الإبلاغ والشفافية بمرور الزمن؛
- (ب) ضرورة إتاحة المرونة للبلدان النامية الأطراف التي هي في حاجة إليها في ضوء ما تتمتع به من قدرات؛
- (ج) ضرورة تعزيز الشفافية والدقة والاكتمال والاتساق وقابلية المقارنة؛
- (د) ضرورة تفادي ازدواجية وكذلك الأعباء التي لا لزوم لها على الأطراف وعلى الأمانة؛
- (هـ) ضرورة ضمان احتفاظ الأطراف على الأقل على وتيرة ونوعية الإبلاغ وفقاً للالتزامات كل طرف بموجب الاتفاقية؛
- (و) ضرورة ضمان تفادي الحساب المزدوج؛
- (ز) ضرورة ضمان السلامة البيئية؛

٩٤- يطلب كذلك إلى الفريق العامل المخصص المعني باتفاق باريس أن يستند، لدى وضع الطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية المشار إليها في الفقرة ٩٢ أعلاه، إلى التجارب المكتسبة من العمليات ذات الصلة الجارية في إطار الاتفاقية وأخذ غيرها من العمليات بعين الاعتبار؛

- ٩٥- يطلب أيضاً إلى الفريق العامل المخصص المعني باتفاق باريس النظر، لدى وضع الطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية المشار إليها في الفقرة ٩٢ أعلاه، في جملة أمور منها:
- (أ) أصناف المرونة المتاحة للبلدان النامية الأطراف التي هي في حاجة إليها في ضوء ما تتمتع به من قدرات؛
- (ب) الاتساق بين المنهجية التي أبلغ عنها في المساهمة المحددة وطنياً ومنهجية الإبلاغ عن التقدم المحرز في سبيل تحقيق فرادى الأطراف مساهمتها المحددة وطنياً؛
- (ج) إبلاغ الأطراف عن خطة ومخطط التكيف بما في ذلك، إذا كان ذلك مناسباً، خططها الوطنية للتكيف، بغية القيام مجتمعةً بتبادل المعلومات والدروس المستفادة؛
- (د) الدعم المقدم، مع تحسين تقديم الدعم من أجل التكيف والتخفيف على السواء، من خلال جملة أمور تشمل الأشكال الجدولية الموحدة للإبلاغ عن الدعم، ومراعاة المسائل التي نظرت فيها الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية بشأن منهجيات الإبلاغ عن المعلومات المالية، وتعزيز تقارير البلدان النامية عن الدعم المتلقى، بما في ذلك استخدامه وتأثيره والنتائج المتوقعة منه؛
- (هـ) المعلومات الواردة في تقييمات فترات السنتين والتقارير الأخرى التي تضعها اللجنة الدائمة المعنية بالتمويل والهيئات الأخرى المعنية المندرجة في إطار الاتفاقية؛
- (و) معلومات عن الأثر الاجتماعي والاقتصادي الذي تخلفه تدابير التصدي؛
- ٩٦- يطلب أيضاً إلى الفريق العامل المخصص المعني باتفاق باريس أن يعمل، لدى وضع الطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية المشار إليها في الفقرة ٩٢ أعلاه، على تعزيز شفافية الدعم المطلوبة وفقاً للمادة ٩ من الاتفاق؛
- ٩٧- يطلب كذلك إلى الفريق العامل المخصص في اتفاق باريس الإبلاغ عن تقدم الأعمال بشأن الطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية المشار إليها في الفقرة ٩٢ أعلاه في الدورات المقبلة لمؤتمر الأطراف والانتهاء من هذا الأعمال في موعد لا يتجاوز عام ٢٠١٨؛
- ٩٨- يقرر أن تُطبّق الطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية التي وُضعت في إطار الفقرة ٩٢ أعلاه بمجرد بدء سريان مفعول اتفاق باريس؛
- ٩٩- يقرر أيضاً أن تستند الطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية لهذا الإطار الخاص بالشفافية إلى نظام القياس والإبلاغ والتحقق وأن تحل في نهاية المطاف محل هذا النظام، المنشأ بموجب الفقرات من ٤٠ إلى ٤٧ والفقرات من ٦٠ إلى ٦٤ من المقرر ١/م أ-١٦ والفقرات من ١٢ إلى ٦٢ من المقرر ٢/م أ-١٧، فور تقديم التقارير النهائية لفترة السنتين والتقارير المحدثة لفترة السنتين؛

الحصيلة العالمية

١٠٠- يطلب إلى الفريق العامل المخصص المعني باتفاق باريس أن يحدد مصادر المدخلات للحصيلة العالمية المشار إليها في المادة ١٤ من الاتفاق وتقديم تقرير إلى مؤتمر الأطراف لكي يقدم مؤتمر الأطراف توصية إلى مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس كي ينظر فيها ويعتمدها في دورته الأولى، ومن ذلك على سبيل المثال لا الحصر:

(أ) معلومات عن:

١' الأثر الإجمالي للمساهمات المحددة وطنياً التي بلغت عنها الأطراف؛

٢' حالة جهود التكيف والدعم والتجارب والأوليات، كما ترد في البلاغات المشار إليها في الفقرتين ١٠ و ١١ من المادة ٧ من الاتفاق، وفي التقارير المشار إليها في الفقرة ٧ من المادة ١٣ من الاتفاق؛

٣' حشد وتقديم الدعم؛

(ب) آخر التقارير الصادرة عن الهيئة الحكومية الدولية المعنية بتغير المناخ؛

(ج) تقارير الهيئتين الفرعيتين؛

١٠١- يطلب أيضاً إلى الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية أن تسدي المشورة بشأن الكيفية التي يمكن بها أن تصب تقييمات الهيئة الحكومية الدولية المعنية بتغير المناخ في استخلاص الحصيلة العالمية لتنفيذ الاتفاق عملاً بالمادة ١٤ من الاتفاق وأن تقدم تقريراً عن هذه المسألة إلى الفريق العامل المخصص المعني باتفاق باريس في دورته الثانية؛

١٠٢- يطلب كذلك إلى الفريق العامل المخصص المعني باتفاق باريس أن يضع طرائق لاستخلاص الحصيلة العالمية المشار إليها في المادة ١٤ من الاتفاق ويقدم تقريراً عنها إلى مؤتمر الأطراف لكي يقدم توصية بذلك إلى مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس للنظر فيها واعتمدها في دورته الأولى؛

تيسير التنفيذ والامثال

١٠٣- يقرر أن تتألف اللجنة المشار إليها في الفقرة ٢ من المادة ١٥ من الاتفاق من ١٢ عضواً ذوي كفاءات معترف بها في مجالات علمية أو تقنية أو اجتماعية - اقتصادية أو قانونية ذات صلة ينتخبهم مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس على أساس التمثيل الجغرافي العادل، مع كون عضوين من كل واحدة من المجموعات الإقليمية الخمس في الأمم المتحدة وعضو واحد من كل من الدول الجزرية الصغيرة النامية وأقل البلدان نمواً، مع مراعاة هدف التوازن الجنساني؛

١٠٤- يطلب إلى الفريق العامل المخصص المعني باتفاق باريس أن يضع الطرائق والإجراءات اللازمة لفعالية سير عمل اللجنة المشار إليها في الفقرة ٢ من المادة ١٥ من الاتفاق، حتى يستكمل الفريق العامل المخصص المعني باتفاق باريس عمله بشأن هذه الطرائق والإجراءات كي ينظر فيها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس ويعتمدها في دورته الأولى؛

أحكام ختامية

١٠٥- يطلب أيضاً إلى الأمانة أن تعمل، لأغراض المادة ٢١ من الاتفاق حصراً، على أن تتيح على موقعها على الإنترنت في تاريخ إقرار الاتفاق وكذلك في تقرير مؤتمر الأطراف في دورته الحادية والعشرين، معلومات عن أحدث مجموع ونسبة انبعاثات غازات الدفيئة التي بلغت عنها الأطراف في الاتفاقية في بلاغاتها الوطنية، أو في تقارير جرد انبعاثات غازات الدفيئة، أو تقارير فترة السنتين، أو تقارير فترة السنتين المحدثة؛

رابعاً- تحسين العمل في فترة ما قبل عام ٢٠٢٠

١٠٦- يعقد العزم على كفالة بذل أقصى قدر ممكن من جهود التخفيف في فترة ما قبل عام ٢٠٢٠، بإجراءات تشمل ما يلي:

(أ) حث جميع أطراف بروتوكول كيوتو التي لم تصدق بعد على تعديل الدوحة لبروتوكول كيوتو على أن تصدق عليه وتنفذه؛

(ب) حث جميع الأطراف التي لم تقدم تعهداً بعد في مجال التخفيف في إطار اتفاقات كانكون، على أن تقدمه وتنفذه؛

(ج) إعادة تأكيد العزم المعرب عنه في الفقرتين ٣ و ٤ من مقرره ١/م أ-١٩ على تسريع التنفيذ الكامل للمقررات التي تجسد النتائج المتفق عليها بموجب المقرر ١/م أ-١٣ وتعزيز مستوى الطموح في فترة ما قبل عام ٢٠٢٠ لضمان بذل جميع الأطراف أعلى مستوى ممكن من جهود التخفيف في إطار الاتفاقية؛

(د) دعوة البلدان النامية الأطراف التي لم تقدم أولى تقاريرها المحدثة لفترة السنتين إلى أن تفعل ذلك في أقرب وقت ممكن؛

(هـ) حث جميع الأطراف على المشاركة في الوقت المناسب في عمليات القياس والإبلاغ والتحقق القائمة في إطار اتفاقات كانكون، لتبيان ما تحرزه من تقدم في تنفيذ تعهداتها في مجال التخفيف؛

١٠٧- يشجع الأطراف على الترويج لدى الجهات ذات المصلحة من الأطراف وغير الأطراف لإلغائها الطوعي لوحدة الانبعاثات، مع تفادي ازدواجية حساب الوحدات الصادرة

في إطار بروتوكول كيوتو، بما في ذلك وحدات خفض الانبعاثات المعتمد الصالحة لفترة الالتزام الثانية؛

١٠٨- بحث الأطراف المضيفة والمشتريّة على أن تبّلع بشفافية عن نتائج التخفيف المنقولة دولياً، بما في ذلك النتائج المستخدمة للوفاء بالوعود الدولية، ووحدات الانبعاثات الصادرة في إطار بروتوكول كيوتو من أجل تعزيز السلامة البيئية وتفاذي الازدواجية في الحساب؛

١٠٩- يعترف بالقيمة الاجتماعية والاقتصادية والبيئية لإجراءات التخفيف الطوعية ومنافعها المشتركة للتكيف والصحة والتنمية المستدامة؛

١١٠- يعقد العزم على أن يعزز، في الفترة ٢٠١٦-٢٠٢٠، عملية الفحص التقني القائمة في مجال التخفيف المحددة في الفقرة ٥ (أ) من المقرر ١/م أ-١٩ وفي الفقرة ١٩ من المقرر ١/م أ-٢٠، مع مراعاة أحدث المعارف العلمية، بطرق تشمل ما يلي:

(أ) تشجيع الأطراف وهيئات الاتفاقية والمنظمات الدولية والجهات المعنية من غير الأطراف على المشاركة في هذه العملية، بما في ذلك، حسب الاقتضاء، بالتعاون مع الجهات المعنية من غير الأطراف، وتبادل خبراتها واقتراحاتها، بما في ذلك ما ينبثق عن الأحداث الإقليمية، والتعاون في تيسير تنفيذ السياسات والممارسات والإجراءات المحددة خلال هذه العملية وفقاً للأولويات الوطنية في مجال التنمية المستدامة؛

(ب) السعي، بالتشاور مع الأطراف، لزيادة فرص وصول البلدان النامية الأطراف والخبراء من غير الأطراف إلى هذه العملية ومشاركتهم فيها؛

(ج) توجيه طلب إلى اللجنة التنفيذية المعنية بالتكنولوجيا ومركز وشبكة تكنولوجيا المناخ للقيام بما يلي وفقاً لولاية كل منهما:

١- المشاركة في اجتماعات الخبراء التقنيين وتعزيز جهودهم الرامية إلى تسهيل تنفيذ السياسات والممارسات والإجراءات المحددة خلال هذه العملية ودعم الأطراف في توسيع نطاقها؛

٢- تقديم معلومات محدّثة منتظمة خلال اجتماعات الخبراء التقنيين عن التقدم المحرز في تيسير تنفيذ السياسات والممارسات والإجراءات التي سبق تحديدها خلال هذه العملية؛

٣- إدراج معلومات عن أنشطتهما المنفذة في إطار هذه العملية في تقريرهما السنوي المشترك إلى مؤتمر الأطراف؛

(د) تشجيع الأطراف على الاستفادة الفعالة من مركز وشبكة تكنولوجيا المناخ للحصول على المساعدة في وضع مقترحات مشاريع مستدامة اقتصادياً وبيئياً واجتماعياً في المجالات التي تُحدّد في هذه العملية وتنطوي على إمكانات تخفيف كبيرة؛

١١١- يشجع الكيانات التشغيلية للآلية المالية التابعة للاتفاقية على المشاركة في اجتماعات الخبراء التقنيين وإعلام المشاركين بمساهماتهم في تيسير إحراز تقدم في تنفيذ السياسات والممارسات والإجراءات المحددة أثناء عملية الفحص التقني؛

١١٢- يطلب إلى الأمانة أن تنظم العملية المذكورة في الفقرة ١١٠ أعلاه وتنشر نتائجها بطرق تشمل ما يلي:

(أ) العمل، بالتشاور مع اللجنة التنفيذية المعنية بالتكنولوجيا والمنظمات الخبيرة ذات الصلة، على تنظيم اجتماعات منتظمة للخبراء التقنيين تركز على سياسات وممارسات وإجراءات محددة تمثل الممارسات الفضلى ويمكن توسيع نطاقها وتكرارها؛

(ب) العمل، في أعقاب الاجتماعات المشار إليها في الفقرة ١١٢ (أ) أعلاه، على أن تُحدّث سنوياً وفي الوقت المناسب للمساهمة في الملخص الموجه إلى واضعي السياسات المشار إليه في الفقرة ١١٢ (ج) أدناه ورقة تقنية بشأن منافع التخفيف والمنافع المشتركة المتأتية من السياسات والممارسات والإجراءات الرامية إلى زيادة الطموح في مجال التخفيف، وبشأن الخيارات المتاحة لدعم تنفيذها، وأن تُتاح معلومات عن هذه الورقة في شكل إلكتروني سهل الاستعمال؛

(ج) العمل، بالتشاور مع المؤازرين المشار إليهما في الفقرة ١٢٢ أدناه، على إعداد ملخص لواضعي السياسات يضم معلومات عن السياسات والممارسات والإجراءات المحددة التي تمثل أفضل الممارسات، والتي يمكن تغيير نطاقها وتكرارها، وعن الخيارات المتاحة لدعم تنفيذها، وكذا عن المبادرات التعاونية ذات الصلة، ونشر هذا الملخص قبل شهرين على الأقل من كل دورة من دورات مؤتمر الأطراف باعتباره إسهاماً في الحدث الرفيع المستوى المشار إليه في الفقرة ١٢١ أدناه؛

١١٣- يقرر أن العملية المشار إليها في الفقرة ١١٠ أعلاه ينبغي أن تنظم بصورة مشتركة في إطار الهيئة الفرعية للتنفيذ والهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية وينبغي أن تُنفذ بصورة مستمرة حتى عام ٢٠٢٠؛

١١٤- يقرر أيضاً أن يُجري في عام ٢٠١٧ تقييماً للعملية المشار إليها في الفقرة ١١٠ أعلاه بهدف تحسين فعاليتها؛

١١٥- يعقد العزم على أن تعزز البلدان المتقدمة الأطراف توفير الدعم الملح والكافي في مجالات التمويل والتكنولوجيا وبناء القدرات لتعزيز مستوى الطموح في سياق الإجراءات التي تتخذها الأطراف قبل عام ٢٠٢٠، وفي هذا السياق يحث بشدة البلدان المتقدمة الأطراف على

رفع مستوى دعمها المالي، مع وضع خارطة طريق ملموسة لتحقيق الهدف المتمثل في الاشتراك في تقديم ١٠٠ بليون دولار سنوياً بحلول عام ٢٠٢٠ لأغراض التخفيف والتكيف، وزيادة تمويل إجراءات التكيف وزيادة هامة عن مستوياتها الحالية ولتقديم المزيد من الدعم الملأئم على صعيد التكنولوجيا وبناء القدرات؛

١١٦- يقرر إجراء حوار تيسيري بموازة الدورة ٢٢ لمؤتمر الأطراف بغية تقييم التقدم المحرز في تنفيذ الفقرتين ٣ و ٤ من المقرر ١/م أ-١٩، وتحديد الفرص ذات الصلة لتعزيز توفير الموارد المالية، لأغراض من بينها دعم تطوير التكنولوجيا ونقلها وبناء القدرات، من أجل تحديد السبل الكفيلة بتعزيز مستوى الطموح في جهود التخفيف التي تبذلها جميع الأطراف، بما يشمل تحديد الفرص ذات الصلة لتعزيز تقديم الدعم وتعبئته وتهيئة بيئات مواتية؛

١١٧- يحيط علماً مع التقدير بنتائج برنامج عمل ليما - باريس التي تستند إلى مؤتمر القمة المعني بالمناخ الذي دعا إلى عقده الأمين العام للأمم المتحدة في ٢٣ أيلول/سبتمبر ٢٠١٤؛

١١٨- يرحب بالجهود التي تبذلها الجهات ذات المصلحة من غير الأطراف لتكثيف إجراءاتها في مجال المناخ، ويشجع على تسجيل تلك الإجراءات في بوابة الجهات الفاعلة من غير الدول الخاصة بالعمل المتعلق بالمناخ^(٣)؛

١١٩- يشجع الأطراف على العمل عن كثب مع الجهات ذات المصلحة من غير الأطراف لحفز الجهود الرامية إلى تعزيز إجراءات التخفيف والتكيف؛

١٢٠- يشجع أيضاً الجهات ذات المصلحة من غير الأطراف على زيادة مشاركتها في العمليات المشار إليها في الفقرة ١١٠ أعلاه والفقرة ١٢٥ أدناه؛

١٢١- يوافق على أن يعقد، عملاً بالفقرة ٢١ من المقرر ١/م أ-٢٠، وبناء على برنامج عمل ليما - باريس وبالتزامن مع كل دورة من دورات مؤتمر الأطراف في الفترة ٢٠١٦-٢٠٢٠، حدثاً رفيع المستوى يرمي إلى:

(أ) مواصلة تعزيز المشاركة الرفيعة المستوى فيما يتعلق بتنفيذ الخيارات السياسية والإجراءات الناشئة عن العمليات المشار إليها في الفقرة ١١٠ أعلاه والفقرة ١٢٥ أدناه، بناءً على الملخص الموجه إلى واضعي السياسات المشار إليها في الفقرة ١١٢ (ج) أعلاه؛

(ب) إتاحة فرصة للإعلان عن جهود ومبادرات طوعية وتحالفات جديدة أو معززة، بما في ذلك تنفيذ السياسات والممارسات والإجراءات الناشئة عن العمليات المشار إليها في الفقرة ١١٠ أعلاه والفقرة ١٢٢ أدناه والمعرضة في الملخص الموجه لمقرري السياسات المشار إليه في الفقرة ١١٢ (ج) أعلاه؛

(٣) يمكن الاطلاع عليها في العنوان التالي: <<http://climateaction.unfccc.int>>.

(ج) تقييم التطورات ذات الصلة والإقرار بالجهود والمبادرات والتحالفات الطوعية الجديدة أو المعززة؛

(د) إتاحة فرص مفيدة ومنظمة لمشاركة شخصيات رفيعة المستوى من الأطراف والمنظمات الدولية والمبادرات التعاونية الدولية والجهات ذات المصلحة من غير الأطراف مشاركة فعالة؛

١٢٢- يقرر تعيين مؤازرين رفيعي المستوى يعملان باسم رئيس مؤتمر الأطراف ويتكفلان، عن طريق المشاركة الرفيعة المستوى المعززة في الفترة ٢٠١٦-٢٠٢٠، بتيسير تنفيذ الجهود الحالية بنجاح وإطلاق جهود ومبادرات طوعية وتحالفات جديدة أو معززة وتوسيع نطاقها، بطرق تشمل ما يلي:

(أ) العمل مع الأمانة التنفيذية ورئيسي مؤتمر الأطراف الحاليين ورؤسائه المقبلين على تنسيق الحدث السنوي الرفيع المستوى المشار إليه في الفقرة ١٢١ أعلاه؛

(ب) العمل مع الأطراف المهتمة والجهات المعنية من غير الأطراف، لأغراض منها تعزيز المبادرات الطوعية لبرنامج عمل ليما - باريس؛

(ج) تقديم إرشادات إلى الأمانة بشأن تنظيم اجتماعات الخبراء التقنيين المشار إليها في الفقرة ١١٢ (أ) أعلاه والفقرة ١٣٠ (أ) أدناه؛

١٢٣- يقرر أيضاً أن المؤازرين الرفيعي المستوى المشار إليهما في الفقرة ١٢٢ أعلاه ينبغي أن يعملوا في العادة لمدة سنتين، وتتقاطع ولايتاهما خلال سنة كاملة لضمان الاستمرارية، على النحو التالي:

(أ) ينبغي أن يعين رئيس الدورة الحادية والعشرين لمؤتمر الأطراف مؤازراً واحداً ينبغي أن يعمل لمدة سنة واحدة اعتباراً من تاريخ تعيينه حتى اليوم الأخير من الدورة الثانية والعشرين لمؤتمر الأطراف؛

(ب) ينبغي أن يعين رئيس الدورة الثانية والعشرين لمؤتمر الأطراف مؤازراً واحداً ينبغي أن يعمل لمدة سنتين اعتباراً من تاريخ تعيينه حتى اليوم الأخير من الدورة الثالثة والعشرين لمؤتمر الأطراف (تشرين الثاني/نوفمبر ٢٠١٧)؛

(ج) ينبغي أن يُعيّن بعد ذلك كل رئيس لاحق مؤازراً واحداً ينبغي أن يعمل لمدة سنتين ويخلف المؤازر المعيّن سابقاً المنتهية ولايته؛

١٢٤- يدعو جميع الأطراف المهتمة والمنظمات ذات الصلة إلى دعم العمل الذي يضطلع به المؤازران المشار إليهما في الفقرة ١٢٢ أعلاه؛

١٢٥- يقرر إطلاق عملية فحص تقني بشأن التكيف في الفترة ٢٠١٦-٢٠٢٠؛

١٢٦- يقرر أيضاً أن تسعى عملية الفحص التقني بشأن التكيف المشار إليها في الفقرة ١٢٥ أعلاه إلى تحديد الفرص الحقيقية الكفيلة بتعزيز القدرة على التحمل والحد من القابلية للتأثر وزيادة فهم إجراءات التكيف وتنفيذها؛

١٢٧- يقرر كذلك أن عملية الفحص التقني المشار إليها في الفقرة ١٢٥ أعلاه ينبغي أن تشترك في تنظيمها الهيئة الفرعية للتنفيذ والهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية وتنفيذها لجنة التكيف؛

١٢٨- يقرر متابعة العملية المشار إليها في الفقرة ١٢٥ أعلاه عن طريق:

- (أ) تيسير تبادل الممارسات الجيدة والتجارب والدروس المستفادة؛
- (ب) تحديد الإجراءات التي يمكن أن تعزز بشكل كبير تنفيذ إجراءات التكيف، بما فيها الإجراءات التي من شأنها أن تعزز التنوع الاقتصادي وتحقق منافع مشتركة في مجال التخفيف؛
- (ج) تعزيز العمل التعاوني في مجال التكيف؛
- (د) تحديد فرص تعزيز البيئات التمكينية وتحسين تقديم الدعم من أجل التكيف، في سياق السياسات والممارسات والإجراءات المحددة؛

١٢٩- يقرر أيضاً أن تأخذ عملية الفحص التقني بشأن التكيف المشار إليها في الفقرة ١٢٥ أعلاه بعين الاعتبار العملية والطرائق والنواتج والمحصلات، فضلاً عن الدروس المستفادة من عملية الفحص التقني في مجال التخفيف المشار إليها في الفقرة ١١٠ أعلاه؛

١٣٠- يطلب إلى الأمانة أن تدعم عملية الفحص التقني المشار إليها في الفقرة ١٢٥ عن طريق:

- (أ) تنظيم اجتماعات تقنية منتظمة للخبراء تركز على سياسات واستراتيجيات وإجراءات محددة؛

(ب) القيام سنوياً، بالاستناد إلى الاجتماعات المشار إليها في الفقرة ١٣٠ (أ) أعلاه وفي الوقت المناسب لتكون بمثابة مدخلات للموجز المقدم إلى واضعي السياسات المشار إليه في الفقرة ١١٢ (ج) أعلاه، ورقة تقنية عن فرص تعزيز إجراءات التكيف، وكذلك عن خيارات دعم تنفيذ هذه الإجراءات، وينبغي إتاحة المعلومات المتعلقة بها على الإنترنت بشكل سهل الاستعمال؛

١٣١- يقرر أن لجنة التكيف، عند تنفيذ العملية المشار إليها في الفقرة ١٢٥ أعلاه، ستسلك وتستكشف طرقاً لمراعاة والترتيبات القائمة وإيجاد أوجه تآزر معها والاعتماد عليها في برامج العمل والهيئات والمؤسسات المتصلة بالتكيف في إطار الاتفاقية، لضمان الانسجام وأقصى قيمة ممكنة؛

- ١٣٢- يقرر أيضاً أن يجري، بالاقتران مع التقييم المشار إليه في الفقرة ١٢٠ أعلاه، تقييماً للعملية المشار إليها في الفقرة ١٢٥ أعلاه، من أجل تحسين فعاليتها؛
- ١٣٣- يدعو الأطراف والمنظمات المراقبة إلى تقديم معلومات عن الفرص الحقيقية المشار إليها في الفقرة ١٢٥ أعلاه بحلول ٣ شباط/فبراير ٢٠١٦؛

خامساً- الجهات ذات المصلحة من غير الأطراف

- ١٣٤- يرحب بالجهود التي تبذلها جميع الجهات ذات المصلحة من غير الأطراف للتصدي لتغير المناخ والاستجابة له، بما فيها جهود المجتمع المدني والقطاع الخاص والمؤسسات المالية والمدن وغيرها من السلطات دون الوطنية؛
- ١٣٥- يدعو الجهات ذات المصلحة المشار إليها في الفقرة ١٤٠ أعلاه إلى تكثيف جهودها ودعم إجراءات خفض الانبعاثات و/أو بناء القدرة على التحمل وخفض قابلية التأثر بالآثار الضارة لتغير المناخ، واستعراض هذه الجهود عن طريق بوابة الجهات الفاعلة من غير الأطراف الخاصة بالعمل المتعلق بالمناخ^(٤) المشار إليها في الفقرة ١١٨ أعلاه؛
- ١٣٦- يسلم بضرورة تعزيز معارف المجتمعات المحلية والشعوب الأصلية وتكنولوجياها وممارساتها وجهودها فيما يتعلق بالتصدي لتغير المناخ والتعامل معه، وينشئ منبراً لتبادل التجارب والممارسات الفضلى بشأن التخفيف والتكيف على نحو شامل ومتكامل؛
- ١٣٧- يسلم أيضاً بأهمية تقديم المحفزات لأنشطة خفض الانبعاثات، بما في ذلك أدوات منها السياسات المحلية وتسعير الكربون؛

سادساً- شؤون الإدارة والميزانية

- ١٣٨- يحيط علماً بالآثار التقديرية المترتبة في الميزانية على الأنشطة المشار إليها في هذا المقرر التي ستنفذها الأمانة، ويطلب إلى الأمانة أن تضطلع بالإجراءات المطلوبة بموجب هذا المقرر رهنأ بتوافر الموارد المالية؛
- ١٣٩- يؤكد الحاجة الملحة إلى إتاحة موارد إضافية من أجل تنفيذ الإجراءات ذات الصلة، بما في ذلك الإجراءات المشار إليها في هذا المقرر، وتنفيذ برنامج العمل المشار إليه في الفقرة ٩ أعلاه؛
- ١٤٠- يحث الأطراف على تقديم تبرعات من أجل تنفيذ هذا المقرر في الوقت المناسب.

(٤) متاحة في الموقع <<http://climateaction.unfccc.int/>>.

المرفق

اتفاق باريس

إن الأطراف في هذا الاتفاق،

باعتبارها أطرافاً في اتفاقية الأمم المتحدة الإطارية بشأن تغير المناخ، المشار إليها فيما يلي بـ "الاتفاقية"،

وإذ تعمل بمقتضى منهاج ديربان للعمل المعزز المنشأ بموجب المقرر ١/م أ-١٧ الصادر عن مؤتمر الأطراف في الاتفاقية في دورته السابعة عشرة،

وسعيّاً منها إلى تحقيق هدف الاتفاقية واسترشاداً بمبادئها، بما في ذلك مبدأ الإنصاف والمسؤوليات المشتركة وإن كانت متباينة ومراعاة قدرات كل طرف، في ضوء الظروف الوطنية المختلفة،
وإذ تدرك الحاجة إلى تصدّد فعال وتدرّجي للتهديد الملح الذي يشكله تغير المناخ، استناداً إلى أفضل المعارف العلمية المتاحة،

وإذ تدرك أيضاً الاحتياجات المحددة والظروف الخاصة للبلدان النامية الأطراف، لا سيما تلك المعرضة بصفة خاصة للآثار الضارة لتغير المناخ، وفق ما تنص عليه الاتفاقية،
وإذ تضع في اعتبارها على نحو كامل أيضاً الاحتياجات المحددة والأوضاع الخاصة للأطراف من أقل البلدان نمواً فيما يتصل بتمويل التكنولوجيا ونقلها،
وإذ تدرك أن الأطراف قد لا تتأثر بتغير المناخ فحسب، بل أيضاً بآثار التدابير المتخذة للتصدي له،

وإذ تؤكد ما للإجراءات المتعلقة بتغير المناخ وعمليات التصدي له وآثاره من علاقة وثيقة بالوصول المنصف إلى التنمية المستدامة والقضاء على الفقر،

وإذ تدرك الأولوية الأساسية المتمثلة في ضمان الأمن الغذائي والقضاء على الجوع، وبأوجه قابلية تأثر نظم الإنتاج الغذائي بصفة خاصة بالآثار الضارة لتغير المناخ،

وإذ تضع في اعتبارها ضرورة تحقيق التحول العادل للقوى العاملة وإيجاد العمل الكريم والوظائف اللائقة، وفقاً للأولويات الإنمائية المحددة وطنياً،

وإذ تقرّ بأن تغير المناخ يشكل شاعلاً مشتركاً للبشرية، وأنه ينبغي للأطراف، عند اتخاذ الإجراءات للتصدي لتغير المناخ، أن تحترم وتعزز وتراعي ما يقع على كل منها من التزامات متعلقة بحقوق الإنسان، والحق في الصحة، وحقوق الشعوب الأصلية والمجتمعات المحلية والمهاجرين والأطفال والأشخاص ذوي الإعاقة والأشخاص الذين يعيشون أوضاعاً هشّة، والحق في التنمية، فضلاً عن المساواة بين الجنسين وتمكين المرأة والإنصاف بين الأجيال،

وإذ تقر بأهمية أن تُحفظ وتُعزز، حسب الاقتضاء، بواليع وخزانات غازات الدفيئة المشار إليها في الاتفاقية،

وإذ تلاحظ أهمية كفالة سلامة جميع النظم البيئية، بما فيها المحيطات، وحماية التنوع البيئي، وهو ما تعبّر عنه بعض الثقافات بـ "أمننا الأرض"، وإذ تشير إلى أهمية مفهوم "العدالة المناخية" لدى البعض، وذلك عند اتخاذ إجراءات للتصدي لتغير المناخ،

وإذ تؤكد أهمية التعليم والتدريب والتوعية العامة ومشاركة الجمهور ووصوله إلى المعلومات والتعاون على جميع المستويات في المسائل التي يتناولها هذا الاتفاق،

وإذ تدرك أهمية مشاركة جميع مستويات الحكم ومختلف الجهات الفاعلة، وفقاً للتشريعات الوطنية لكل من الأطراف، في التصدي لتغير المناخ،

وإذ تدرك أيضاً أن أنماط العيش المستدامة وأنماط الاستهلاك والإنتاج المستدامة، التي تضطلع فيها البلدان المتقدمة بدور ريادي، تؤدي دوراً هاماً في التصدي لتغير المناخ، فقد اتفقت على ما يلي:

المادة ١

لأغراض هذا الاتفاق، تنطبق التعاريف الواردة في المادة ١ من الاتفاقية. وبالإضافة إلى ذلك:

- ١- يُقصد بمصطلح "الاتفاقية" اتفاقية الأمم المتحدة بشأن تغير المناخ، التي اعتمدت في نيويورك في ٩ أيار/مايو ١٩٩٢.
- ٢- يقصد بمصطلح "مؤتمر الأطراف" مؤتمر الأطراف في الاتفاقية.
- ٣- يقصد بمصطلح "الطرف" الطرف في هذا الاتفاق.

المادة ٢

- ١- يرمي هذا الاتفاق، من خلال تحسين تنفيذ الاتفاقية، وبما يشمل هدفها، إلى توطيد الاستجابة العالمية للتهديد الذي يشكله تغير المناخ، في سياق التنمية المستدامة وجهود القضاء على الفقر، لتحقيق ما يلي:

(أ) الإبقاء على ارتفاع متوسط درجة الحرارة العالمية في حدود أقل بكثير من درجتين مئويتين فوق مستويات ما قبل الحقبة الصناعية ومواصلة الجهود الرامية إلى حصر ارتفاع درجة الحرارة في حد لا يتجاوز ١,٥ درجة مئوية فوق مستويات ما قبل الحقبة الصناعية، تسليماً بأن ذلك سوف يقلص بصورة كبيرة مخاطر تغير المناخ وآثاره؛

- (ب) تعزيز القدرة على التكيف مع الآثار الضارة لتغير المناخ وتعزيز القدرة على تحمل تغير المناخ وتوطيد التنمية الخفيفة انبعاثات غازات الدفيئة، على نحو لا يهدد إنتاج الأغذية؛
- (ج) جعل التدفقات المالية متمشية مع مسار يؤدي إلى تنمية خفيفة انبعاثات غازات الدفيئة وقادرة على تحمل تغير المناخ.
- ٢- سيُنقذ هذا الاتفاق على نحو يجسد الإنصاف والمسؤوليات المشتركة وإن كانت متباينة وقدرات كل طرف، في ضوء الظروف الوطنية المختلفة.

المادة ٣

على جميع الأطراف أن تضطلع بالجهود الطموحة المحددة في المواد ٤ و ٧ و ٩ و ١٠ و ١١ و ١٣ وأن تبلغ عنها، باعتبارها مساهمات محددة وطنياً تصب في التصدي العالمي لتغير المناخ، من أجل تحقيق غرض هذا الاتفاق المنصوص عليه في المادة ٢. وستمثل جهود جميع الأطراف تقدماً يحرز على مر الزمن، على أن تُراعى فيها الحاجة إلى دعم البلدان النامية الأطراف في التنفيذ الفعال لهذا الاتفاق.

المادة ٤

- ١- من أجل تحقيق هدف درجة الحرارة الطويل الأجل المحدد في المادة ٢، تهدف الأطراف إلى تحقيق وقف عالمي لارتفاع انبعاثات غازات الدفيئة في أقرب وقت ممكن، مُسلّمة بأن وقف ارتفاع الانبعاثات سيتطلب وقتاً أطول من البلدان النامية الأطراف؛ وإلى الاضطلاع بتخفيضات سريعة بعد ذلك وفقاً لأفضل المعارف العلمية المتاحة من أجل تحقيق توازن بين الانبعاثات البشرية المنشأ من المصادر وعمليات إزالتها بواسطة البوالبع في النصف الثاني من القرن، على أساس الإنصاف وفي سياق التنمية المستدامة والجهود الرامية إلى القضاء على الفقر.
- ٢- يعدّ كل طرف ويبلغ ويتعهد مساهمات متتالية محددة وطنياً يعتمزم تحقيقها. وتسعى الأطراف إلى اتخاذ تدابير تخفيف محلية بهدف تحقيق أهداف تلك المساهمات.
- ٣- ستمثل المساهمة المحددة وطنياً لكل طرف تقدماً يتجاوز مساهمته الراهنة المحددة وطنياً وستجسد أعلى طموح ممكن له، بما يراعي مسؤولياته المشتركة وإن كانت متباينة وقدراته، في ضوء الظروف الوطنية المختلفة.
- ٤- ينبغي أن تواصل البلدان المتقدمة الأطراف أداء دورها الريادي عن طريق الاضطلاع بأهداف مطلقة لخفض الانبعاثات على نطاق الاقتصاد. وينبغي للبلدان النامية الأطراف أن تواصل تحسين جهودها المتعلقة بالتخفيف، وتُشجّع على التحول مع مرور الزمن صوب أهداف لخفض الانبعاثات أو تحديدها على نطاق الاقتصاد، في ضوء الظروف الوطنية المختلفة.

- ٥- يُقدّم الدعم إلى البلدان النامية الأطراف من أجل تنفيذ هذه المادة، وفقاً للمواد ٩ و ٤ و ١١، تسليماً بأن تعزيز الدعم المقدم إلى البلدان النامية الأطراف سيسمح ببلوغ مستوى أعلى من الطموح في إجراءاتها.
- ٦- يمكن لأقل البلدان نمواً والدول الجزرية الصغيرة النامية أن تعدّ استراتيجيات وخططاً وإجراءات للتنمية الخفيفة انبعاثات غازات الدفيئة وأن تبلغ عنها، بما يراعي ظروفها الخاصة.
- ٧- يمكن لمناخ التخفيف المشتركة الناتجة عما تتخذه الأطراف من إجراءات تكيف و/أو ما تضعه من خطط للتنوع الاقتصادي أن تسهم في نتائج التخفيف بموجب هذه المادة.
- ٨- وتقدم جميع الأطراف، عند الإبلاغ عن مساهماتها المحددة وطنياً، المعلومات اللازمة للوضوح والشفافية والفهم وفقاً للمقرر ١/م أ-٢١ وأي مقررات ذات صلة لمؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس.
- ٩- يُبلغ كل طرف عن مساهمة محددة وطنياً كل خمس سنوات وفقاً للمقرر ١/م أ-٢١ وأي مقررات ذات صلة لمؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس ويُعلم بنتائج عملية استخلاص الحصيلة العالمية المشار إليها في المادة ١٤.
- ١٠- ينظر مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس في الأطر الزمنية المشتركة للمساهمات المحددة وطنياً في دورته الأولى.
- ١١- يجوز لطرف أن يعدّل في أي وقت مساهمته القائمة المحددة وطنياً بهدف رفع مستوى الطموح فيها، وفقاً للإرشادات المعتمدة من مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس.
- ١٢- تُسجّل المساهمات المحددة وطنياً التي تبلغ عنها الأطراف في سجل عام تتعهد الأمانة.
- ١٣- تحتسب الأطراف مساهماتها المحددة وطنياً. وفي سياق احتساب ما يرتبط بمساهماتها المحددة وطنياً من انبعاثات بشرية المنشأ وعمليات إزالة لها، تعزّز الأطراف السلامة البيئية والشفافية والدقة والاكتمال وقابلية المقارنة والاتساق، وتكفل تجنب الحساب المزدوج، وفقاً للإرشادات المعتمدة من مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس.
- ١٤- ينبغي للأطراف، في سياق مساهماتها المحددة وطنياً، أن تراعي، عند إقرار وتنفيذ إجراءات التخفيف المتصلة بالانبعاثات وعمليات الإزالة البشرية المنشأ، حسب الاقتضاء، الأساليب والإرشادات القائمة بموجب الاتفاقية في ضوء أحكام الفقرة ١٣ من هذه المادة.
- ١٥- تراعي الأطراف في تنفيذ هذا الاتفاق شواغل الأطراف التي تكون اقتصاداتها الأكثر تعرضاً لتأثيرات تدابير التصدي، لا سيما البلدان النامية الأطراف.

١٦ - تُخاطر الأطراف - بما فيها منظمات التكامل الاقتصادي الإقليمي ودولها الأعضاء - التي توصلت إلى اتفاق يقضي بالتصرف مجتمعة بموجب الفقرة ٢ من هذه المادة، الأمانة بأحكام ذلك الاتفاق، بما في ذلك مستوى الانبعاثات المخصّص لكل طرف في الفترة الزمنية ذات الصلة، عند إبلاغها عن مساهماتها المحددة وطنياً. وتبلغ الأمانة بدورها أطراف الاتفاقية والموقعين عليها بأحكام ذلك الاتفاق.

١٧ - يكون كل طرف في ذلك الاتفاق مسؤولاً عن مستوى انبعاثاته المحدد في الاتفاق والمشار إليه في الفقرة ١٦ أعلاه وفقاً للفقرتين ١٣ و ١٤ من هذه المادة والمادتين ١٣ و ١٥.

١٨ - إذا تصرفت الأطراف مجتمعة في إطار منظمة للتكامل الاقتصادي الإقليمي هي نفسها طرف في هذا الاتفاق، وبالتضامن معها، فإن كل دولة عضو في منظمة التكامل الاقتصادي الإقليمي تلك تكون مسؤولة بمفردها وبالتضامن مع منظمة التكامل الاقتصادي الإقليمي عن مستوى انبعاثاتها المنصوص عليه في الاتفاق المبلغ عنه بموجب الفقرة ١٦ من هذه المادة وفقاً للفقرتين ١٣ و ١٤ من هذه المادة والمادتين ١٣ و ١٥.

١٩ - ينبغي أن تسعى جميع الأطراف إلى وضع استراتيجيات إنمائية خفيفة الانبعاثات وطويلة الأجل والإبلاغ عنها، ووضعة في اعتبارها المادة ٢ ومراعية مسؤولياتها المشتركة وإن كانت متباينة وقدرات كل منها، في ضوء الظروف الوطنية المختلفة.

المادة ٥

١ - ينبغي أن تتخذ الأطراف إجراءات ترمي، حسب الاقتضاء، إلى صون وتعزيز بواليع وخزانات غازات الدفيئة وفق ما يشار إليه في الفقرة ١(د) من المادة ٧ من الاتفاقية وبما يشمل الغابات.

٢ - تشجّع الأطراف على اتخاذ إجراءات ترمي، بوسائل من بينها المدفوعات القائمة على النتائج، إلى تنفيذ ودعم الإطار القائم المنصوص عليه في الإرشادات والمقررات ذات الصلة التي سبق الاتفاق عليها بموجب الاتفاقية بشأن: النهج السياسية والمحفزات الإيجابية للأنشطة المتعلقة بخفض الانبعاثات الناجمة عن إزالة الغابات وتدهورها، ودور حفظ الغابات وإدارتها المستدامة وتعزيز المخزونات الكربونية للغابات في البلدان النامية؛ والنهج السياسية البديلة، من قبيل نهج التخفيف والتكيف المشتركة للإدارة السليمة والمستدامة للغابات، مع إعادة تأكيد أهمية تحفيز المنافع غير الكربونية المرتبطة بهذه النهج، حسب الاقتضاء.

المادة ٦

١- تسلّم الأطراف بأن تختار بعض الأطراف السعي إلى تعاون طوعي في تنفيذ مساهماتها المحددة وطنياً لإتاحة مستوى أعلى من الطموح في إجراءاتها المتعلقة بالتخفيف والتكيف وتعزيز التنمية المستدامة والسلامة البيئية.

٢- تعزّز الأطراف، عند المشاركة على أساس طوعي في نهج تعاونية تنطوي على استخدام لنتائج تخفيف منقولة دولياً في الوفاء بمساهماتها المحددة وطنياً، التنمية المستدامة وتكفل السلامة البيئية والشفافية، بما في ذلك على صعيد الحكم، وتطبق محاسبة محكمة لكفالة جملة أمور منها تجنّب الحساب المزدوج والاتساق مع الإرشادات المعتمدة في مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس.

٣- يكون استخدام نتائج التخفيف المنقولة دولياً في تحقيق المساهمات المحددة وطنياً بموجب هذا الاتفاق طوعياً ومرخصاً به من الأطراف المشاركة.

٤- تُنشأ بموجب هذا الاتفاق آلية للمساهمة في تخفيف انبعاثات غازات الدفيئة ودعم التنمية المستدامة تخضع لسلطة وتوجيه مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس، لتستخدمها الأطراف على أساس طوعي، وتُشرف عليها هيئة يُعيّنها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس، وتهدف إلى ما يلي:

(أ) تعزيز التخفيف من انبعاثات غازات الدفيئة وتوطيد التنمية المستدامة في الوقت ذاته؛

(ب) تحفيز وتيسير مشاركة الكيانات العامة والخاصة المرخص لها من جانب الأطراف في التخفيف من انبعاثات غازات الدفيئة؛

(ج) المساهمة في خفض مستويات انبعاثات الطرف المضيف، الذي سيستفيد من أنشطة تخفيف تنتج عنها تخفيضات للانبعاثات يمكن أن يستخدمها طرف آخر للوفاء بمساهمته المحددة وطنياً؛

(د) تحقيق تخفيف عام للانبعاثات.

٥- لا تُستخدم تخفيضات الانبعاثات الناتجة عن الآلية المشار إليها في الفقرة ٤ أعلاه في إثبات تحقيق الطرف المضيف مساهمته المحددة وطنياً إذا ما استخدمها طرف آخر في إثبات تحقيق مساهمته المحددة وطنياً.

٦- يكفل مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس أن يُستخدم نصيب من العوائد المتأتية من الأنشطة المضطلع بها في إطار الآلية المشار إليها في الفقرة ٤ من هذه المادة لتغطية النفقات الإدارية ولمساعدة البلدان النامية الأطراف المعرضة بصفة خاصة للآثار الضارة لتغير المناخ على الوفاء بتكاليف التكيف.

- ٧- يعتمد مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس قواعد وطرائق وإجراءات الآلية المشار إليها في الفقرة ٤ أعلاه في دورته الأولى.
- ٨- تقر الأطراف بأهمية إتاحة نُهج غير سوقية متكاملة وشمولية ومتوازنة للمساعدة في تنفيذ مساهماتها المحددة وطنياً، في سياق التنمية المستدامة والقضاء على الفقر، على نحو منسق وفعال، بما يشمل في جملة أمور التخفيف والتكيف والتمويل ونقل التكنولوجيا وبناء القدرات، حسب الاقتضاء. وتهدف هذه النُهج إلى ما يلي:
- (أ) تعزيز مستوى الطموح في مجالي التخفيف والتكيف؛
- (ب) تعزيز مشاركة القطاعين العام والخاص في تنفيذ المساهمات المحددة وطنياً؛
- (ج) إتاحة فرص للتنسيق الشامل فيما بين مختلف الأدوات والترتيبات المؤسسية ذات الصلة.
- ٩- يحدّد بموجب هذا الاتفاق إطار للنُهج غير السوقية لإزاء التنمية المستدامة من أجل تعزيز النُهج غير السوقية المشار إليها في الفقرة ٨ من هذه المادة.

المادة ٧

- ١- تضع الأطراف بموجب هذا الاتفاق الهدف العالمي المتعلق باعتماد تعزيز القدرة على التكيف وتوطيد القدرة على التحمل والحد من قابلية التأثر بتغير المناخ، بغية المساهمة في التنمية المستدامة وكفالة استجابة ملائمة بشأن التكيف في سياق هدف درجة الحرارة المشار إليه في المادة ٢.
- ٢- تقرّ الأطراف بأن التكيف يشكل تحدياً عالمياً يواجهه الجميع وله أبعاد محلية ودون وطنية ووطنية وإقليمية ودولية، وأنه عنصر أساسي في الاستجابة العالمية الطويلة الأجل لتغير المناخ ومساهمة رئيسية فيها لحماية البشر وسبل العيش والنُظُم الإيكولوجية، آخذة في اعتبارها الاحتياجات الملحة والفورية للبلدان النامية القابلة للتأثر بوجه خاص للآثار الضارة لتغير المناخ.
- ٣- يُعترف بجهود التكيف التي تبذلها البلدان النامية الأطراف وفق الطرائق التي يعتمدها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس في دورته الأولى.
- ٤- تقرّ الأطراف بأن هناك حالياً حاجة ماسة إلى التكيف وبأن من شأن بلوغ مستويات أعلى من التخفيف أن يقلص الحاجة إلى جهود تكيف إضافية، وأن تزايد احتياجات التكيف يمكن أن ينطوي على تزايد تكاليف التكيف.
- ٥- تسلم الأطراف بأن إجراءات التكيف ينبغي أن تتبع نهجاً قطري التوجه يراعي القضايا الجنسانية ويقوم على المشاركة ويتسم بالشفافية الكاملة، ويراعي الفئات والمجتمعات المحلية

والنُظُم الإيكولوجية القابلة للتأثر، وينبغي أن يستند إلى أفضل النتائج العلمية المتاحة وعند الاقتضاء إلى المعارف التقليدية ومعارف الشعوب الأصلية والنُظُم المعرفية المحلية ويسترشدها بغية إدماج التكيف في السياسات والإجراءات الاجتماعية - الاقتصادية والبيئية، حسب الاقتضاء.

٦- تقر الأطراف بأهمية دعم جهود التكيف والتعاون الدولي المتعلق بها وبأهمية مراعاة احتياجات البلدان النامية الأطراف، لا سيما تلك القابلة للتأثر بوجه خاص بالآثار الضارة لتغير المناخ.

٧- ينبغي أن تعزز الأطراف تعاونها من أجل تدعيم إجراءات التكيف، على نحو يراعي إطار كانكون للتكيف، بما يشمل ما يلي:

(أ) تبادل المعلومات والممارسات الجيدة والتجارب والدروس المستفادة، بما يشمل، حسب الاقتضاء، الجوانب المتصلة بالعلم والتخطيط والسياسات والتنفيذ في إجراءات التكيف؛

(ب) تعزيز الترتيبات المؤسسية، بما فيها ترتيبات الاتفاقية التي تخدم هذا الاتفاق، لدعم توليف المعلومات والمعارف ذات الصلة، وتقديم الدعم والإرشادات التقنية للأطراف؛

(ج) تعزيز المعارف العلمية المتعلقة بالمناخ، بما يشمل البحوث والمراقبة المنهجية للنظام المناخي ونظم الإنذار المبكر، على نحو يُسترشد به في الخدمات المناخية وفي اتخاذ القرار؛

(د) مساعدة البلدان النامية الأطراف في تحديد ممارسات التكيف الفعالة، واحتياجات التكيف، والأولويات، وما يُقدم ويُتلقى من دعم لإجراءات وجهود التكيف، وكذلك التحديات والثغرات بطريقة تتسق وتشجع الممارسات الجيدة؛

(هـ) تحسين فعالية إجراءات التكيف وديمومتها.

٨- تشجّع المنظمات والوكالات المتخصصة للأمم المتحدة على دعم جهود الأطراف لتنفيذ الإجراءات المشار إليها في الفقرة ٧ من هذه المادة، آخذة في اعتبارها أحكام الفقرة ٥ من هذه المادة.

٩- يشارك كل طرف، حسب الاقتضاء، في عمليات تخطيط التكيف وتنفيذ الإجراءات، بما في ذلك وضع أو تعزيز الخطط و/أو السياسات و/أو المساهمات ذات الصلة، التي قد تشمل ما يلي:

(أ) تنفيذ الإجراءات و/أو التعهدات و/أو الجهود في مجال التكيف؛

(ب) عملية صياغة وتنفيذ خطط التكيف الوطنية؛

(ج) تقييم آثار تغير المناخ وقابلية التأثر به بغية وضع إجراءات ذات أولوية محددة وطنياً، مع مراعاة الفئات والأماكن والنُظُم الإيكولوجية القابلة للتأثر؛

(د) رصد وتقييم خطط وسياسات وبرامج وإجراءات التكيف وتقييمها والتعلم منها؛

(هـ) بناء قدرة النظم الاجتماعية - الاقتصادية والنظم الإيكولوجية على التحمل،
بوسائل تشمل التنوع الاقتصادي والإدارة المستدامة للموارد الطبيعية.

١٠- ينبغي لكل طرف، حسب الاقتضاء، أن يقدم بلاغاً عن التكيف ويحدّثه دورياً،
ويمكن أن يشمل هذا البلاغ أولوياته واحتياجاته في مجال التنفيذ والدعم وخطته وإجراءاته، دون
التسبب في أي عبء إضافي يقع على البلدان النامية الأطراف.

١١- يُقدّم البلاغ المتعلق بالتكيف المشار إليه في الفقرة ١٠ من هذه المادة ويُحدّث
دورياً، كعنصر من بلاغات أو وثائق أخرى أو مقترناً بها، حسب الاقتضاء، بما يشمل خطة تكيف
وطنية و/أو مساهمة محددة وطنياً حسبما هو مشار إليه في المادة ٤، الفقرة ٢، و/أو بلاغاً وطنياً.

١٢- يسجل البلاغ المتعلق بالتكيف، المشار إليه في الفقرة ١٠ من هذه المادة، في
سجل عام تتعهد الأمانة.

١٣- يُقدّم إلى البلدان النامية الأطراف دعم دولي متواصل ومعزز لتنفيذ الفقرات ٧
و ٩ و ١٠ و ١١ من هذه المادة، وفقاً لأحكام المادتين ٩ و ١٠.

١٤- ترمي عملية استخلاص الحصيلة العالمية المشار إليها في المادة ١٠ إلى جملة أمور،
منها ما يلي:

(أ) إقرار جهود التكيف التي تبذلها البلدان النامية الأطراف؛

(ب) تحسين تنفيذ إجراءات التكيف مع مراعاة البلاغ المتعلق بالتكيف المشار إليه في
الفقرة ١٠ من هذه المادة؛

(ج) استعراض ملائمة وفعالية التكيف والدعم المقدم من أجل التكيف؛

(د) استعراض التقدم العام المحرز في تحقيق الهدف العالمي في مجال التكيف المشار إليه
في الفقرة ١ من هذه المادة.

المادة ٨

١- تعترف الأطراف بأهمية تجنب الخسائر والأضرار المرتبطة بالآثار الضارة لتغير المناخ
وتقليلها والتصدي لها، بما في ذلك الظواهر الجوية القصوى والظواهر البطيئة الحدوث، ودور
التنمية المستدامة في الحد من مخاطر الخسائر والأضرار.

٢- تخضع آلية وارسو الدولية المعنية بالخسائر والأضرار المرتبطة بتأثيرات تغير المناخ
لسلطة مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس وتوجيهه ويجوز تعزيزها
وتوطيدها وفقاً لما يقرره.

٣- ينبغي للأطراف أن تعزز الفهم والإجراءات والدعم، بوسائل منها آلية وارسو الدولية، حسب الاقتضاء، على أساس تعاوني وتيسيري فيما يتعلق بالخسائر والأضرار المرتبطة بالآثار الضارة لتغير المناخ.

٤- وتبعاً لذلك، يمكن أن يشمل التعاون والتيسير من أجل تعزيز الفهم والإجراءات والدعم المجالات التالية:

- (أ) نظم الإنذار المبكر؛
 - (ب) الاستعداد للطوارئ؛
 - (ج) الظواهر البطيئة الحدوث؛
 - (د) الحوادث التي قد تنطوي على خسائر وأضرار دائمة ولا رجعة فيها؛
 - (هـ) تقييم المخاطر وإدارتها على نحو شامل؛
 - (و) تسهيلات التأمين ضد المخاطر، واستجماع المخاطر المناخية، وغير ذلك من حلول التأمين؛
 - (ز) الخسائر غير الاقتصادية؛
 - (ح) قدرة المجتمعات المحلية وسبل العيش والنظم الإيكولوجية على التحمل.
- ٥- تتعاون آلية وارسو الدولية مع الهيئات وأفرقة الخبراء القائمة بموجب الاتفاق، وكذلك مع المنظمات وهيئات الخبراء ذات الصلة خارج الاتفاقية.

المادة ٩

١- تقدم البلدان المتقدمة الأطراف موارد مالية لمساعدة البلدان النامية الأطراف في كل من التخفيف والتكيف مواصلةً لالتزاماتها القائمة بموجب الاتفاقية.

٢- تُشجّع الأطراف الأخرى على تقديم أو مواصلة تقديم هذا الدعم طوعياً.

٣- في إطار جهود عالمية، ينبغي أن تواصل البلدان المتقدمة الأطراف ريادتها لتعبئة التمويل المناخي من طائفة واسعة من المصادر، والأدوات، والقنوات، مع الإشارة إلى الدور الهام للأموال العامة، من خلال مجموعة مختلفة من الإجراءات، منها دعم الاستراتيجيات القطرية التوجه، ومراعاة احتياجات البلدان النامية الأطراف وأولوياتها. وينبغي أن تشكل هذه التعبئة للتمويل المناخي تقدماً يتجاوز الجهود المبذولة سابقاً.

٤- ينبغي أن تهدف إتاحة موارد مالية مزیدة إلى تحقيق توازن بين التكيف والتخفيف، مع مراعاة الاستراتيجيات القطرية التوجه، وأولويات واحتياجات البلدان النامية

الأطراف، لا سيما تلك المتأثرة بوجه خاص بالآثار الضارة لتغير المناخ وتعاني من قيود كبيرة في القدرات، من قبيل أقل البلدان نمواً والدول الجزرية الصغيرة النامية، مع مراعاة الحاجة إلى موارد عامة وموارد مقدمة في شكل منح من أجل التكيف.

٥- تقدم البلدان المتقدمة الأطراف كل سنتين معلومات إرشادية وكمية ونوعية تتعلق بالفقرتين ١ و ٣ من هذه المادة، حسب الاقتضاء، بما في ذلك، حسب ما هو متاح، مستويات الموارد المالية العامة المتوقعة التي يلزم تقديمها إلى البلدان النامية الأطراف. وتُشجّع الأطراف الأخرى التي تقدم الموارد على تقديم هذه المعلومات كل سنتين على أساس طوعي.

٦- تأخذ عملية استخلاص الحصيلة العالمية المشار إليها في المادة ١٤ في الاعتبار المعلومات ذات الصلة التي تقدمها البلدان المتقدمة الأطراف و/أو هيئات الاتفاق بشأن الجهود المتصلة بالتمويل المناخي.

٧- تقدم البلدان المتقدمة الأطراف كل سنتين معلومات شفافة ومتسقة بشأن الدعم المقدم إلى البلدان النامية الأطراف والمعبأ عن طريق تدخلات عامة وفقاً للطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية التي سيعتمدها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس، في دورته الأولى، وفق ما تنص عليه الفقرة ١٣ من المادة ١٣. وتُشجّع الأطراف الأخرى على فعل ذلك.

٨- تكون الآلية المالية للاتفاقية، بما في ذلك كياناتها التشغيلية، بمثابة الآلية المالية لهذا الاتفاق.

٩- تهدف المؤسسات التي تخدم هذا الاتفاق، بما فيها الكيانات التشغيلية للآلية المالية للاتفاقية، إلى ضمان فعالية الحصول على الموارد المالية من خلال إجراءات مواءمة مبسطة وتعزيز دعم استعداد البلدان النامية الأطراف، لا سيما أقل البلدان نمواً والدول الجزرية الصغيرة النامية، في سياق استراتيجياتها وخططها المناخية الوطنية.

المادة ١٠

١- تتقاسم الأطراف رؤية طويلة الأجل بشأن أهمية تحقيق هدف تطوير التكنولوجيا ونقلها تحقيقاً تاماً لتحسين القدرة على تحمل تغير المناخ وخفض انبعاثات غازات الدفيئة.

٢- تعمل الأطراف، إدراكاً منها لأهمية التكنولوجيا في تنفيذ إجراءات التخفيف والتكيف في إطار هذا الاتفاق، واعترافاً منها بالجهود المبذولة لنشر التكنولوجيا وتعميمها، على تعزيز العمل التعاوني المتعلق بتطوير التكنولوجيا ونقلها.

٣- تخدم آلية التكنولوجيا المنشأة بموجب الاتفاقية هذا الاتفاق.

- ٤- يُنشأ بموجب هذا النص إطار للتكنولوجيا من أجل تقديم إرشادات شاملة لعمل آلية التكنولوجيا فيما يتصل بعزير وتيسير العمل المعزز المتعلق بتطوير التكنولوجيا ونقلها لدعم تنفيذ هذا الاتفاق، سعياً إلى تحقيق الرؤية الطويلة الأجل المشار إليها في الفقرة ١ من هذه المادة.
- ٥- يكتسي تسريع الابتكار وتشجيعه وإتاحته أهمية حاسمة في التصدي العالمي الفعال والطويل الأجل لتغير المناخ وتعزيز النمو الاقتصادي والتنمية المستدامة. ويُدعم هذا الجهد، حسب الاقتضاء، من جهات من بينها آلية التكنولوجيا وبوسائل مالية من جانب الآلية المالية للاتفاقية، فيما يتصل بالنهج التعاونية للبحث والتطوير، وتيسير وصول البلدان النامية الأطراف إلى التكنولوجيا، لا سيما في المراحل الأولى للدورة التكنولوجية.
- ٦- يُقدّم الدعم إلى البلدان النامية الأطراف، بما في ذلك الدعم المالي، من أجل تنفيذ هذه المادة، بما في ذلك لتعزيز العمل التعاوني المتعلق بتطوير التكنولوجيا ونقلها في مختلف مراحل الدورة التكنولوجية، بهدف تحقيق التوازن بين دعم التخفيف والتكيف. وتأخذ عملية استخلاص الحصيلة العالمية المشار إليها في المادة ١٤ في الاعتبار المعلومات المتاحة المتعلقة بالجهود المتصلة بالدعم المقدم في مجال تطوير التكنولوجيا ونقلها إلى البلدان النامية الأطراف.

المادة ١١

- ١- ينبغي أن يعزز بناء القدرات بموجب هذا الاتفاق كفاءات وقدرات البلدان النامية الأطراف، لا سيما البلدان الأقل قدرة، من قبيل أقل البلدان نمواً والدول القابلة للتأثر بوجه خاص بالآثار الضارة لتغير المناخ، مثل الدول الجزرية الصغيرة النامية، من أجل اتخاذ إجراءات فعالة لإزاء تغير المناخ تشمل، في جملة أمور، تنفيذ إجراءات التكيف والتخفيف، وينبغي أن ييسر تطوير التكنولوجيا وتعميمها ونشرها، والوصول إلى التمويل المناخي، وجوانب التعليم والتدريب والتوعية العامة ذات الصلة، وتقديم المعلومات بصورة شفافة ومناسبة من حيث التوقيت ودقيقة.
- ٢- ينبغي أن يكون بناء القدرات قطري التوجه، ومُستنداً إلى الاحتياجات الوطنية ومُلبياً لها، وأن يعزز التحكم القطري للأطراف، خاصة بالنسبة للبلدان النامية الأطراف، بما يشمل المستوى الوطني ودون الوطني والمحلي. وينبغي أن يسترشد بناء القدرات بالدروس المستفادة، بما في ذلك الدروس المستخلصة من أنشطة بناء القدرات في إطار الاتفاقية، وينبغي أن يكون عملية فعالة وتكرارية قائمة على المشاركة وشاملة لعدة قطاعات ومراعية للمنظور الجنساني.
- ٣- ينبغي أن تتعاون جميع الأطراف لتعزيز قدرة البلدان النامية الأطراف على تنفيذ هذا الاتفاق. وينبغي أن تعزز البلدان المتقدمة الأطراف دعمها لإجراءات بناء القدرات في البلدان النامية الأطراف.

- ٤- تبلغ جميع الأطراف التي تعزز قدرة البلدان النامية الأطراف على تنفيذ هذا الاتفاق، بما في ذلك من خلال نهج إقليمية وثنائية ومتعددة الأطراف، بصورة منتظمة، عن هذه الأعمال أو التدابير المتعلقة ببناء القدرات. وينبغي أن تبلغ البلدان النامية الأطراف بصورة منتظمة عن التقدم المحرز في تنفيذ خطط وسياسات وإجراءات وتدابير بناء القدرات تنفيذاً لهذا الاتفاق.
- ٥- تعزز أنشطة بناء القدرات عن طريق ترتيبات مؤسسية مناسبة لدعم تنفيذ هذا الاتفاق، بما يشمل الترتيبات المؤسسية المناسبة المتخذة بموجب الاتفاقية خدمة لهذا الاتفاق. وينظر مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس في قرار بشأن الترتيبات المؤسسية الأولية الخاصة ببناء القدرات ويعتمده في دورته الأولى.

المادة ١٢

تتعاون الأطراف في اتخاذ التدابير اللازمة، حسب الاقتضاء، لتعزيز التثقيف والتدريب والتوعية العامة والمشاركة العامة ووصول الجمهور إلى المعلومات في مجال تغير المناخ، مُسلمة بأهمية هذه الخطوات فيما يتعلق بتعزيز الإجراءات المتخذة في إطار هذا الاتفاق.

المادة ١٣

- ١- لبناء الثقة والائتمان المتبادلين وتعزيز فعالية التنفيذ، ينشأ بموجب هذا الصك إطار شفافية معزز للإجراءات والدعم يتسم بمرونة ذاتية تأخذ في الاعتبار اختلاف قدرات الأطراف ويستند إلى التجربة الجماعية.
- ٢- يتيح إطار الشفافية المرونة في تنفيذ أحكام هذه المادة للبلدان النامية الأطراف التي تحتاج إليها في ضوء قدراتها. وتعكس هذه المرونة الطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية المشار إليها في الفقرة ١٣ من هذه المادة.
- ٣- يستند إطار الشفافية إلى ترتيبات الشفافية التي تنص عليها الاتفاقية ويعززها، معترفاً بالظروف الخاصة لأقل البلدان نمواً والدول الجزرية الصغيرة النامية، ويُنفذ على نحو تيسيري وغير تدخلي وغير عقابي، ويحترم السيادة الوطنية، ويتجنب إلقاء عبء لا لزوم له على الأطراف.
- ٤- تشكل ترتيبات الشفافية التي تنص عليها الاتفاقية، بما فيها البلاغات الوطنية، وتقارير فترة السنتين والتقارير المحدثة لفترة السنتين، والتقييم والاستعراض الدوليان، والتشاور والتحليل الدوليان جزءاً من التجربة المستند إليها لوضع الطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية المنصوص عليها في الفقرة ١٣ من هذه المادة.
- ٥- الغرض من إطار شفافية الإجراءات هو إتاحة فهم واضح للإجراءات المتعلقة بتغير المناخ في ضوء هدف الاتفاقية المحدد في المادة ٢ منها، بما في ذلك وضوح وتتبع التقدم المحرز

نحو تحقيق المساهمات المحددة وطنياً لفرادى الأطراف بموجب المادة ٤؛ وإجراءات التكيف التي تتخذها الأطراف بموجب المادة ٧، بما يشمل الممارسات الجيدة والأولويات والاحتياجات والثغرات، للاسترشاد بها في استخلاص الحصيلة العالمية بموجب المادة ١٤.

٦- الغرض من إطار شفافية الدعم هو إتاحة الوضوح بشأن الدعم المقدم والمتلقى من فرادى الأطراف ذات الصلة في سياق الإجراءات المتعلقة بتغير المناخ المتخذة بموجب المواد ٤ و ٧ و ٩ و ١٠ و ١١، وقدر الإمكان، إتاحة صورة عامة كاملة عن الدعم المالي الإجمالي المقدم، للاسترشاد بها في استخلاص الحصيلة العالمية بموجب المادة ١٤؛

٧- يقدم كل طرف بانتظام المعلومات التالية:

(أ) تقرير جرد وطني لانبعاثات غازات الدفيئة البشرية المنشأ من المصادر وعمليات إزالتها بواسطة البواليع يُعدّ باستعمال منهجيات الممارسات الجيدة المقبولة لدى الهيئة الحكومية الدولية المعنية بتغير المناخ والموافق عليها من مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس؛

(ب) المعلومات اللازمة لتتبع التقدم المحرز في تنفيذ وتحقيق مساهمتها المحددة وطنياً بموجب المادة ٤.

٨- ينبغي أن يقدم كل طرف أيضاً معلومات تتعلق بتغير المناخ والتكيف بموجب المادة ٧، حسب الاقتضاء.

٩- تقدم البلدان المتقدمة الأطراف معلومات عن الدعم المقدم إلى البلدان النامية الأطراف في مجال التمويل ونقل التكنولوجيا وبناء القدرات بموجب المواد ٩ و ١٠ و ١١، وينبغي للأطراف الأخرى التي تقدم الدعم أن تقدم هذه المعلومات.

١٠- ينبغي للبلدان النامية الأطراف أن تقدم معلومات عن الدعم اللازم والمتلقى في مجال التمويل ونقل التكنولوجيا وبناء القدرات بموجب المواد ٩ و ١٠ و ١١.

١١- تخضع المعلومات المقدمة من كل طرف بموجب الفقرتين ٧ و ٩ من هذه المادة لاستعراض خبراء تقني، وفقاً للمقرر ١/م-٢١. وتشمل عملية الاستعراض أيضاً، بالنسبة للبلدان النامية الأطراف المحتاجة إلى ذلك في ضوء قدراتها، المساعدة في تحديد الاحتياجات في مجال بناء القدرات. وبالإضافة إلى ذلك، يشارك كل طرف في النظر بطريقة تيسيرية ومتعددة الأطراف في التقدم المحرز فيما يخص الجهود المبذولة بموجب المادة ٩، وفي تنفيذ كل طرف لمساهمته المحددة وطنياً وتحقيقه لها.

١٢- ينطوي استعراض الخبراء التقني بموجب هذه الفقرة على النظر في الدعم المقدم من الطرف، حسب الحال، وتنفيذه وتحقيقه لمساهمته المحددة وطنياً. ويحدد الاستعراض أيضاً مجالات على الطرف أن يحسنها، ويشتمل على استعراض لاتساق المعلومات مع الطرائق والإجراءات والمبادئ التوجيهية المشار إليها في الفقرة ١٣ من هذه المادة، مع مراعاة المرونة

الممنوحة للطرف بموجب الفقرة ٢ من هذه المادة. ويولي الاستعراض أهمية خاصة للقدرات الوطنية والظروف الخاصة بكل بلد من البلدان النامية الأطراف.

١٣- يعتمد مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس، في دورته الأولى، بالاستناد إلى الخبرة المستمدة من الترتيبات المتصلة بالشفافية بموجب الاتفاقية وبلورة أحكام هذه المادة، طرائق وإجراءات ومبادئ توجيهية مشتركة، حسب الاقتضاء، حرصاً على شفافية الإجراءات والدعم.

١٤- يُقدّم الدعم إلى البلدان النامية من أجل تنفيذ هذه المادة.

١٥- يُقدّم الدعم أيضاً لبناء القدرات المتصلة بالشفافية للبلدان النامية الأطراف على أساس متواصل.

المادة ١٤

١- يضطلع مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس دورياً بعملية لاستخلاص حصيلة تنفيذ هذا الاتفاق لتقييم التقدم الجماعي المحرز نحو تحقيق غرض هذا الاتفاق وأهدافه الطويلة الأجل (المشار إليها بعبارة "عملية استخلاص الحصيلة العالمية"). ويقوم بذلك بطريقة شاملة وتيسيرية، مع مراعاة مسائل التخفيف والتكيف ووسائل التنفيذ والدعم، وفي ضوء الإنصاف وأفضل المعارف العلمية المتاحة.

٢- يضطلع مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس بأول عملية له لاستخلاص الحصيلة العالمية في عام ٢٠٢٣ ثم كل خمس سنوات بعد ذلك ما لم يقرر مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس خلاف ذلك.

٣- تسترشد الأطراف بنتائج عملية استخلاص الحصيلة العالمية في تحديث وتعزيز إجراءاتها ودعمها على نحو محدد وطنياً، وفقاً للأحكام ذات الصلة من هذا الاتفاق، وكذلك في تعزيز التعاون الدولي المتعلق بالإجراءات المناخية.

المادة ١٥

١- تنشأ بموجب هذا الاتفاق آلية لتيسير تنفيذ أحكام هذا الاتفاق وتعزيز الامتثال له.

٢- تتألف الآلية المشار إليها في الفقرة ١ من هذه المادة من لجنة تضم خبراء وتكون ذات طبيعة تيسيرية وتعمل بطريقة شفافة وغير مناوئة وغير عقابية. وتولي اللجنة اهتماماً خاصاً للقدرات الوطنية لكل طرف ولظروفه.

٣- تعمل اللجنة بموجب الطرائق والإجراءات التي يعتمدها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس في دورته الأولى وتقدم إليه تقارير سنوية.

المادة ١٦

١- يعمل مؤتمر الأطراف، وهو الهيئة العليا للاتفاقية، بوصفه اجتماع الأطراف في هذا الاتفاق.

٢- يجوز للأطراف في الاتفاقية غير الأطراف في هذا الاتفاق أن يشاركوا بصفة مراقبين في أعمال أي دورة من دورات مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في هذا الاتفاق. وعندما يعمل مؤتمر الأطراف بوصفه اجتماع الأطراف في هذا الاتفاق، يكون اتخاذ القرارات بموجب هذا الاتفاق وفقاً على أعضائه الذين يكونون أطرافاً في هذا الاتفاق.

٣- عندما يعمل مؤتمر الأطراف بوصفه اجتماع الأطراف في هذا الاتفاق، يُستعاض عن أن عضو من أعضاء مكتب مؤتمر الأطراف يمثل طرفاً في الاتفاقية لا يكون في ذلك الوقت طرفاً في هذا الاتفاق بعضو إضافي تنتخبه الأطراف في هذا الاتفاق من بينها.

٤- يُبقي مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس تنفيذ هذا الاتفاق قيد الاستعراض المنتظم ويتخذ، في حدود ولايته، القرارات اللازمة لتعزيز تنفيذه تنفيذاً فعلياً. ويؤدي المهام المسندة إليه بموجب هذا الاتفاق فيقوم بما يلي:

(أ) إنشاء ما يُعتبر ضرورياً من الهيئات الفرعية لتنفيذ هذا الاتفاق؛

(ب) ممارسة ما قد يقتضيه تنفيذ هذا الاتفاق من مهام أخرى.

٥- تنطبق أحكام النظام الداخلي لمؤتمر الأطراف والإجراءات المالية المنطبقة بموجب الاتفاقية، مع تعديل ما يلزم في إطار هذا الاتفاق، باستثناء ما يخالف ذلك من الأمور التي يقرها بتوافق الآراء مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس؛

٦- تدعو الأمانة إلى عقد الدورة الأولى لمؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس بالاقتران مع الدورة الأولى لمؤتمر الأطراف المقرر عقدها بعد تاريخ بدء نفاذ هذا الاتفاق. وتعد الدورات العادية اللاحقة لمؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس بالاقتران مع الدورات العادية لمؤتمر الأطراف، ما لم يقرر مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس خلاف ذلك.

٧- تعقد دورات استثنائية لمؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس في الأوقات التي يعتبرها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس ضرورية، أو بناء على طلب مكتوب من أي طرف، شريطة أن يحظى هذا الطلب بتأييد لا يقل عن ثلث الأطراف في غضون ستة أشهر من تاريخ إرسال الأمانة هذا الطلب إلى الأطراف.

٨- يمكن للأمم المتحدة ووكالاتها المتخصصة والوكالة الدولية للطاقة الذرية، فضلاً عن أي دولة عضو فيها أو المراقبين لديها غير الأطراف في الاتفاقية، أن يكونوا ممثلين بصفة مراقب في دورات مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس. ويجوز قبول حضور أية هيئة أو وكالة، سواء كانت وطنية أو دولية، حكومية أو غير حكومية، ذات اختصاص في المسائل المشمولة بالاتفاق وتكون قد أبلغت الأمانة برغبتها في أن تكون ممثلة بصفة مراقب في دورة لمؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس، ما لم يعترض على ذلك ثلث الأطراف الحاضرة على الأقل. ويخضع قبول المراقبين ومشاركتهم للنظام الداخلي المشار إليه في الفقرة ٥ من هذه المادة.

المادة ١٧

١- تعمل الأمانة المنشأة بموجب المادة ٨ من الاتفاقية بصفتها أمانة هذا الاتفاق.

٢- تُطبق على هذا الاتفاق، بعد تعديل ما يلزم تعديله، أحكام الفقرة ٢ من المادة ٨ من الاتفاقية بشأن وظائف الأمانة، والفقرة ٣ من المادة ٨ من الاتفاقية بشأن الترتيبات الموضوعية لأداء الأمانة مهامها. وتمارس الأمانة بالإضافة إلى ذلك المهام المسندة إليها بموجب هذا الاتفاق والمهام التي يسندها إليها مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس.

المادة ١٨

١- تعمل الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية والهيئة الفرعية للتنفيذ المنشأتان بموجب المادتين ٩ و ١٠ من الاتفاقية بصفتيهما، على التوالي، الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية والهيئة الفرعية للتنفيذ الخاصتين بهذا الاتفاق. وتُطبق أحكام الاتفاقية المتعلقة بأداء هاتين الهيئتين على هذا الاتفاق، مع تعديل ما يلزم تعديله. وتُعقد دورات اجتماعات الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية والهيئة الفرعية للتنفيذ الخاصتين بهذا الاتفاق بالاقتراع مع اجتماعات الهيئة الفرعية للمشورة العلمية والتكنولوجية والهيئة الفرعية للتنفيذ الخاصتين بالاتفاقية على التوالي.

٢- يجوز للأطراف في الاتفاقية التي ليست أطرافاً في هذا الاتفاق أن تشارك بصفة مراقب في أعمال أي دورة من دورات الهيئتين الفرعيتين. وعندما تعمل الهيئتان الفرعيتان بصفتيهما الهيئتين الفرعيتين الخاصتين بهذا الاتفاق، يكون اتخاذ القرارات بموجب هذا الاتفاق وفقاً على أطرافه.

٣- عندما تمارس الهيئتان الفرعيتان المنشأتان بموجب المادتين ٩ و ١٠ من الاتفاقية مهامهما بخصوص المسائل المتعلقة بهذا الاتفاق، يُستعاض عن أي عضو من أعضاء مكتي هاتين الهيئتين الفرعيتين يمثل طرفاً في الاتفاقية لا يكون في ذلك الوقت طرفاً في هذا الاتفاق بعضو إضافي تنتخبه الأطراف في هذا الاتفاق من بينها.

المادة ١٩

١- تخدم هذا الاتفاق الهيئات الفرعية أو غيرها من الترتيبات المؤسسية المنشأة بموجب الاتفاقية أو في إطارها، بخلاف تلك المشار إليها في هذا الاتفاق بناءً على قرار يتخذه مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس. ويحدد مؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس المهام التي ستضطلع بها هذه الهيئات الفرعية أو الترتيبات.

٢- يجوز لمؤتمر الأطراف العامل بوصفه اجتماع الأطراف في اتفاق باريس أن يقدم مزيداً من الإرشادات لهذه الهيئات الفرعية والترتيبات المؤسسية.

المادة ٢٠

١- يُفتح باب توقيع هذا الاتفاق ويخضع لتصديق أو قبول أو موافقة الدول ومنظمات التكامل الاقتصادي الإقليمي الأطراف في الاتفاقية. ويُفتح باب توقيع الاتفاق في مقر الأمم المتحدة بنيويورك في الفترة من ٢٢ نيسان/أبريل ٢٠١٦ إلى ٢١ نيسان/أبريل ٢٠١٧. ويفتح بعد ذلك باب الانضمام إلى هذا الاتفاق اعتباراً من اليوم التالي لتاريخ إقفال باب توقيعته. وتودع صكوك التصديق أو القبول أو الموافقة أو الانضمام لدى الوديع.

٢- أي منظمة تكامل اقتصادي إقليمي تصبح طرفاً في هذا الاتفاق دون أن يكون أي من الدول الأعضاء فيها طرفاً فيه تتقيد بكل الالتزامات المترتبة على الاتفاق. وفي حالة منظمات التكامل الاقتصادي الإقليمي التي يكون عضو واحد أو أكثر من دولها الأعضاء طرفاً في هذا الاتفاق، تقرر المنظمة ودولها الأعضاء مسؤوليات كل منها عن أداء التزاماتها بموجب هذا الاتفاق. وفي هذه الحالات، لا يحق للمنظمة والدول الأعضاء أن تمارس في وقت واحد حقوقاً بموجب هذا الاتفاق.

٣- تعلن منظمات التكامل الاقتصادي الإقليمي، في صكوك تصديقها أو قبولها أو موافقتها أو انضمامها، مدى اختصاصها فيما يتعلق بالمسائل التي يحكمها هذا الاتفاق. وتخطر هذه المنظمات أيضاً الوديع، الذي يخطر بدوره الأطراف، بأي تعديل جوهري لمدى اختصاصها.

المادة ٢١

١- يبدأ نفاذ هذا الاتفاق في اليوم الثلاثين من تاريخ قيام ما لا يقل عن ٥٥ طرفاً من الأطراف في الاتفاقية، يُعزى إليها في المجموع ما لا يقل عن ٥٥ في المائة من إجمالي انبعاثات غازات الدفيئة، بإيداع صكوك تصديقها أو قبولها أو موافقتها أو انضمامها.

٢- للأغراض المحدودة للفقرة ١ من هذه المادة فقط، يعني مصطلح "إجمالي الانبعاثات العالمية من غازات الدفيئة" أحدث الكميات المبلّغة في تاريخ اعتماد هذا الاتفاق من جانب الأطراف في الاتفاقية أو قبل هذا التاريخ.

٣- يبدأ نفاذ الاتفاق، بالنسبة لكل دولة أو منظمة تكامل اقتصادي إقليمي تصدق على هذا الاتفاق أو تقبله أو توافق عليه أو تنضم إليه بعد الوفاء بشروط بدء النفاذ المحددة في الفقرة ١ من هذه المادة، في اليوم الثلاثين من تاريخ إيداع هذه الدولة أو منظمة التكامل الاقتصادي الإقليمي هذه لصك تصديقها أو قبولها أو موافقتها أو انضمامها.

٤- لأغراض الفقرة ١ من هذه المادة، لا يعدّ أي صك تودعه أي منظمة تكامل اقتصادي إقليمي إضافةً للصكوك المودعة من جانب دولها الأعضاء.

المادة ٢٢

تطبق على هذا الاتفاق أحكام المادة ١٥ من الاتفاقية بشأن اعتماد التعديلات على الاتفاقية مع تعديل ما يلزم تعديله.

المادة ٢٣

١- تنطبق على هذا الاتفاق مع تعديل ما يلزم تعديله أحكام المادة ١٦ من الاتفاقية المتعلقة باعتماد مرفقات الاتفاقية وتعديلها.

٢- تشكل مرفقات هذا الاتفاق جزءاً لا يتجزأ منه، وتشكل أي إشارة إلى هذا الاتفاق إشارة في ذات الوقت إلى أي من مرفقاته، ما لم ينص صراحة على غير ذلك. وتقتصر هذه المرفقات على القوائم والاستمارات وأي مادة أخرى ذات طابع وصفي لها صبغة علمية أو تقنية أو إجرائية أو إدارية.

المادة ٢٤

تطبق على هذا الاتفاق بعد تعديل ما يلزم أحكام المادة ١٤ من الاتفاقية بشأن تسوية المنازعات.

المادة ٢٥

١- يكون لكل طرف صوت واحد، باستثناء ما هو منصوص عليه في الفقرة ٢ من هذه المادة.

٢- تمارس منظمات التكامل الاقتصادي الإقليمي، في المسائل الداخلة في اختصاصها، حقها في التصويت بعدد من الأصوات مساو لعدد دولها الأعضاء التي هي أطراف في هذا الاتفاق. ولا تمارس هذه المنظمة حقها في التصويت إذا مارست أي دولة من دولها الأعضاء حقها، والعكس بالعكس.

المادة ٢٦

يكون الأمين العام للأمم المتحدة هو الوديع لهذا الاتفاق.

المادة ٢٧

لا يجوز إبداء تحفظات على هذا الاتفاق.

المادة ٢٨

- ١- يجوز لأي طرف أن ينسحب من هذا الاتفاق في أي وقت بعد مضي ثلاث سنوات من تاريخ بدء نفاذ الاتفاق بالنسبة إلى ذلك الطرف بإرسال إخطار كتابي إلى الوديع.
- ٢- يبدأ نفاذ أي انسحاب من هذا القبول عند انقضاء سنة واحدة من تاريخ تلقي الوديع للإخطار بالانسحاب أو في أي تاريخ لاحق يُحدّد في الإخطار بالانسحاب.
- ٣- أي طرف ينسحب من الاتفاقية يُعتبر منسحباً أيضاً من هذا الاتفاق.

المادة ٢٩

يودع أصل هذا الاتفاق، الذي تتساوى في الحجية نصوصه الإسبانية والإنكليزية والروسية والصينية والعربية والفرنسية، لدى الأمين العام للأمم المتحدة.

خُزّر في باريس في اليوم الثاني عشر من كانون الأول/ديسمبر من سنة ألفين وخمسة عشر.

وإثباتاً لما تقدم قام الموقعون أدناه، المفوضون طبقاً للأصول، بتوقيع هذا الاتفاق.